



Education et Approches sous-régionales en Afrique

Etats des lieux
des systèmes et politiques
d'éducation de base



Nota Bene : Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part des institutions co-auteurs aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites

© édition 2004

Pôle de Dakar
ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION



© Photographies : Photothèque UNESCO, Stéphane TOURNÉ, Marie DORLÉANS

Design & impression :  POLYKROME

Education et Approches sous-régionales en Afrique

Etats des lieux
des systèmes et politiques
d'éducation de base

Avant propos

Le Cadre d'action de Dakar (2000) préconise pour l'appui aux efforts nationaux de développement de l'Education pour tous (EPT), la mise en place de forums régionaux et sous-régionaux. Par ailleurs, les communautés économiques régionales sont incitées à appuyer l'EPT par des programmes spécifiques. Une telle approche a été adoptée par les pays d'Afrique Australe membres de la SADC et par les pays d'Afrique de l'Ouest membres de la CEDEAO. L'une et l'autre communauté ont adopté des protocoles d'accord de coopération dans le domaine de l'éducation. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'organisation au début de l'année 2004 de trois conférences sous-régionales de Ministres de l'Education.

«Education et intégration sous-régionale : nos engagements et perspectives» est le thème de la deuxième Conférence des Ministres de l'Education des Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) prévue à Accra (Ghana) du 9 au 10 janvier 2004. Viendra les 14 et 15 janvier 2004 à Sao Tomé (Sao Tomé et Principe) la rencontre des Ministres de l'Education des Pays Africains de Langue Officielle Portugaise (PALOPs) et de la Guinée Equatoriale. Enfin sur le thème «Education et coopération sous-régionale», se retrouveront à Yaoundé (Cameroun) les 16 et 17 janvier 2004, les Ministres de l'Education des pays membres de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Une logique commune à ces trois réunions se décline sous trois aspects : coopération et intégration, suivi de MINEDAF VIII, actions concrètes qui induisent les objectifs spécifiques à poursuivre.

Coopération en éducation et rôle de l'éducation dans les processus d'intégration sous-régionale et régionale procèdent d'une dynamique aujourd'hui renforcée par l'actualité de l'Union Africaine et de son programme économique et social : le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique. Un point de départ de la démarche de coopération et d'intégration est le consensus sur les buts et objectifs dans un cadre de référence commun.

Dans le mouvement mondial de l'EPT, s'est tenue en décembre 2002 à Dar-es-Salaam en Tanzanie la huitième Conférence des Ministres de l'Education des Etats membres d'Afrique (MINEDAF VIII). Ce fut après le Forum Mondial (Dakar 2000) une activité de mobilisation des décideurs africains et de leurs partenaires dans la poursuite des objectifs d'Education pour tous. Le momentum créé doit être maintenu et sans cesse renouvelé.

Afin de relever les défis de l'éducation en Afrique, il faut passer des engagements aux actions. A cet égard, les trois conférences veulent faire la différence avec d'autres rencontres en ce sens que les Ministres ont décidé de s'engager dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes et projets communs. Les domaines retenus sont stratégiques, ils couvrent par exemple : l'éducation des filles, la formation des enseignants, la lutte contre le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation, l'éducation à la citoyenneté, l'enseignement des sciences et de la technologie, l'éducation et les nouvelles technologies de l'information et de la communication, le renforcement des capacités en planification de l'éducation, la production de matériels didactiques...

Les programmes viendront en appui aux actions nationales dans les domaines respectifs, et seront mis en œuvre dans un esprit de coopération entre pays et d'intégration sous-régionale. C'est pour servir cet objectif qu'a été préparé cet état des lieux des systèmes et politiques d'éducation de base sous le titre «Education et approches sous-régionales en Afrique».

M. Armoogum PARSURAMEN
Directeur de l'UNESCO/BREDA



comité de rédaction

Directeur de publication

M. Benoît SOSSOU (UNESCO/BREDA)

Rédacteur en chef

M. Aimé DAMIBA (UNESCO/BREDA)

Equipe de rédaction

M. Kokou AMELEWONOU (Pôle de Dakar)
M. Mathieu BROSSARD (Pôle de Dakar)
M. Maguette FAYE (UNESCO/BREDA)
M. Luc-Charles GACOUGNOLLE (Pôle de Dakar)

Superviseur graphique

M. Gérald SANSPoux (UNESCO/BREDA)

Graphistes

M. Haïdar CHAMS (Polykrome)
M. Régis L'HOSTIS (Polykrome)
M. Jean-Christophe MARINIER (Polykrome)

Traducteurs

EUROTRA
M^{me} Selva SANTI (UNESCO/BREDA)
M. Frédéric VIEIRA

Réviseurs

M^{lle} Marie DORLEANS (Pôle de Dakar)
M. Borel FOKO (UNESCO/BREDA)
M. Jean Bosco KI (UNESCO/BREDA)
M. Nicolas REUGE (Pôle de Dakar)

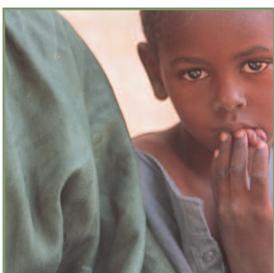
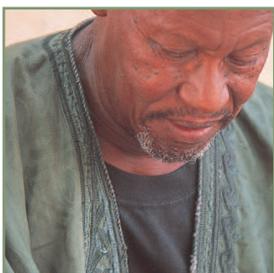
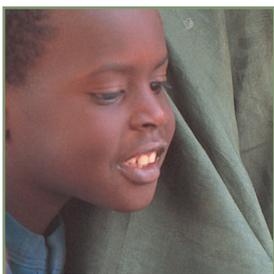
sommaire

Introduction	8
Education et approches sous-régionales	
Des spécificités sous-régionales et nationales	10
CEDEAO	13
<i>Profil CEDEAO</i>	14
La situation de l'éducation primaire dans l'espace CEDEAO	15
<i>Profils Pays</i>	
Bénin	19
Burkina faso	20
Cap-Vert	21
Côte d'Ivoire	22
Gambie	23
Ghana	24
Guinée	25
Guinée-Bissau	26
Libéria	27
Mali	28
Niger	29
Nigéria	30
Sénégal	31
Sierra Leone	32
Togo	33
CEMAC	35
<i>Profil CEMAC</i>	36
La situation de l'éducation primaire dans l'espace CEMAC	37
<i>Profils Pays</i>	
Cameroun	41
Congo	42
Gabon	43
Guinée Equatoriale	44
République Centrafricaine	45
Tchad	46
PALOPs et Guinée Equatoriale	49
<i>Profil PALOPs et Guinée Equatoriale</i>	50
La situation de l'éducation primaire dans l'espace PALOPs et Guinée Equatoriale	51
<i>Profils Pays</i>	
Angola	56
Cap-Vert	57
Guinée-Bissau	58
Guinée Equatoriale	59
Mozambique	60
Sao Tomé-et-Principe	61
Les perspectives	62
Conclusion	65
Chercher les solutions en Afrique	
Annexes	66
Bibliographie	73



introduction

**"L'Histoire humaine devient de plus en plus une course poursuite entre l'Education et les catastrophes"
H.G. WELLS (1920)**



Ce document a pour but de présenter un panorama de l'éducation dans trois espaces africains, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et le groupe de Pays Africains de Langue Officielle Portugaise (PALOPs) auquel s'associe la Guinée Equatoriale. Le document est centré sur les données de l'Education pour tous (EPT), base de tout progrès véritable, et appréhende les principales questions dans une comparaison entre pays d'une même sous-région, entre la sous-région et l'Afrique.

Cette démarche rejoint les approches sous-régionales d'intégration ou de coopération entre pays qui sont à l'ordre du jour. En effet, les grands enjeux du développement : avènement de sociétés démocratiques, relance de la croissance économique, élimination de l'extrême pauvreté, respect des pluralismes socio-culturels auraient de meilleures chances de solutions dans la constitution de vastes ensembles. Cette conviction motive la relance des processus d'intégration africaine, perçus par ailleurs comme la voie principale pour l'Afrique d'une participation positive à la mondialisation actuelle.

Dans cette problématique globale, l'éducation est impliquée de deux manières, elle est d'une part un facteur indispensable des constructions communautaires, d'autre part, elle bénéficie pour son développement propre, des avantages comparatifs entre pays et des économies d'échelle.

Les communautés économiques régionales ou sous-régionales doivent évoluer vers l'intégration. Cela s'entend par un processus bien pensé où sont prises en compte de multiples dimensions. Aussi bien les aspects économiques

que les aspects politiques, sociaux, ethniques, religieux, culturels etc, impliquent bien plus que ce n'est le cas à l'heure actuelle, des renoncements en termes de parcelles de souveraineté, d'avantages particuliers immédiats et en terme de mise en commun de ressources et de recherche de consensus. A cet égard le rôle de l'éducation, irremplaçable, se joue sur deux plans au moins, l'émergence d'un nouvel esprit d'une part, la formation des ressources humaines d'autre part.

C'est dans l'esprit des futures générations que doit se construire des ensembles communautaires viables. Les différentes sous-régions ont connu ou connaissent encore des troubles sociaux et ethniques, des guerres qui ont déstructuré le tissu social au sein des pays et entre les pays. «Dans une Afrique écartelée, déchirée au-dedans, l'intégration régionale restera sans issue si les populations ne se sentent pas engagées à l'égard de la communauté à construire.»¹ Le fond culturel commun d'une Afrique plurielle est sans doute un fondement de l'intégration africaine. Toutefois cette donnée ne constitue pas une dynamique opérant par elle-même, les faits témoignent du contraire. Il y a une nécessité de promouvoir dans tous les pays et au-delà des pays, à travers les communautés économiques régionales, une éducation à la citoyenneté qui forge une nouvelle conscience citoyenne communautaire. La responsabilité de l'éducation en la matière n'est pas exclusive, mais l'Education pour tous en Afrique ne saurait en être une sans prendre en compte dans ses objectifs et dans ses approches l'obligation d'amener tous les africains à cultiver l'art de vivre ensemble dans la paix et la sécurité avec la capacité d'apprécier la riche diversité culturelle à la dimension des vastes espaces devant s'intégrer.

éducation et approches sous-régionales

L'intégration trouve en partie sa justification dans l'offre pour chaque pays de possibilités plus grandes de renforcement des capacités de développement. A cet égard, la formation des ressources humaines est capitale et implique de vaincre l'analphabétisme, de généraliser l'éducation de base pour tous, de promouvoir les enseignements secondaire et supérieur et diverses modalités de formation permettant l'acquisition des habiletés pour la survie, la maîtrise des compétences pour la production, l'épanouissement de la créativité, tout ceci devant être en ligne avec les besoins des économies nationales. L'élévation constante des niveaux de connaissances et d'habiletés des populations, responsabilité individuelle à chaque Etat, est aussi collective. La compréhension de cette responsabilité en ce qu'elle exige de mise en commun, de partage d'expériences et d'appui mutuel opère à plusieurs niveaux.

En premier lieu, les politiques éducatives convergent dans un même cadre référentiel mettant bien en avant les buts de la construction communautaire. Cela peut être recherché dans l'harmonisation au sein du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), des objectifs de la Décennie de l'Éducation en Afrique (DEA), des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et des objectifs de l'EPT.

Au niveau des contenus, processus et méthodes d'enseignement, les échanges d'information et d'expérience sont féconds et renseignent notamment sur les conditions de succès de nombre d'innovations que recèlent les pays. Par exemple, dans la lutte contre le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation, l'approche sous-régionale renforce les efforts nationaux par la diffusion d'information, l'échange sur les bonnes

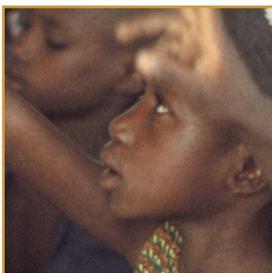
pratiques, la collecte de données et l'évaluation des progrès accomplis.

La mise en place des structures et institutions d'enseignement et de formation peut être faite de manière profitable selon une approche sous-régionale. Par exemple le problème de la disponibilité d'enseignants préoccupe tous les pays. Le problème présente trois dimensions, comment assurer une formation de qualité (première dimension) à un grand nombre (deuxième dimension) de personnes éparpillées jusque dans les écoles plus reculées et cela à un coût abordable (troisième dimension) ? Les solutions traditionnelles faisant preuve de leurs limites, il est peut-être temps d'explorer les possibilités d'utilisation en la matière des nouvelles technologies de l'information et de la communication. L'un des aboutissements de la démarche est la constitution de réseaux de formation qui s'appuient mutuellement. Dans cet ordre d'idée, la dimension sous-régionale est appropriée en terme d'économie d'échelle. Par ailleurs et sur un plan plus général, l'approche par les nouvelles technologies et l'apprentissage à distance permettrait un regain du concept de centres d'excellence qui n'a pas eu beaucoup de succès dans la pratique à ce jour.

Enfin, le domaine de la production des moyens d'enseignement, livres, équipements scientifiques et divers matériels didactiques est un champ manifestement difficile à maîtriser par les pays africains pris isolément. L'insuffisance de disponibilité de personnels compétents, la faible capacité d'investissement et enfin l'exiguïté des marchés sont autant de contraintes que les espaces sous-régionaux devraient permettre de surmonter.

¹ S. Adotévi, les facteurs culturels de l'intégration économique et politique en Afrique, Real Lavigne, Intégration et coopération régionales en Afrique de l'Ouest, Karthala-CRDI, 1996 page 82.

Des spécificités sous-régionales et nationales



Chaque système ou politique éducative présente des forces et des faiblesses, des contraintes et des marges de manœuvre qui lui sont propres. Améliorer la connaissance factuelle des systèmes présente un double avantage. 1) Cela donne des éléments aux décideurs politiques pour planifier des actions maximisant les chances de réalisation des objectifs fixés, et 2) cela favorise la sensibilisation et la communication en direction des partenaires nationaux (ministère des finances, enseignants et parents d'élèves principalement) pour expliquer les réformes nécessaires et en direction des partenaires extérieurs pour présenter des plans d'éducation suffisamment crédibles pour obtenir du financement complémentaire. Même s'ils ne peuvent en aucun cas remplacer l'élaboration d'une analyse sectorielle complète du type de celles produites par certains pays avec l'appui de la Banque Mondiale, de l'UNESCO et de la Coopération Française (RESEN - Rapport d'Etat d'un Système Educatif National), les profils régions et pays présentés ci-après¹ présentent l'avantage de dresser un bilan synthétique de la situation dans chacun d'entre eux. L'approche comparative utilisée permet de positionner la sous-région ou le pays par rapport aux autres et ainsi de donner une idée des contraintes et des marges de manœuvre en termes de politiques éducatives sur la base de l'existant. Ils donnent des éléments de connaissance de chaque système, en se focalisant sur le cycle primaire, suivant trois axes 1) les résultats actuels 2) le niveau de ressources disponibles et leur utilisation (arbitrages dans les dépenses) et 3) les besoins physiques et financiers pour atteindre la scolarisation primaire universelle (SPU).

Les résultats

Le profil pays évalue la situation actuelle en regard des objectifs. Il fournit notamment l'estimation de la proportion d'enfants atteignant la fin du cycle primaire (taux d'accès en 5^{ème} ou en 6^{ème} année) qui permet de donner une mesure du chemin restant à parcourir pour atteindre l'objectif à la fois EPT et ODM de scolarisation primaire universelle. Il donne également, par la présentation du profil de scolarisation simplifié (taux d'accès en première et en dernière année du cycle), des éléments sur la prépondérance des causes de l'éventuel retard par rapport à cet objectif : un problème d'accès (les enfants n'atteignent pas la fin du cycle primaire car ils n'entrent pas à l'école du tout) ou de rétention (les enfants abandonnent en cours de cycle). Le profil présente également la situation par rapport à deux autres objectifs EPT (la parité suivant le genre et l'alphabétisation) par l'intermédiaire du triangle de développement EPT.²

Le niveau de ressources mobilisées et leur utilisation (paramètres du système)

En termes de mobilisation des ressources domestiques pour le cycle primaire, trois facteurs sont importants : 1) la capacité macro-économique de l'Etat à s'approprier une plus ou moins grande partie des richesses produites nationalement (pression fiscale), 2) la priorité financière accordée par le pays à l'éducation dans la programmation budgétaire (arbitrage inter-sectoriel) et 3) la priorité financière accordée à l'enseignement primaire à l'intérieur de l'enveloppe totale prévue pour l'éducation. Si le premier facteur ne relève pas de la

politique éducative et constitue dans une large mesure une contrainte exogène, les deux suivants sont le fruit de choix du gouvernement. Les pays africains se différencient sur ces trois facteurs : la comparaison des valeurs du pays avec la moyenne continentale donne des éléments d'appréciation de la contrainte et peut montrer pour certains pays des marges de manœuvres pour augmenter les efforts faits en direction de l'éducation en général et de l'enseignement primaire en particulier. En termes d'utilisation des ressources, les pays se différencient également grandement, ils organisent la production de services éducatifs de façon très différente d'un pays à l'autre. Certains privilégient les moyens mis à disposition de chaque élève pour étudier dans de bonnes conditions (coût unitaire, aspect qualité) au nombre de ceux qui pourront en profiter (aspect quantité), d'autres l'inverse. A dépense par élève donnée, on note également de fortes différences dans les arbitrages faits dans la nature des dépenses : les salaires des enseignants, les autres dépenses et les taux d'encadrement (les trois principales composantes du coût unitaire) varient énormément d'un pays à l'autre. Le profil permet de visualiser la position de la sous-région ou du pays en référence à ces différents choix de répartition des dépenses.

Les besoins physiques et financiers pour atteindre la SPU

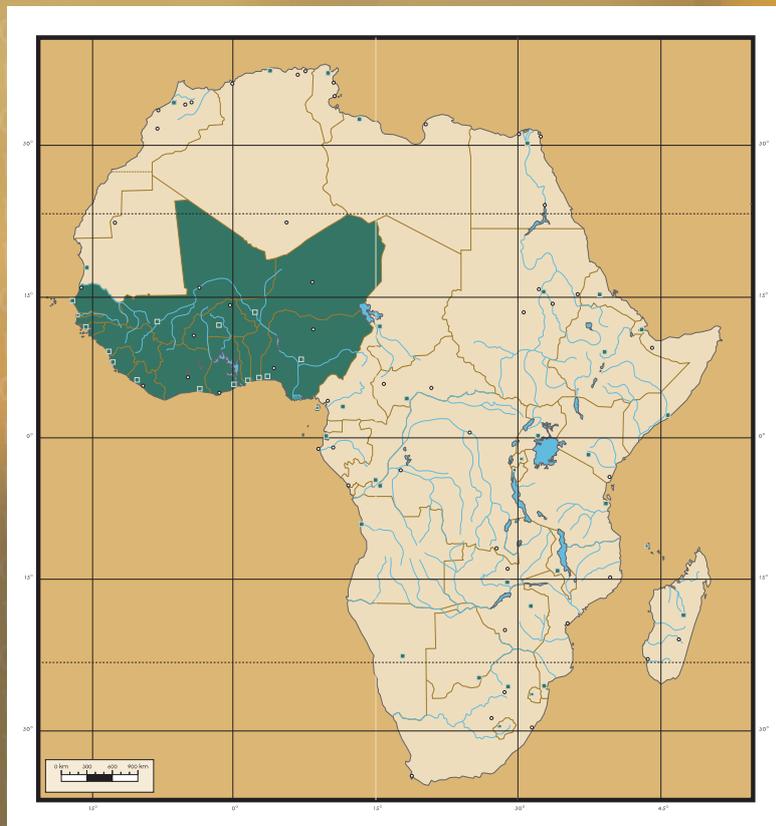
Enfin, le bas des profils présente les résultats de simulations mathématiques de la réalisation de la SPU. Ils permettent de prendre la mesure pour chaque pays du défi d'expansion physique (nombre d'élèves, nombre d'ensei-

gnants) nécessaire pour atteindre l'objectif (en comparaison de l'expansion passée). Ils donnent également une estimation des ressources nécessaires, domestiques et extérieures (aide), sous l'hypothèse d'un scénario de politique 'efficiente', i.e. en utilisant comme paramètres cibles à l'horizon 2015 les valeurs de référence observées dans les pays les plus performants et reprises dans le cadre indicatif de l'initiative EPT Financement Accéléré ('Fast Track').

Pour faciliter la lecture des profils, une note explicative détaillée est présentée dans l'annexe 1.

¹ Il s'agit de mises à jour des profils pays présentés dans le document statistique de référence de la conférence des ministres africains de l'éducation MINEDAF VIII.

² Voir l'explication technique de construction du triangle et de l'indice de développement EPT en annexe.



C E D E A O

La CEDEAO rassemble en 2001 environ 228 millions d'habitants. En moyenne dans les pays de la zone, le PIB par habitant est estimé à 366 \$ des Etats-Unis. La population d'âge scolaire y représente 16% de la population totale. Environ 4% de la population des 15-49 ans vit avec le virus du VIH/SIDA.

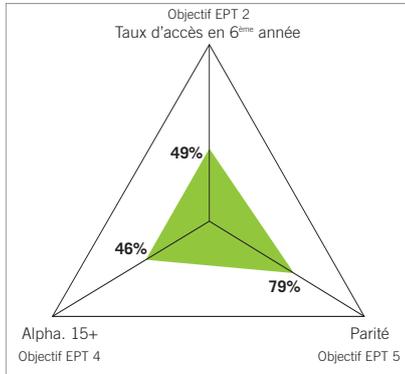
Bénin
Burkina Faso
Cap-Vert
Côte d'Ivoire
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Libéria
Mali
Niger
Nigéria
Sénégal
Sierra Leone
Togo

Indice africain de développement EPT 37.6
Rappel 1990 30.5

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	366
Population Totale (000)	227 506
% de la population d'âge scolaire	16.1
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	4.4%

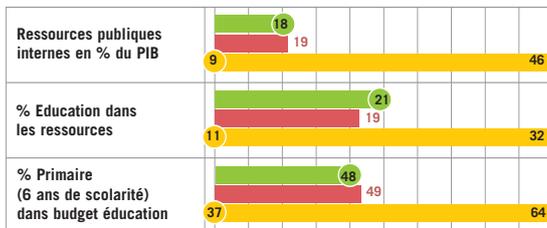
Triangle EPT



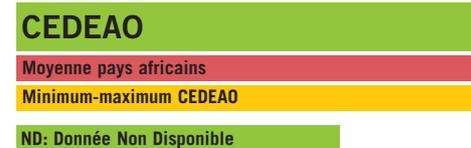
Diagnostic



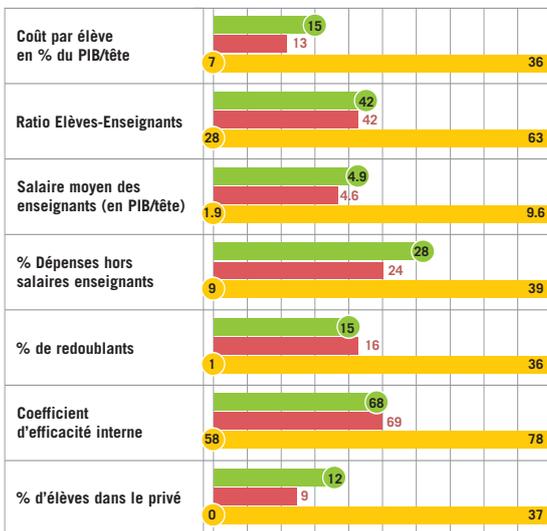
Mobilisation des ressources domestiques



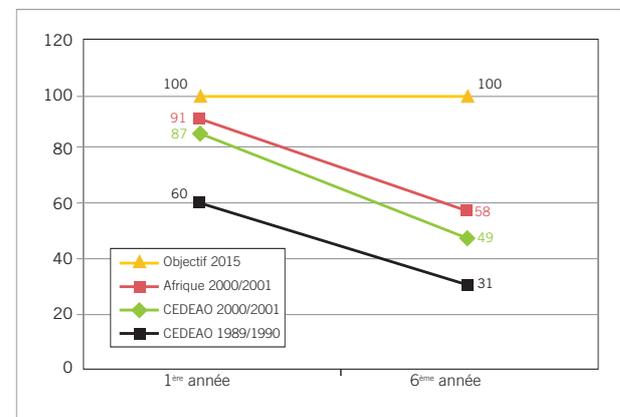
Légende



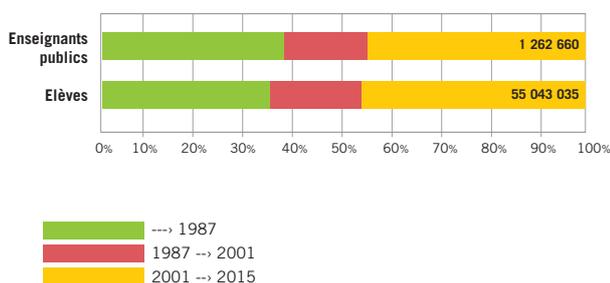
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	2 091
Besoin extérieur additionnel	782

la situation de l'éducation primaire dans l'espace CEDEAO

Interprétation du profil région

Le profil région présenté donne la position de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest par rapport au reste de l'Afrique, sous trois angles principaux et complémentaires : la situation actuelle par rapport aux objectifs EPT, les ressources financières allouées au secteur éducatif et leur utilisation, les besoins futurs pour atteindre la scolarisation primaire universelle en 2015. L'approche utilisée ici est de comparer, pour chaque indicateur pertinent, la moyenne observée dans la zone avec celle qui prévaut sur l'ensemble du continent. Même si cette approche apporte un éclairage intéressant, elle reste insuffisante dans la mesure où l'examen des moyennes masque la forte hétérogénéité parmi les 15 pays de la zone. Pour remédier à cela, les diversités entre pays sont analysées en présentant les valeurs extrêmes observées dans la zone et par l'intermédiaire de graphiques donnant les valeurs nationales des indicateurs les plus importants.

1. Etat des lieux (diagnostic et profil de scolarisation)

La lecture des indicateurs et du profil de scolarisation permet de répondre à trois questions fondamentales :

Combien d'enfants accèdent à l'école ? (taux brut d'admission)

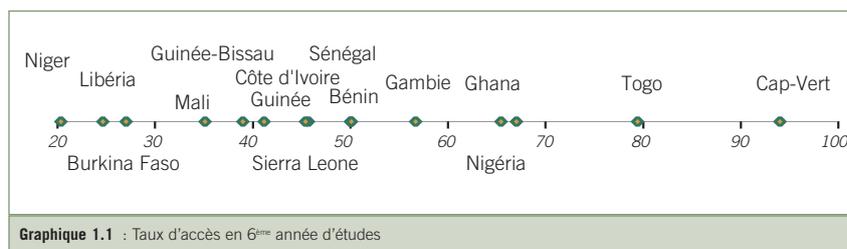
La CEDEAO est caractérisée par un faible niveau d'accès à l'école primaire par rapport à la situation moyenne de l'Afrique. En 2000/2001, **sur 100 enfants en âge d'entrer à l'école primaire, seuls 87 y accèdent effectivement**, pour une proportion de 91% en moyenne sur l'ensemble des pays africains. Le taux d'accès varie cependant grandement d'un pays à l'autre de la zone : de 55% au Burkina Faso à 129%¹ en Guinée-Bissau. La zone se caractérise également par un retard assez important dans la fréquentation de l'enseignement de base dans son ensemble, avec un taux brut de scolarisation moyen de 86%, pour 93% de moyenne africaine.

Combien atteignent six années de scolarisation et pourquoi tous les enfants de la zone n'atteignent pas la fin du cycle ? (taux d'accès en 6^{ème} année, taux de survie)

Le taux d'accès en 6^{ème} année, qui mesure l'avancée vers la scolarisation primaire universelle, est très faible dans

la zone CEDEAO. En dehors du Cap-Vert qui est en passe de réaliser l'objectif EPT n°2 (94% de taux d'accès en 6^{ème} année du primaire), le défi à relever est encore énorme pour la plupart des pays de la sous région, où en moyenne **seuls 49% des enfants accèdent à la dernière année du primaire**. Le Niger, pays le plus en retard sur l'objectif, ne scolarise en 6^{ème} année que 21% de la population devant être inscrite à ce niveau d'étude. (Graphique 1.1)

Ce faible niveau de l'achèvement du cycle primaire est en partie la résultante de l'accès relativement faible en première année mais surtout des difficultés qu'éprouvent les systèmes éducatifs à retenir en leur sein les élèves qui y accèdent. Même si dans l'ensemble, la CEDEAO, avec un taux de survie de 68%, assure un maintien dans le système à une proportion d'élèves supérieure à ce que l'on observe en moyenne sur le continent (taux moyen de 65%), il n'en demeure pas moins que **près du tiers des enfants entrés en début de cycle abandonnent avant son terme**. Les disparités entre pays de la zone sur cette question sont très importantes : le taux de survie varie de 47% (soit plus d'un entrant sur deux qui abandonne) en Guinée-Bissau à 84% au Cap-Vert.



Graphique 1.1 : Taux d'accès en 6^{ème} année d'études

¹ Le taux d'accès peut dépasser 100% du fait des entrées dans le système scolaire de certains enfants après et avant l'âge officiel. Pour le cas spécifique de la Guinée-Bissau ceci résulte de l'entrée récente à l'école de cohortes d'enfants n'ayant pu être scolarisés les années auparavant du fait de la guerre et de l'abolition récente des frais d'écologie.

Quel est l'état d'avancement de la région par rapport aux deux autres objectifs mesurables de l'EPT (alphabétisation et parité entre les genres) ?

En 2001, la proportion de la population adulte alphabétisée dans la CEDEAO est estimée à 46% seulement, faisant de la sous région l'une des moins alphabétisées du continent même si d'importants progrès ont été accomplis dans ce domaine durant la décennie passée (34% de taux d'alphabétisation en 1990). A l'intérieur de la zone, la variation entre pays est une fois encore élevée : le taux d'alphabétisation s'étend de 17% au Niger à 75% au Cap-Vert.

L'objectif de la parité suivant le genre dans l'enseignement primaire est également loin d'être atteint dans l'union. On dénombre en moyenne dans la CEDEAO seulement 79 filles scolarisées pour 100 garçons. Sur ce point également, les disparités entre pays de la zone sont criantes : alors que le Cap-Vert scolarise autant de filles que de garçons, la Guinée-Bissau scolarise uniquement 67 filles pour 100 garçons. (Graphique 1.2)

Même si l'indice africain de développement EPT (calculé sur la base des résultats sur les trois objectifs EPT mesurables) a, en moyenne, progressé dans la zone durant la dernière décennie (de 31 points en 1990 à 38 points en 2001), il reste faible en comparaison de ce que l'on observe en moyenne dans l'ensemble des pays africains (54 points).

2. Mobilisation et utilisation des ressources domestiques pour l'éducation primaire

En ce qui concerne la mobilisation des ressources domestiques, le profil cherche, dans le bloc graphique 'Mobilisation des ressources domestiques' à répondre aux trois questions suivantes :

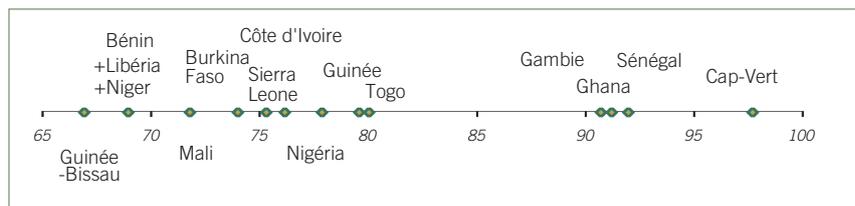
Les pays de la CEDEAO ont-ils un contexte fiscal favorable? (Ressources publiques internes en % du PIB)

Le contexte fiscal dans la CEDEAO n'est pas très éloigné de celui observé en moyenne dans les pays africains. Les ressources publiques internes hors dons représentent 18% du PIB moyen de la sous région contre 19% en moyenne sur le continent. Cependant, force est de constater que la plupart des pays de la zone s'écartent largement de cette valeur moyenne. Alors que le Nigéria jouit, notamment du fait des ressources pétrolières, d'un contexte fiscal extrêmement favorable (46% du PIB sont appropriées par le Gouver-

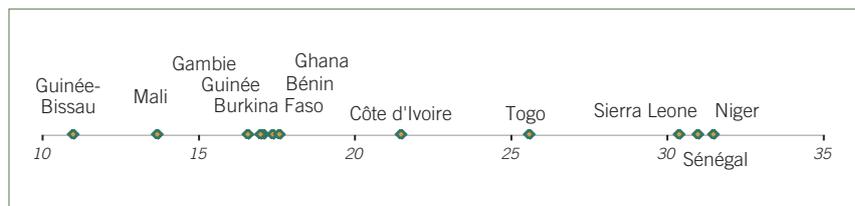
nement), beaucoup de pays de la sous-région font face à une situation fiscale beaucoup moins propice à la disponibilité de ressources pour l'Etat. C'est le cas notamment du Niger (9% du PIB), de la Sierra Leone (11%) ou de la Guinée (13%). Notons que de gros efforts devront être fournis pour respecter les critères de convergence propres à la zone en la matière (20% minimum).

Les pays de la CEDEAO mobilisent-ils suffisamment de ressources en faveur de l'éducation? (% éducation dans les ressources)

La part des ressources de l'Etat allouée aux dépenses courantes d'éducation est estimée à 21% en moyenne dans les pays de la zone contre 19% pour la moyenne des pays africains dans leur ensemble. La zone CEDEAO observée dans son ensemble ne souffre donc pas d'un manque de priorité accordée à l'éducation dans les arbitrages budgétaires. Cependant, cette réalité globale ne doit pas masquer les différences importantes observées entre pays de la zone. Alors que l'éducation est effectivement budgétairement prioritaire dans



Graphique 1.2 : Indice de parité entre les genres



Graphique 1.3 : Pourcentage des ressources de l'Etat allouées à l'éducation

la situation de l'éducation primaire dans l'espace CEDEAO

des pays comme le Niger (32% des ressources pour le financement du secteur éducation) ou la Sierra Leone (30%), ce n'est pas encore le cas dans d'autres pays de la zone comme la Guinée-Bissau (11% uniquement pour l'éducation). (Graphique 1.3)

L'éducation primaire est-elle prioritaire dans l'arbitrage intra-sectoriel ? (% du primaire dans le budget de l'éducation)

L'arbitrage intra-sectoriel est, en moyenne dans la sous-région, relativement favorable à l'enseignement primaire : 48% des dépenses courantes de l'éducation sont allouées au cycle primaire (niveau égal à la moyenne observée sur l'ensemble du continent). Au moment où le Burkina Faso ou le Niger accorde une réelle priorité budgétaire (respectivement 64% et 62%) à l'enseignement de base, cette dernière est moins marquée au Ghana ou en Guinée-Bissau (respectivement 37% et 39%). (Graphique 1.4)

On constate donc, en moyenne dans la sous-région, 1) que le contexte fiscal est

relativement favorable et 2) que les arbitrages budgétaires sont également favorables au secteur éducatif en général et à l'enseignement primaire en particulier. **Les raisons de la sous-scolarisation de la région ne sont donc pas à chercher du côté d'un manque de ressources mais plutôt du côté de leur utilisation.** Le profil présente un certain nombre d'indicateurs (bloc graphique 'paramètres éducation primaire') qui fournissent des éléments d'appréciation sur l'utilisation de ces ressources et l'efficacité des politiques choisies, à partir des questions suivantes :

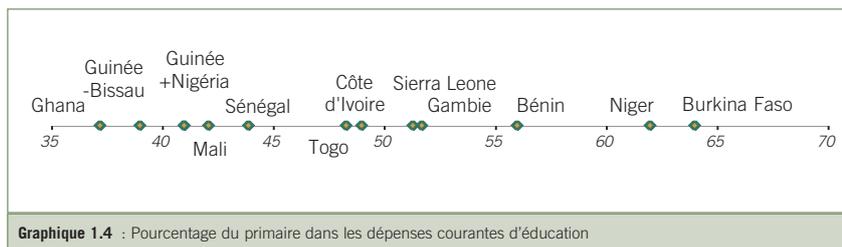
Les pays de la CEDEAO choisissent-ils de scolariser plus d'élèves ou d'allouer plus de ressources par élève ? (coût unitaire par élève)

Le coût unitaire moyen est légèrement plus élevé dans l'espace CEDEAO qu'en moyenne dans le contexte africain (15% du PIB par habitant contre 13%). **Globalement l'Union accorde, comparativement à la situation africaine d'ensemble, une priorité plus importante à l'aspect qualité qu'à l'aspect quantité d'en-**

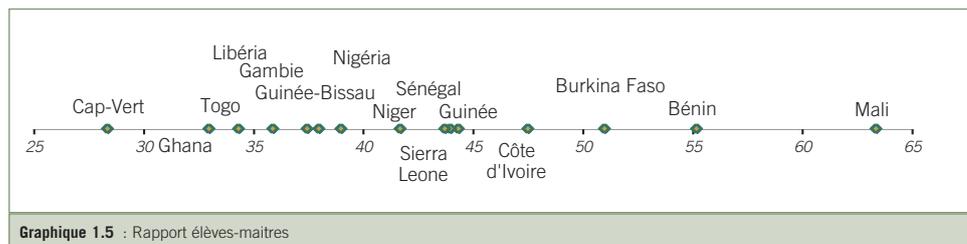
fants scolarisés. Cependant, l'observation de la situation pays par pays montre, une fois de plus, de grandes différences à l'intérieur de la zone : le coût unitaire varie de 7% du PIB par habitant en Guinée-Bissau (forte priorité à la quantité) à 36% au Niger (forte priorité à la qualité).

Comment les pays de la CEDEAO arbitrent-ils entre les différentes composantes du coût unitaire (le rapport élèves-maître, le salaire des enseignants et les autres dépenses) ?

On observe dans la zone CEDEAO un taux d'encadrement moyen de 42 élèves par enseignant identique au taux moyen en Afrique, un salaire moyen des enseignants de 4,9 unités de PIB par habitant, supérieur à la valeur moyenne de 4,6 observée sur l'ensemble des pays africains et un pourcentage de dépenses hors salaires enseignants de 28% également supérieur à la moyenne africaine (24%). **La tendance moyenne observée en zone CEDEAO d'une dépense unitaire plus élevée qu'ailleurs résulte donc 1) d'une rémunération des enseignants plus élevée et 2) de dépenses pour les autres postes (matériel pédagogique, salaires des non enseignants, dépenses d'administration...) relativement plus importantes.** Cependant, là encore, il n'existe pas d'homogénéité sous-régionale ; les arbitrages faits à ce niveau varient beaucoup d'un pays à l'autre (le rapport



Graphique 1.4 : Pourcentage du primaire dans les dépenses courantes d'éducation



Graphique 1.5 : Rapport élèves-maitres

élèves-maîtres de 28 au Cap-Vert à 63 au Mali, les salaires de 1,9 en Guinée-Bissau à 9,6 unités de PIB par habitant au Niger, et la part des autres dépenses courantes de 9% au Nigéria à 39% au Bénin). (Graphiques 1.5 et 1.6)

Les systèmes éducatifs des pays de la CEDEAO utilisent-ils efficacement les ressources ? (% de redoublants et coefficient d'efficacité interne).

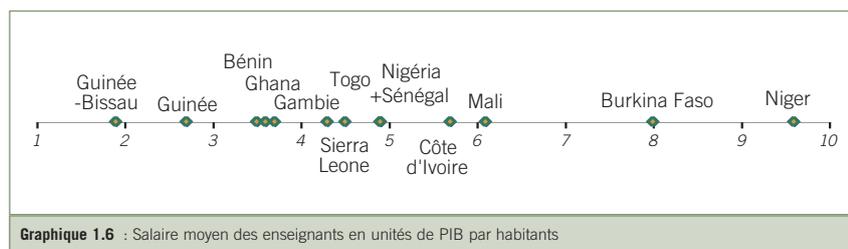
Le coefficient d'efficacité interne (calculé en rapportant la production en termes de sortants du cycle aux ressources utilisées, cet indicateur mesure le rendement du système) en zone CEDEAO (68%) se situe dans la moyenne africaine. Cependant, cela signifie que **32% des ressources pour l'enseignement de base sont utilisées pour des années redoublées (15% de redoublants en CEDEAO, équivalent à la moyenne continentale) ou pour des élèves qui n'atteignent pas la fin du cycle**, condition sine qua non d'une alphabétisation irréversible. Des actions urgentes doivent donc être entreprises pour d'une part améliorer la rétention et d'autre part, diminuer les taux de redoublement dans certains pays comme le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali ou le Togo. Dans ces pays les niveaux de redoublement, largement supérieurs à la moyenne sous-régionale, contribuent beaucoup à la perte d'efficacité interne du système.

3. Les besoins physiques et financiers pour atteindre la SPU (Scolarisation Primaire Universelle en 2015 et besoin extérieur additionnel)

En 2001, environ 30 millions d'élèves étaient scolarisés dans les établissements scolaires d'enseignement primaire de la sous-région. Les élèves du public étaient encadrés par un effectif d'environ 700 000 enseignants. La réalisation de l'objectif d'une scolarisation primaire universelle de qualité nécessite la scolarisation d'environ 55 millions d'enfants à l'horizon 2015, soit un besoin de croissance annuelle des effectifs d'élèves de +4,4% (contre une moyenne de +2,5% entre 1987 et 2001). Cette augmentation des effectifs devra s'accompagner dans le public d'un accroissement annuel du nombre d'enseignants de +4,4% (besoin de 1,3 millions d'enseignants publics en 2015). Les situations sont à nouveau très diverses suivant les pays de la région. Alors que dans certains pays (Cap-Vert, Togo notamment) les rythmes nécessaires d'expansion physique du système sont en deçà des rythmes observés durant la décennie passée, certains autres pays (notamment la Guinée, le Mali, le Niger ou le Sénégal) devront, pour atteindre l'objectif, plus que doubler les cadences de scolarisation et de recrutement d'enseignants réalisées durant les dernières années.

Sous l'hypothèse d'un scénario de politique 'efficiente', i.e. en utilisant comme paramètres cibles à l'horizon 2015 les valeurs de référence observées dans les pays les plus performants et reprises dans le cadre indicatif de l'initiative EPT Financement Accélééré ('Fast Track'), l'objectif ne pourra être réalisé que dans la mesure où l'enseignement primaire des pays de la CEDEAO pris dans leur ensemble bénéficiera de 2,9 milliards² de \$ des Etats-Unis par an en moyenne sur la période allant jusqu'à 2015, soit le double de la valeur estimée des dépenses pour l'année 2000. Si environ 2,1 milliards de \$ pourront être mobilisés annuellement sur ressources nationales sous réserve d'une véritable priorité accordée à l'éducation en général et au cycle primaire en particulier dans les arbitrages budgétaires, les 800 millions de \$ annuels manquants (près de 30% de l'enveloppe globale) devront être apportés par les partenaires techniques et financiers. Notons que la part de financement extérieur nécessaire varie autour de la moyenne suivant les pays (de 21% du financement total nécessaire au Nigéria à 58% au Burkina Faso).

Finalement, il est important de souligner que ces nécessités de financement (interne ou externe) constituent des conditions nécessaires mais non suffisantes pour la réalisation de l'objectif dans tous les pays de la zone. En effet, les questions de capacité d'absorption physique des systèmes (par exemple comment recruter, former et affecter autant d'enseignants ?) et d'absorption budgétaire (comment gérer et décaisser efficacement les montants croissants alloués au secteur, à travers des circuits financiers diversifiés, notamment à travers les appuis programmes voués à prendre de plus en plus d'ampleur ?) sont cruciales et devront dans beaucoup de pays faire l'objet d'une grande attention.



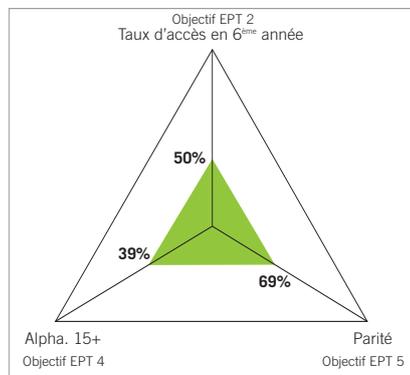
² Ce chiffre et les suivants constituent de très légères sous-estimations dans la mesure où ils n'intègrent pas les données du Cap-Vert et du Libéria, indisponibles.

Indice africain de développement EPT 26.4
Rappel 1990 12.9

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	368
Population Totale (000)	6 446
% de la population d'âge scolaire	17.5
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	3.6%

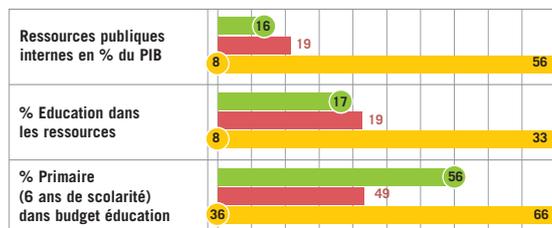
Triangle EPT



Diagnostic



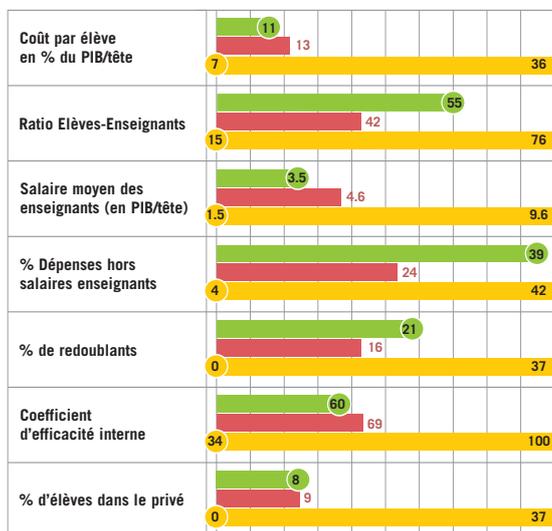
Mobilisation des ressources domestiques



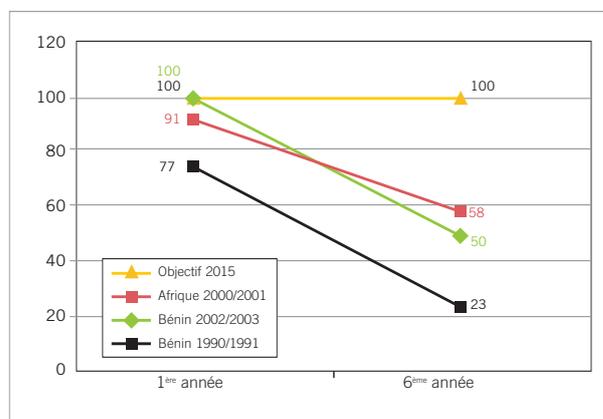
Légende



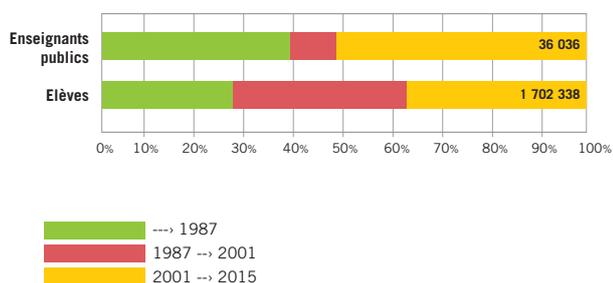
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

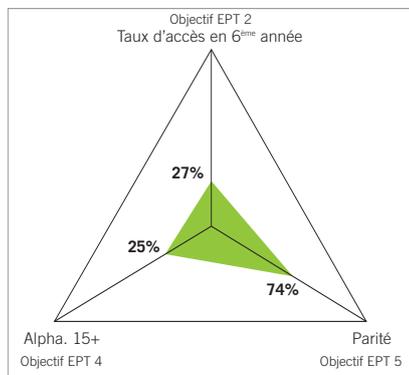
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	52
Besoin extérieur additionnel	22

Indice africain de développement EPT 15.6
Rappel 1990 15.7

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	210
Population Totale (000)	11 856
% de la population d'âge scolaire	17.6
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	6.5%

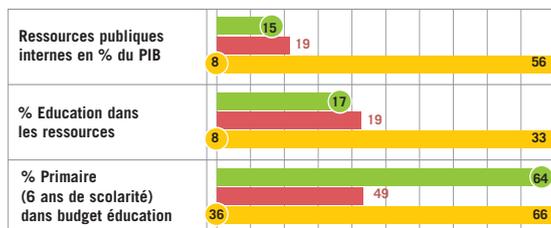
Triangle EPT



Diagnostic



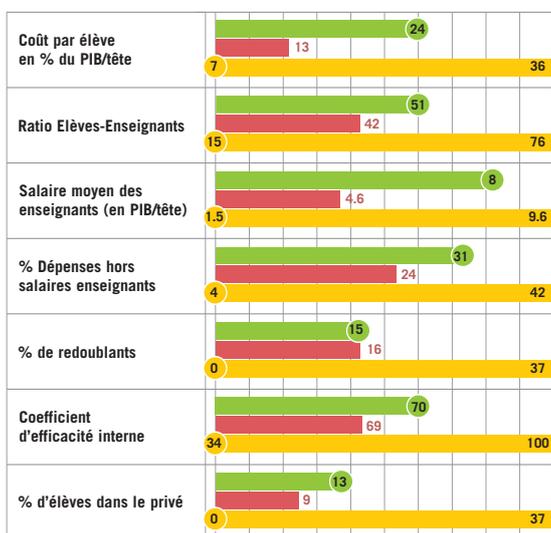
Mobilisation des ressources domestiques



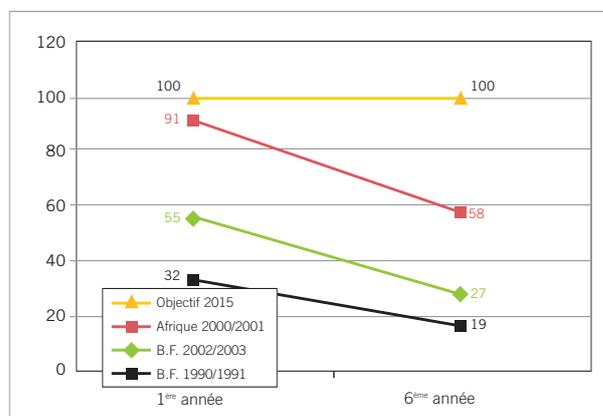
Légende



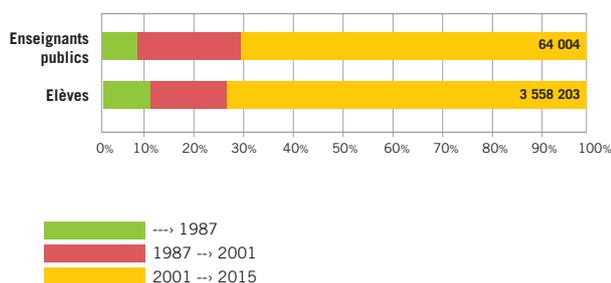
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

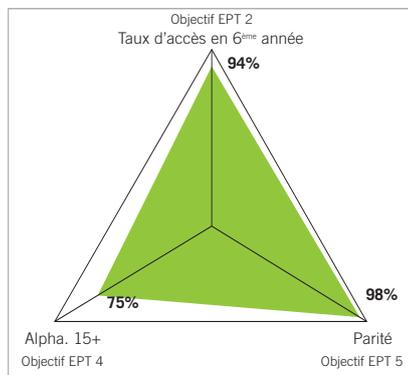
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	51
Besoin extérieur additionnel	71

Indice africain de développement EPT 85.4
Rappel 1990 65.3

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	1 347
Population Totale (000)	437
% de la population d'âge scolaire	15.2
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	ND

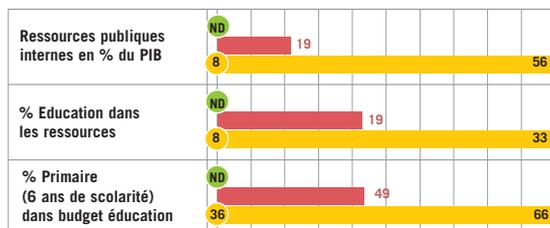
Triangle EPT



Diagnostic



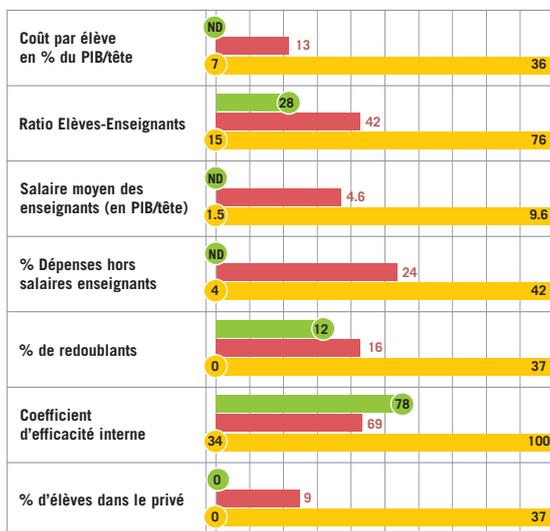
Mobilisation des ressources domestiques



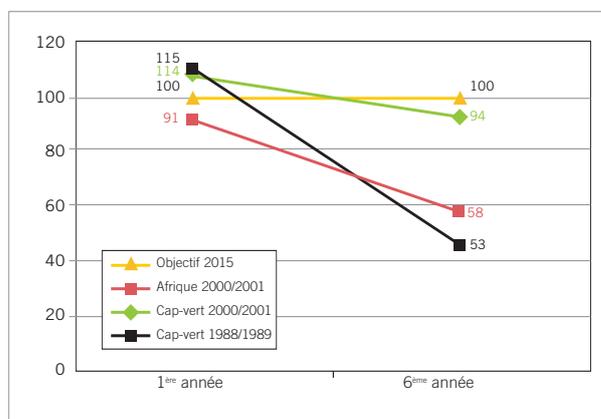
Légende



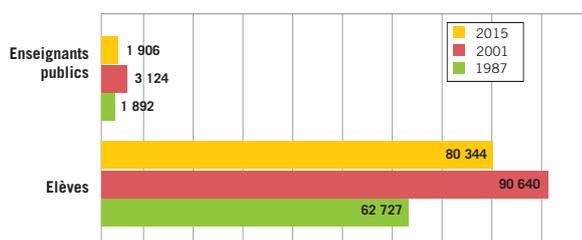
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

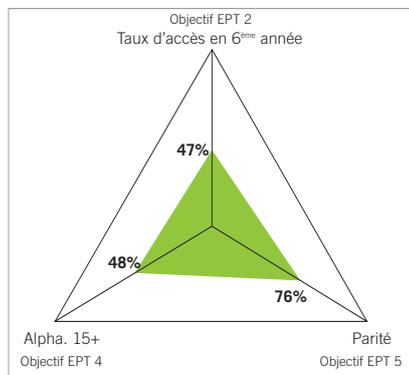
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	ND
Besoin extérieur additionnel	ND

Indice africain de développement EPT 35.3
Rappel 1990 37.9

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	637
Population Totale (000)	16 349
% de la population d'âge scolaire	15.9
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	9.7%

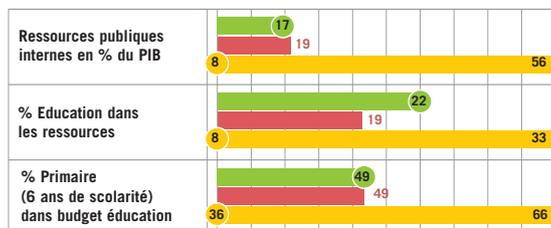
Triangle EPT



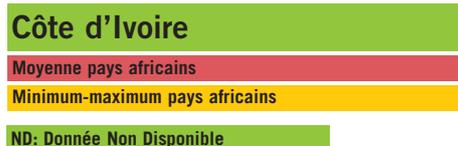
Diagnostic



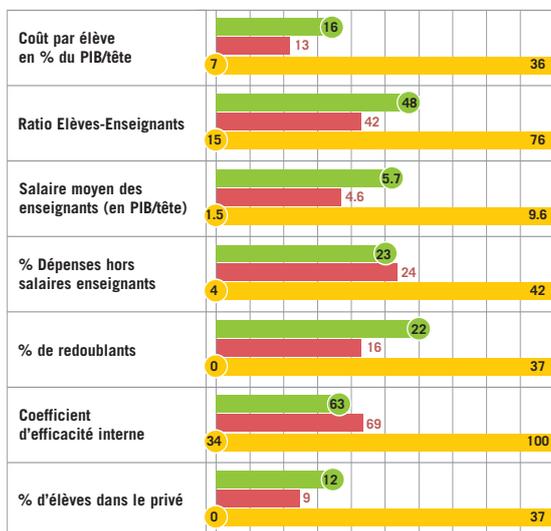
Mobilisation des ressources domestiques



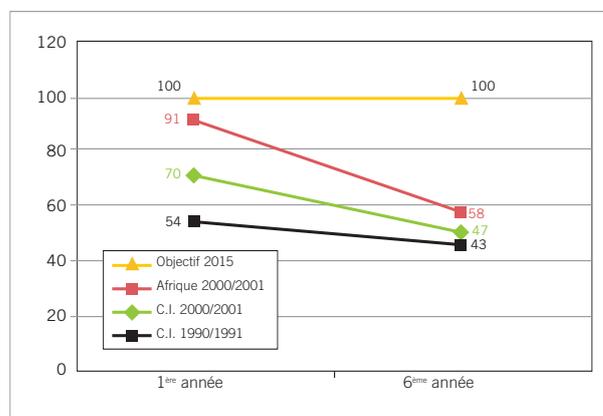
Légende



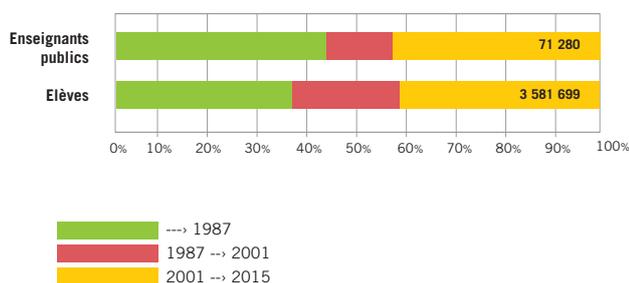
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

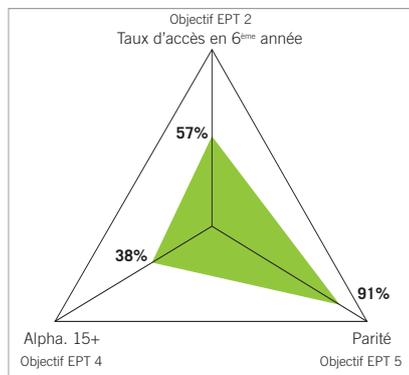
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	307
Besoin extérieur additionnel	86

Indice africain de développement EPT 48.5
Rappel 1990 32.6

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	292
Population Totale (000)	1 337
% de la population d'âge scolaire	15.1
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	1.6%

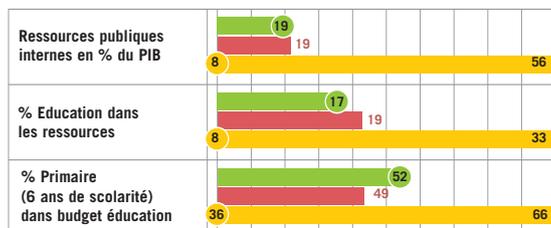
Triangle EPT



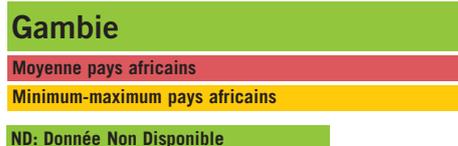
Diagnostic



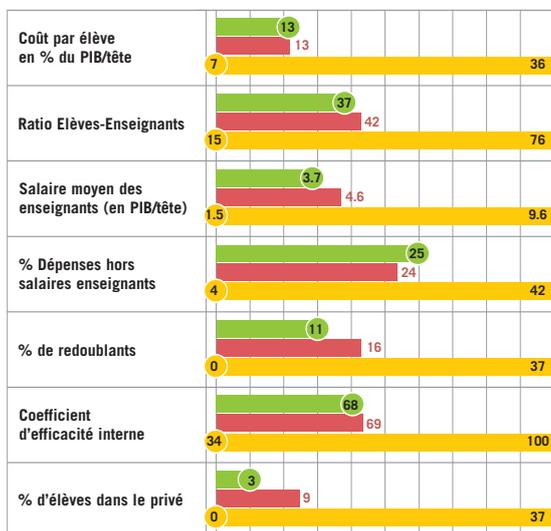
Mobilisation des ressources domestiques



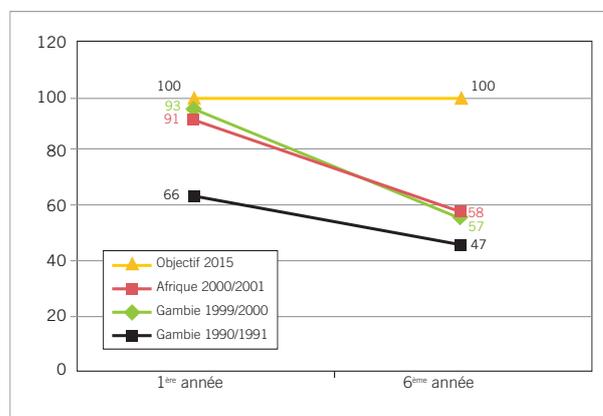
Légende



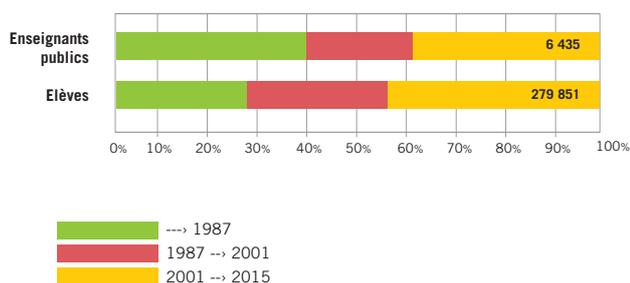
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

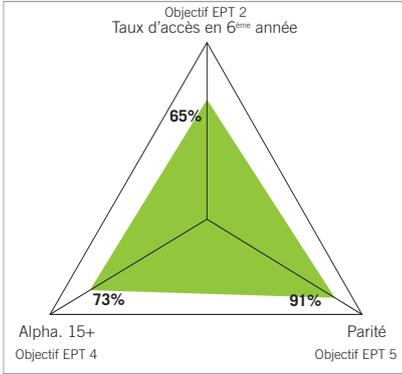
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	9
Besoin extérieur additionnel	4

Indice africain de développement EPT 66.6
Rappel 1990 60.0

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	269
Population Totale (000)	19 734
% de la population d'âge scolaire	15.8
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	3.0%

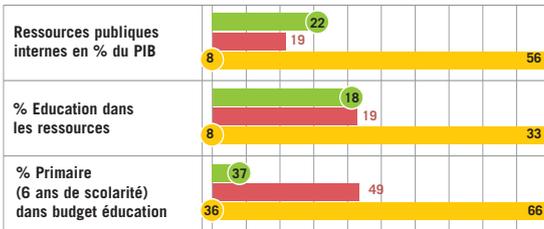
Triangle EPT



Diagnostic



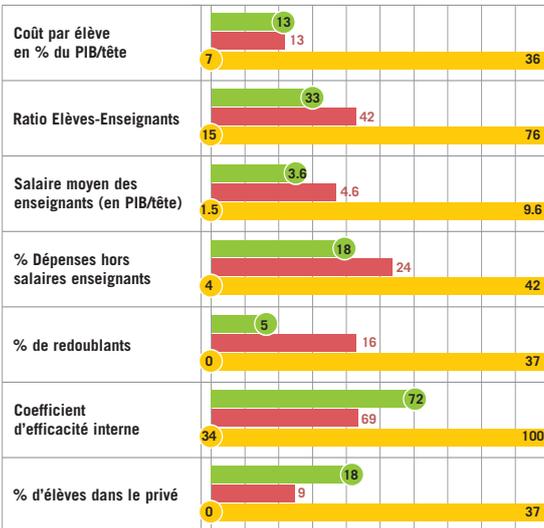
Mobilisation des ressources domestiques



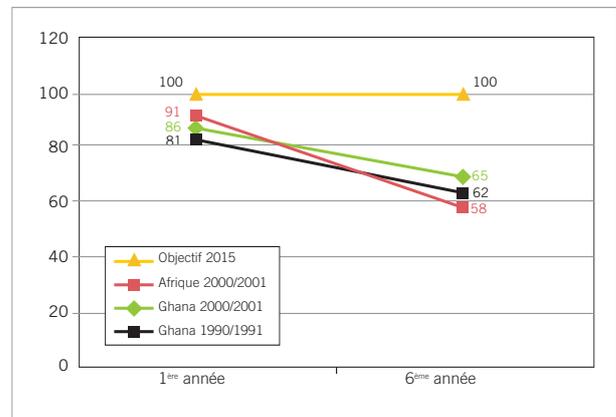
Légende



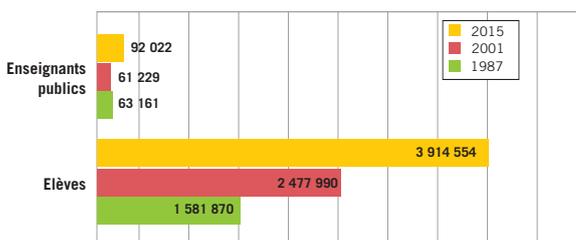
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

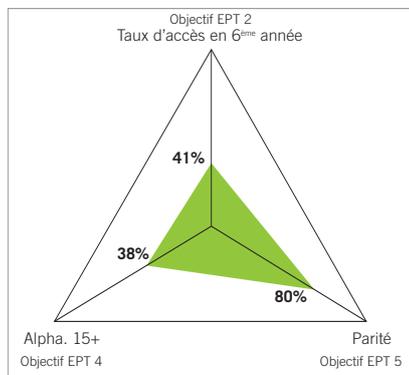
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	100
Besoin extérieur additionnel	33

Indice africain de développement EPT 32.0
Rappel 1990 10.1

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	361
Population Totale (000)	8274
% de la population d'âge scolaire	15.6
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	ND

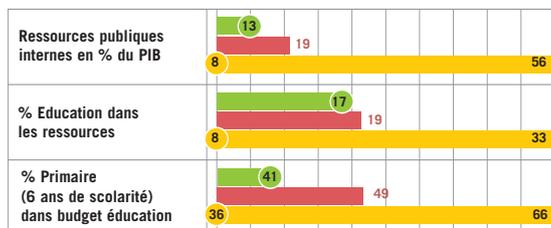
Triangle EPT



Diagnostic



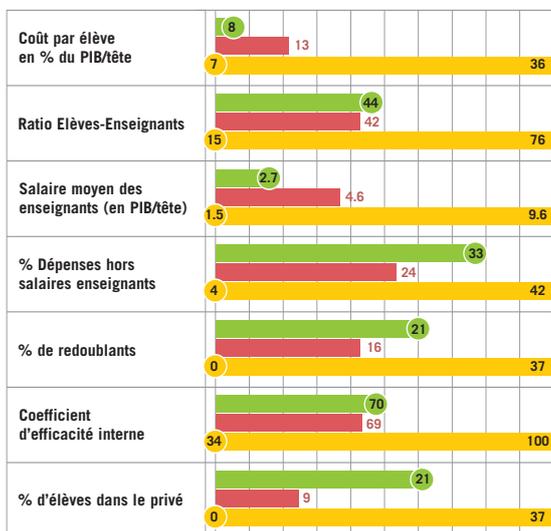
Mobilisation des ressources domestiques



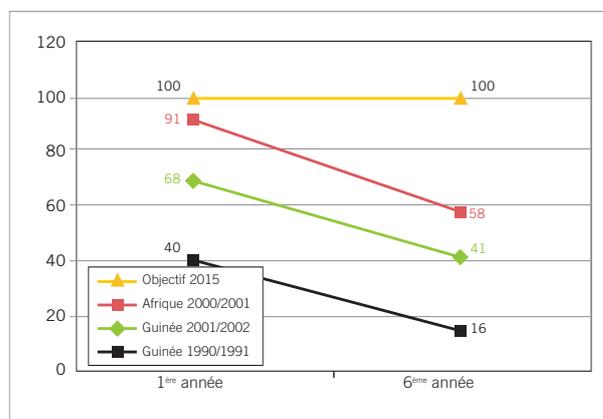
Légende



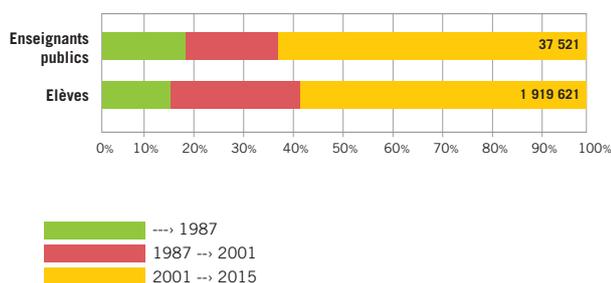
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

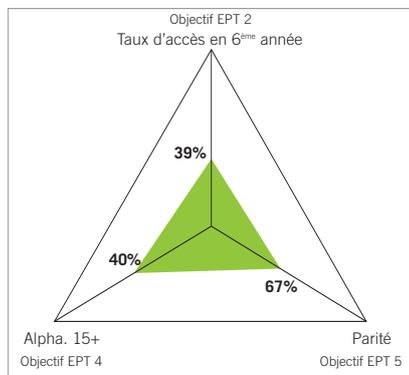
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	53
Besoin extérieur additionnel	38

Indice africain de développement EPT 20.2
Rappel 1990 13.8

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	162
Population Totale (000)	1 227
% de la population d'âge scolaire	15.5
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	2.8%

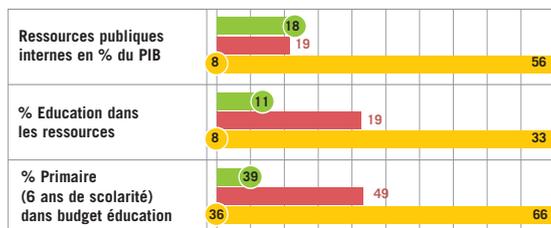
Triangle EPT



Diagnostic



Mobilisation des ressources domestiques



Légende

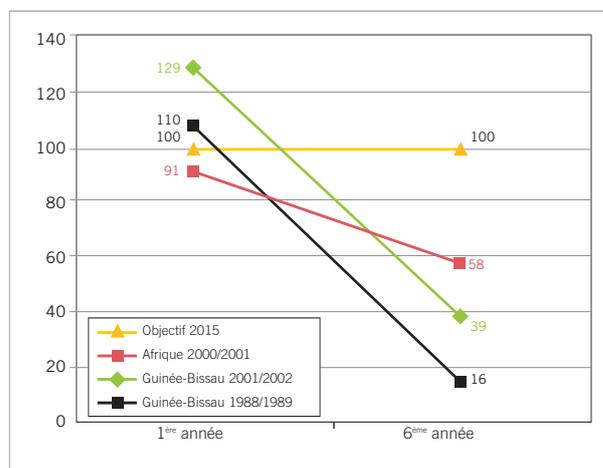
Guinée-Bissau

Moyenne pays africains

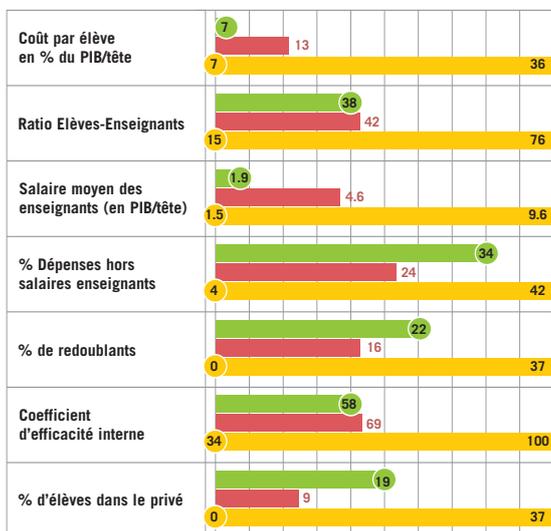
Minimum-maximum pays africains

ND: Donnée Non Disponible

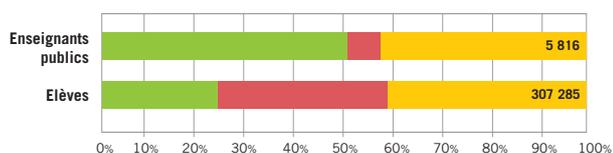
Profil de scolarisation



Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



----> 1987
 1987 --> 2001
 2001 --> 2015

Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

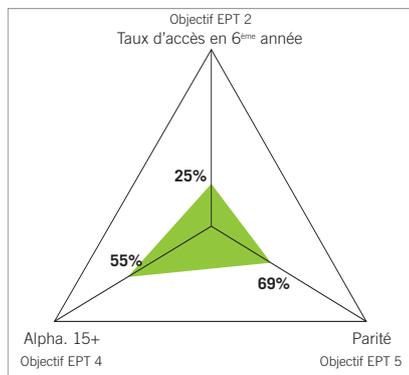
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	4
Besoin extérieur additionnel	4

Indice africain de développement EPT 22.2
Rappel 1990 ND

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	168
Population Totale (000)	3 108
% de la population d'âge scolaire	13.2
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	ND

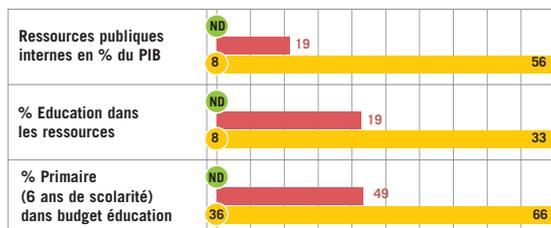
Triangle EPT



Diagnostic



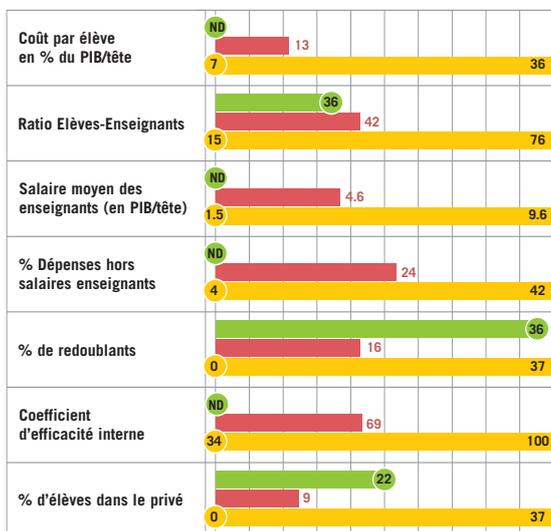
Mobilisation des ressources domestiques



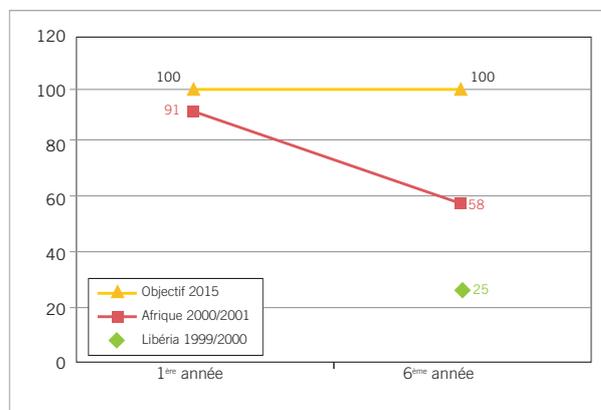
Légende



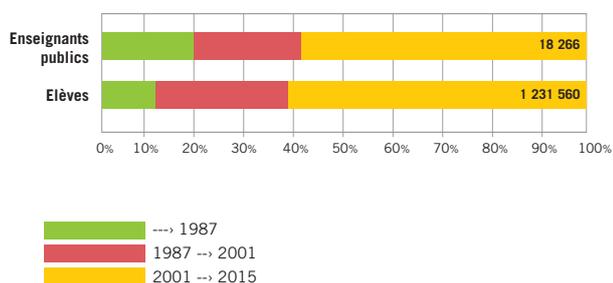
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

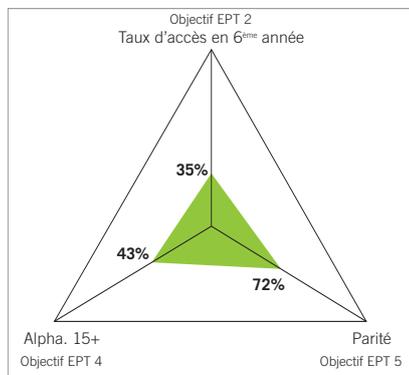
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	ND
Besoin extérieur additionnel	ND

Indice africain de développement EPT 24.3
Rappel 1990 10.8

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	227
Population Totale (000)	11 677
% de la population d'âge scolaire	16.2
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	1.7%

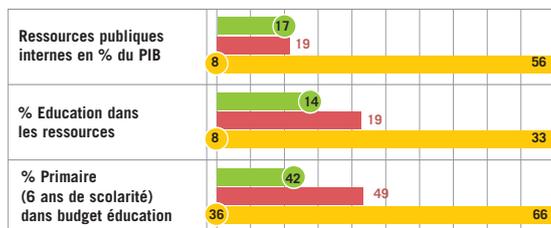
Triangle EPT



Diagnostic



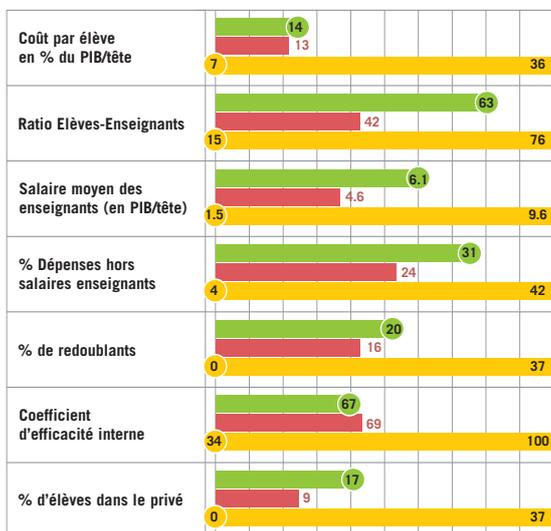
Mobilisation des ressources domestiques



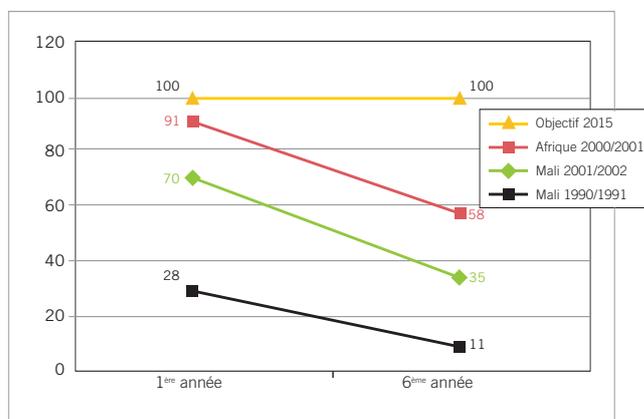
Légende



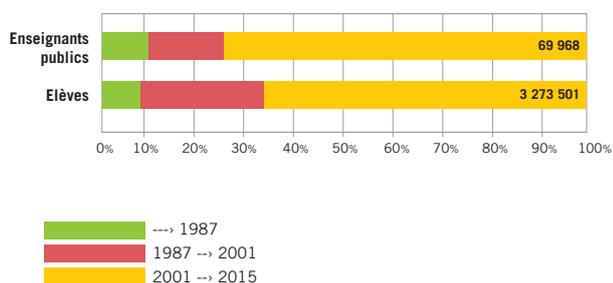
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

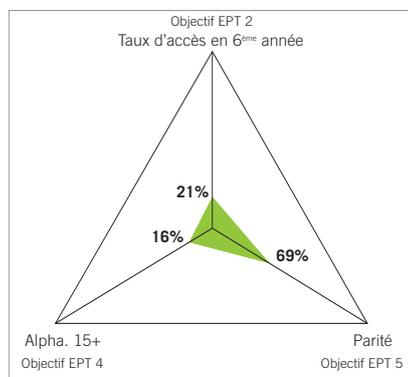
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	45
Besoin extérieur additionnel	55

Indice africain de développement EPT 5.2
Rappel 1990 9.6

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	174
Population Totale (000)	11 227
% de la population d'âge scolaire	17.1
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	ND

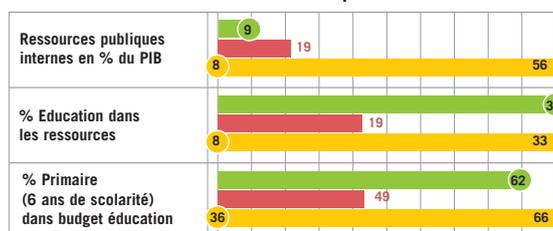
Triangle EPT



Diagnostic



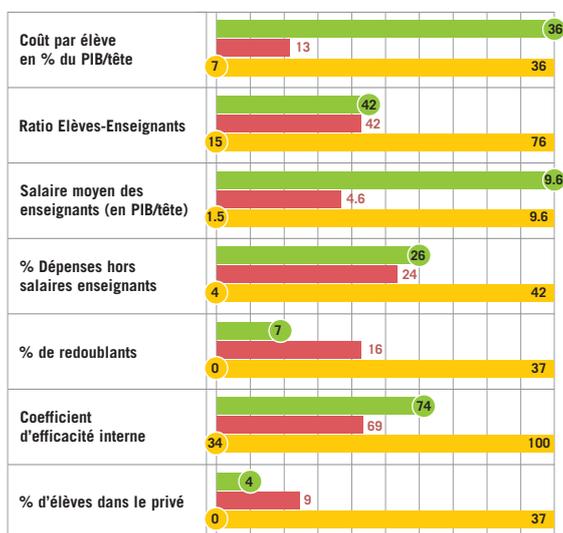
Mobilisation des ressources domestiques



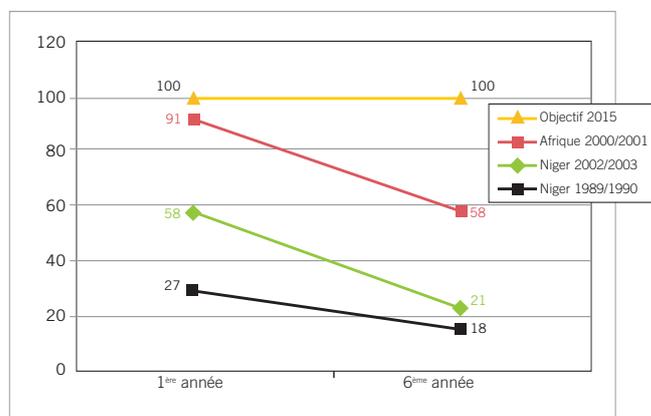
Légende



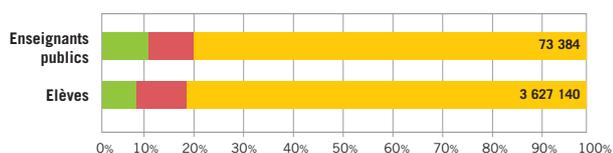
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

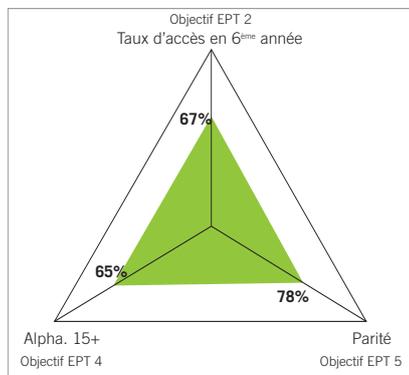
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	46
Besoin extérieur additionnel	56

Indice africain de développement EPT 52.2
Rappel 1990 55.9

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	354
Population Totale (000)	116 929
% de la population d'âge scolaire	17.1
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	5.8%

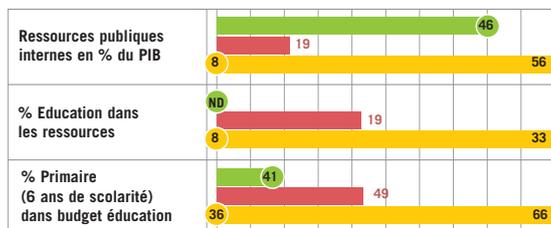
Triangle EPT



Diagnostic



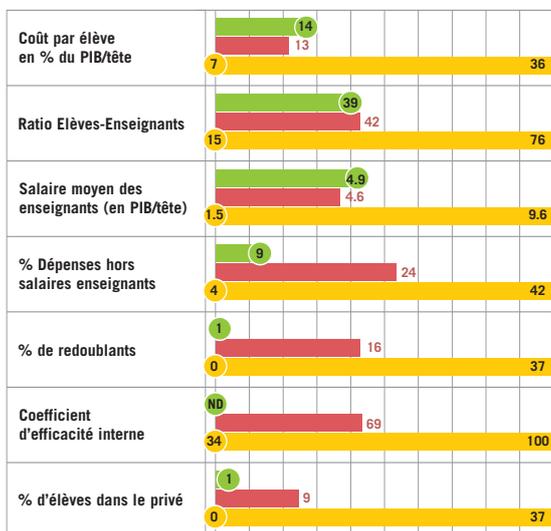
Mobilisation des ressources domestiques



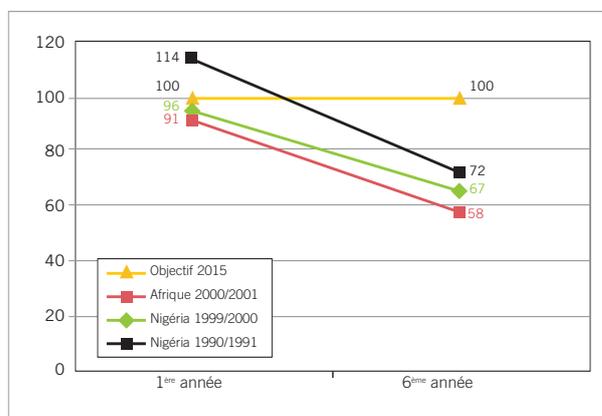
Légende



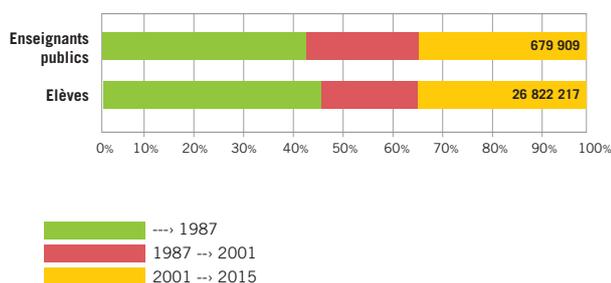
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

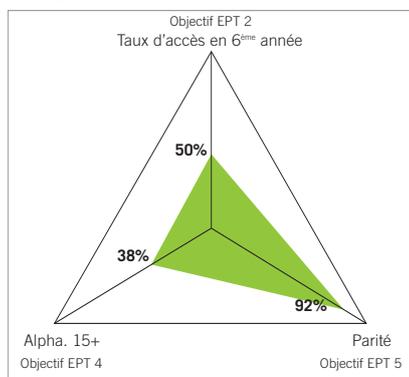
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	1 275
Besoin extérieur additionnel	328

Indice africain de développement EPT 47.0
Rappel 1990 35.3

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	481
Population Totale (000)	9 662
% de la population d'âge scolaire	16.4
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	0.5%

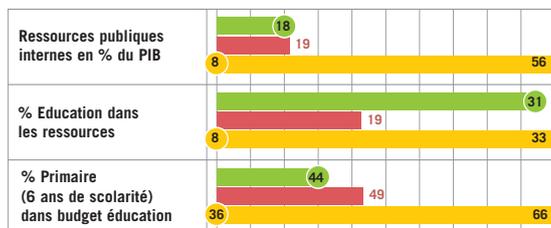
Triangle EPT



Diagnostic



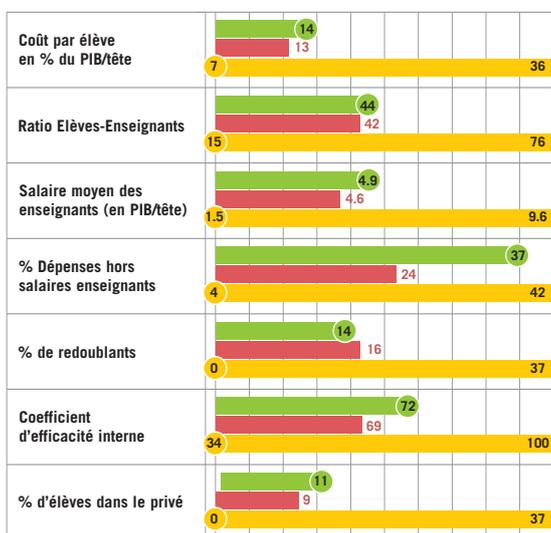
Mobilisation des ressources domestiques



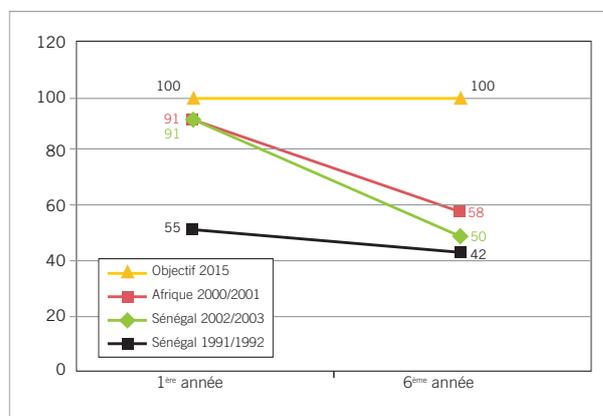
Légende



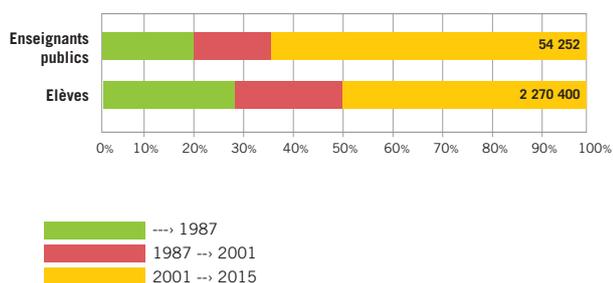
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

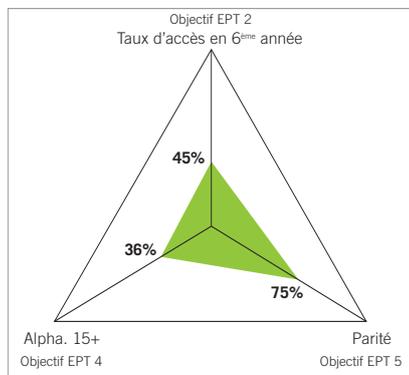
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	103
Besoin extérieur additionnel	55

Indice africain de développement EPT 29.0
Rappel 1990 ND

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	163
Population Totale (000)	4 587
% de la population d'âge scolaire	16.0
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	7.0%

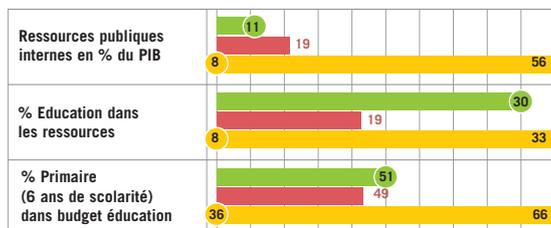
Triangle EPT



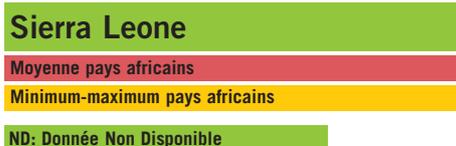
Diagnostic



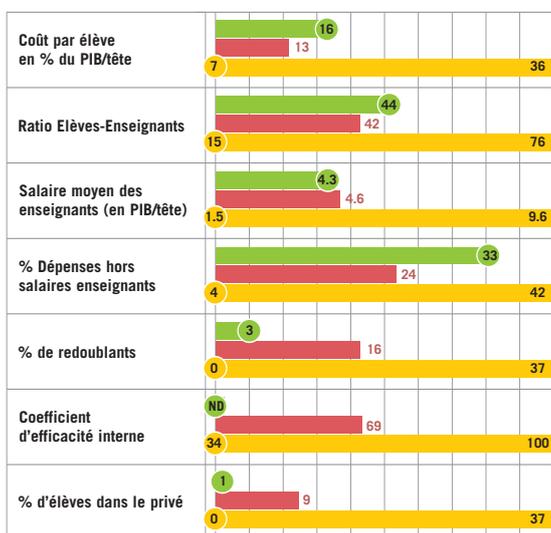
Mobilisation des ressources domestiques



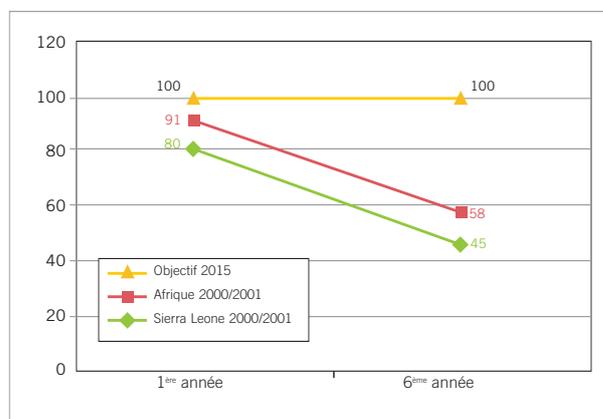
Légende



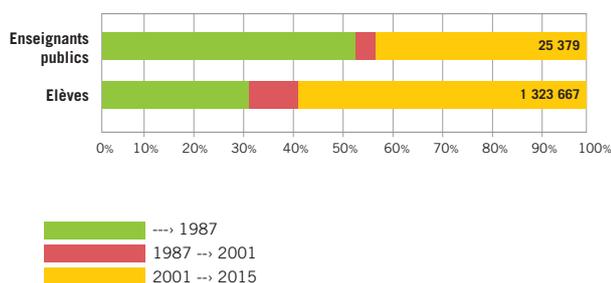
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

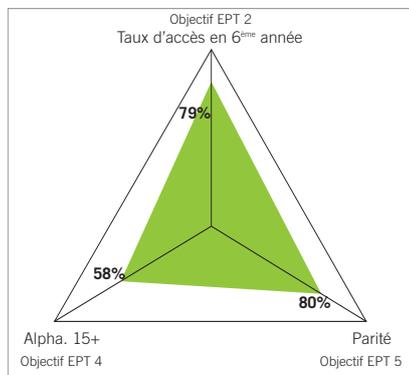
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	15
Besoin extérieur additionnel	10

Indice africain de développement EPT 56.5
Rappel 1990 35.8

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	270
Population Totale (000)	4 657
% de la population d'âge scolaire	16.8
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	6.0%

Triangle EPT



Diagnostic

Taux Brut d'Admission Primaire	111	91	42	129
Taux de Survie en 6 ^{ème} année	81	65	24	100
Taux Brut de Scolarisation Primaire	124	93	41	144
% de Ressources pour les 10% les plus éduqués	41	55	39	80

Mobilisation des ressources domestiques

Ressources publiques internes en % du PIB	15	19	8	56
% Education dans les ressources	26	19	8	33
% Primaire (6 ans de scolarité) dans budget éducation	48	49	36	66

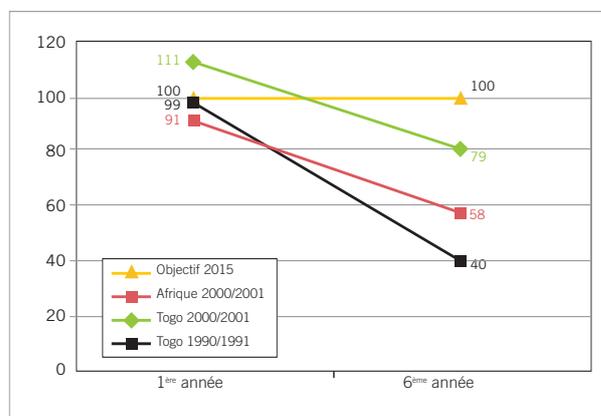
Légende



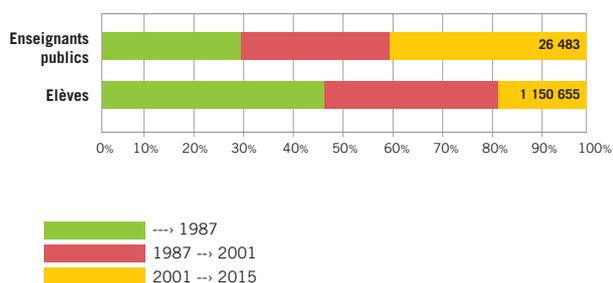
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)

Coût par élève en % du PIB/tête	13	13	7	36
Ratio Elèves-Enseignants	34	42	15	76
Salaire moyen des enseignants (en PIB/tête)	4.5	4.6	1.5	9.6
% Dépenses hors salaires enseignants	25	24	4	42
% de redoublants	24	16	0	37
Coefficient d'efficacité interne	69	69	34	100
% d'élèves dans le privé	37	9	0	37

Profil de scolarisation

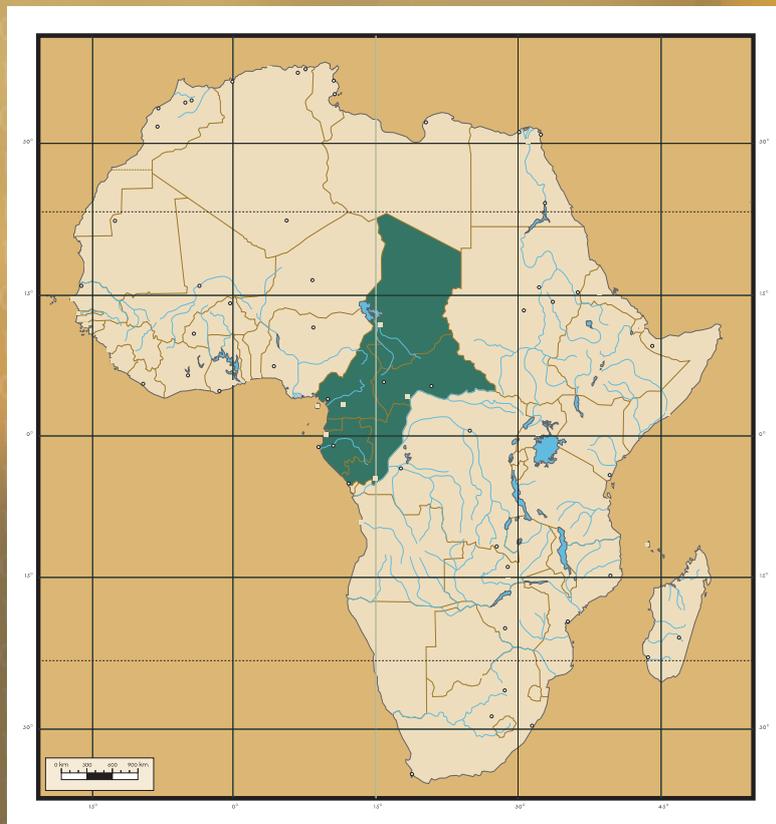


SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	31
Besoin extérieur additionnel	20



C E M A C

La CEMAC rassemble en 2001 environ 32 millions d'habitants. En moyenne dans les pays de la zone, le PIB par habitant est estimé à 1 544 \$ des Etats-Unis mais cette moyenne est largement biaisée par la présence dans la zone de la Guinée Equatoriale et du Gabon, tous deux petits en termes de population mais importants en termes de ressources par habitant. Sans ces deux pays la moyenne du PIB par habitant des pays de la CEMAC s'établit à 474 \$, chiffre plus pertinent à considérer. La population d'âge scolaire représente en moyenne 16% de la population totale. Près de 8% environ de la population des 15-49 ans vit avec le virus du VIH/SIDA.

Cameroun

Congo

Gabon

Guinée Equatoriale

République Centrafricaine

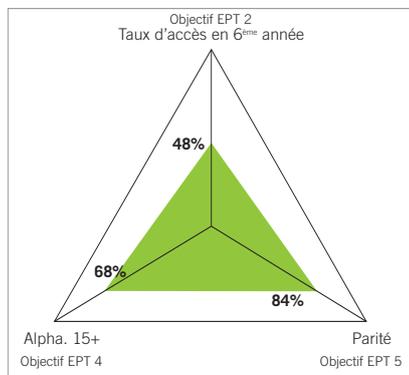
Tchad

Indice africain de développement EPT 50.3
Rappel 1990 46.1

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	1 544
Population Totale (000)	31 961
% de la population d'âge scolaire	16.4
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	7.8%

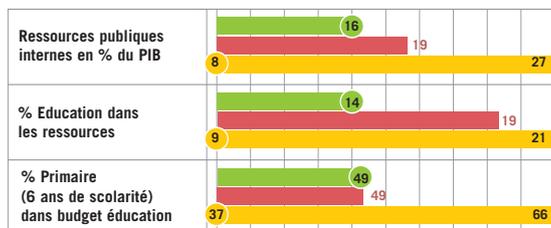
Triangle EPT



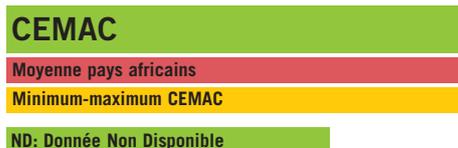
Diagnostic



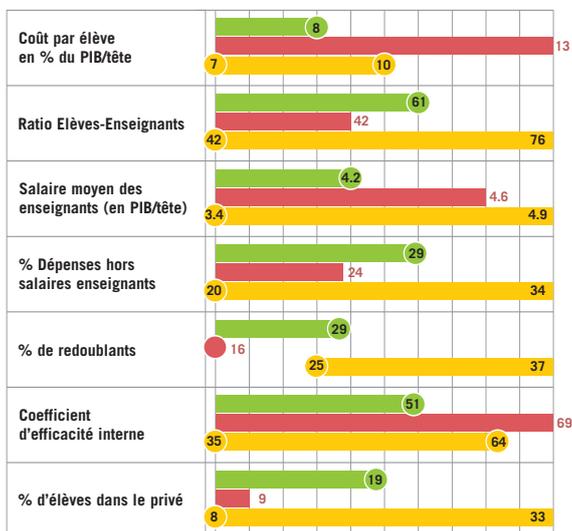
Mobilisation des ressources domestiques



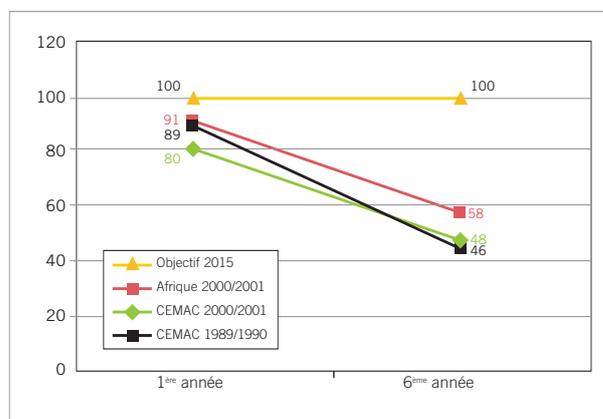
Légende



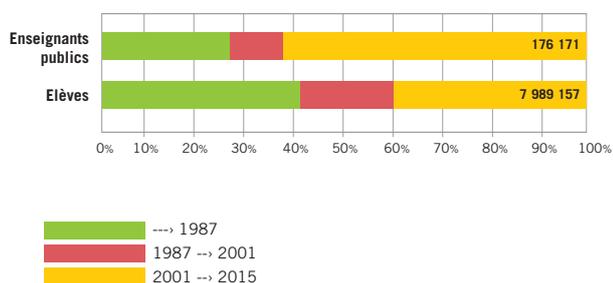
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	288
Besoin extérieur additionnel	131

la situation de l'éducation primaire dans l'espace CEMAC

Interprétation du profil région

Le profil région présenté donne la position de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale par rapport au reste de l'Afrique, sous trois angles principaux et complémentaires : la situation actuelle par rapport aux objectifs EPT, les ressources financières allouées au secteur éducatif et leur utilisation, les besoins futurs pour atteindre la scolarisation primaire universelle en 2015. L'approche utilisée ici est de comparer, pour chaque indicateur pertinent, la moyenne observée dans la zone avec celle qui prévaut sur l'ensemble du continent. Même si cette approche apporte un éclairage intéressant, elle reste insuffisante dans la mesure où l'examen des moyennes masque l'hétérogénéité existante parmi les 6 pays de la zone. Pour remédier à cela, les diversités entre pays sont analysées en présentant les valeurs extrêmes observées dans la zone et par l'intermédiaire de graphiques donnant les valeurs nationales des indicateurs les plus importants.

1. Etat des lieux (diagnostic et profil de scolarisation)

La lecture des indicateurs et du profil de scolarisation permet de répondre à trois questions fondamentales :

Combien d'enfants accèdent à l'école ? (taux brut d'admission)

La CEMAC est caractérisée par un faible niveau d'accès à l'école primaire par rapport à la situation moyenne de l'Afrique. En 2000/2001, **sur 100 enfants en âge d'entrer à l'école primaire, seuls 80 y accèdent effectivement**, pour une proportion de 91% en moyenne sur l'ensemble des pays africains. Le taux d'accès varie cependant grandement d'un pays à l'autre de la zone : de 49% en République Centrafricaine à 100% au Gabon. Le taux brut de scolarisation élevé en moyenne dans les pays de la Communauté (101%) provient beaucoup plus du fait du niveau très élevé des redoublements (qui gonflent artificiellement le taux) que d'une fréquentation scolaire importante.

Combien atteignent six années de scolarisation et pourquoi tous les enfants de la zone n'atteignent pas la fin du cycle ? (taux d'accès en 6^{ème} année, taux de survie)

Le taux d'accès en 6^{ème} année qui

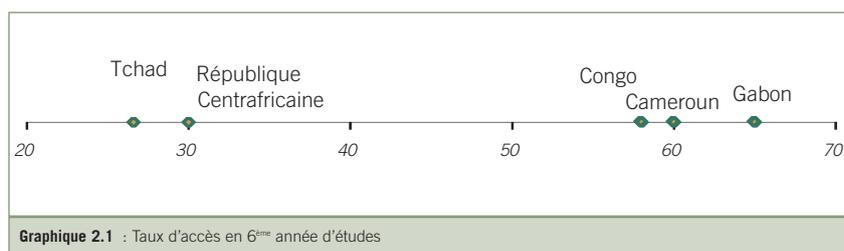
mesure l'avancée vers la scolarisation primaire universelle est très faible dans la zone CEMAC. Il ne vaut que 48% en moyenne (seulement +2 points de pourcentage depuis 1990) et s'étend suivant les pays de 27% au Tchad à 65% au Gabon. Autrement dit, **plus d'un enfant sur deux de la zone n'atteint pas la fin du cycle primaire, seule garante de chances d'alphabétisation durable.**

(Graphique 2.1)

Le retard observé dans l'achèvement du cycle primaire est en partie la résultante du faible niveau d'accès en première année mais surtout des difficultés qu'éprouvent les systèmes éducatifs de la zone à retenir en leur sein les élèves qui y accèdent. En moyenne dans les pays de la CEMAC, dans les conditions actuelles des systèmes, seulement 58% (contre 65% pour la moyenne continentale) des élèves entrés en début de cycle le poursuivent jusqu'à son terme. Cela signifie, en creux, que **42% des entrants abandonnent avant d'acquérir les connaissances nécessaires pour asseoir une alphabétisation irréversible.** Les disparités entre pays de la zone sur cette question sont importantes : le taux de survie varie de 37% au Tchad à 83% au Congo.

Quel est l'état d'avancement de la sous-région par rapport aux deux autres objectifs mesurables de l'EPT (alphabétisation et parité entre les genres) ?

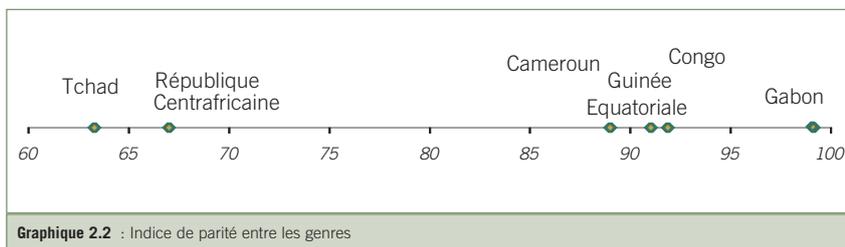
En 2001, la proportion de la population adulte alphabétisée dans les pays de la



Graphique 2.1 : Taux d'accès en 6^{ème} année d'études

CEMAC a progressé de 53% en 1990 à 68% en 2001 (supérieure à la moyenne continentale de 61%). Cependant, le défi de l’alphabétisation reste encore important dans deux pays de la zone : au Tchad et en République Centrafricaine où les taux d’alphabétisation des adultes valent respectivement 44% et 48%.

L’objectif de la parité suivant le genre dans l’enseignement primaire est encore éloigné : on dénombre en moyenne dans les pays de la CEMAC **seulement 84 filles scolarisées pour 100 garçons**. Sur ce point également, les disparités entre pays de la zone sont criantes : alors que le Gabon a déjà atteint l’objectif de parité, le Tchad, malgré des progrès considérables, ne scolarise que 63 filles pour 100 garçons. (Graphique 2.2)



La faible progression (de 46 points en 1990 à 50 points en 2001) de l’indice africain de développement EPT (calculé sur la base des résultats sur les trois objectifs mesurables) et son retard par rapport à la moyenne globale africaine (54 points) montre que **le défi à relever pour atteindre les objectifs de Dakar est gigantesque pour les pays de la CEMAC.**

2. Mobilisation et utilisation des ressources domestiques pour l’éducation primaire

En ce qui concerne la mobilisation des ressources domestiques, le profil cherche, dans le bloc graphique ‘Mobilisation des ressources domestiques’ à répondre aux trois questions suivantes :

Les pays de la CEMAC ont-ils un contexte fiscal favorable? (Ressources publiques internes en % du PIB)

Le contexte fiscal dans la CEMAC est moins favorable à ce qui est observé en moyenne dans les pays africains. Les ressources publiques internes hors dons représentent 16% du PIB dans les pays

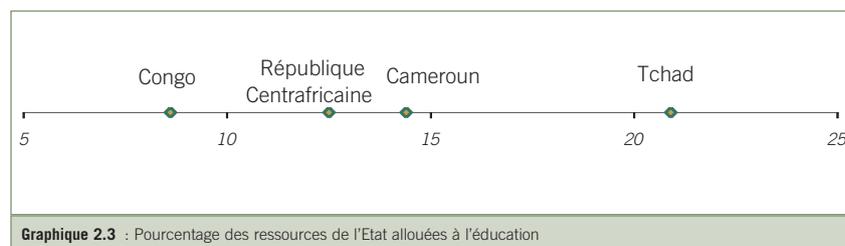
deux autres, le Tchad et la République Centrafricaine font partie des pays du monde où les capacités d’appropriation de la richesse nationale pour les ressources de l’Etat sont les plus faibles (respectivement 8% et 10%), notamment du fait de PIB faibles¹.

Les pays de la CEMAC mobilisent-t-ils suffisamment de ressources en faveur de l’éducation? (% éducation dans les ressources)

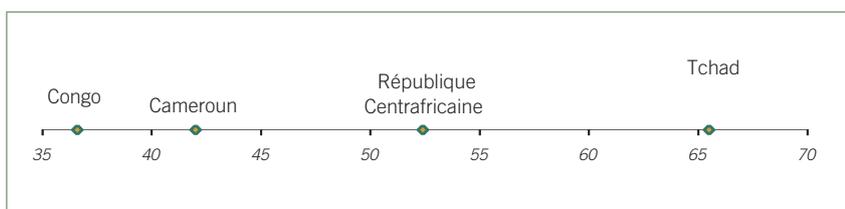
La part des ressources de l’Etat allouée aux dépenses courantes d’éducation est estimée à 14% en moyenne dans les pays de la zone contre 19% pour la moyenne des pays africains dans leur ensemble. **La zone CEMAC souffre donc d’un manque de priorité accordée à l’éducation dans les arbitrages budgétaires.** A l’intérieur de la zone, la part des ressources allouée à l’éducation varie de 9% au Congo à 21% au Tchad. (Graphique 2.3)

L’éducation primaire est-elle prioritaire dans l’arbitrage intra-sectoriel? (% du primaire dans le budget de l’éducation)

L’arbitrage intra-sectoriel est, par contre, relativement favorable à l’enseignement primaire en moyenne dans la sous-région : 49% des dépenses courantes de l’éducation sont allouées au cycle primaire (niveau égal à la moyenne observée sur l’ensemble du continent). Mais alors que le Tchad et la



¹ Les taux de pression fiscale dépendent du niveau de richesse nationale : les Etats les plus pauvres éprouvent plus de difficultés à ponctionner les ressources nationales.



Graphique 2.4 : Pourcentage du primaire dans les dépenses courantes d'éducation

République Centrafricaine accordent une réelle priorité budgétaire (respectivement 66% et 52%) à l'enseignement de base, cette dernière est moins marquée au Congo et au Cameroun (respectivement 37% et 42%). (Graphique 2.4)

On constate donc, en moyenne dans la sous-région, 1) que le contexte fiscal est relativement défavorable, 2) que l'arbitrage budgétaire est également plutôt défavorable au secteur éducatif et 3) que l'arbitrage intra-sectoriel est en général assez favorable à l'enseignement primaire. **Les raisons de la sous-scolarisation de la région proviennent donc en partie d'un manque de mobilisation des ressources domestiques.** Il paraît intéressant de se poser la question si une autre partie du retard n'est pas explicable par l'utilisation des ressources disponibles. Le profil présente un certain nombre d'indicateurs (bloc graphique 'paramètres éducation primaire') qui fournissent des éléments d'appréciation sur l'utilisation de ces ressources et l'efficacité des politiques choisies, à partir des questions suivantes :

Les pays de la CEMAC choisissent-ils de scolariser plus d'élèves ou d'allouer plus de ressources par élève ? (coût unitaire par élève)

Le coût unitaire moyen est largement moins élevé dans l'espace CEMAC qu'en moyenne dans le contexte africain (8% du PIB par habitant contre 13%). **Globalement la Communauté accorde,**

comparativement à la situation africaine d'ensemble, une priorité plus importante à l'aspect quantité d'enfants scolarisés (le niveau élevé des TBS en témoigne) qu'à l'aspect qualité (que l'on espère liée à la dépense unitaire). Cette situation est à la fois valable en moyenne et dans chacun des pays dont les données sont disponibles : la dépense unitaire ne varie que de 7% du PIB par habitant, au Cameroun et au Congo à 10% au Tchad.

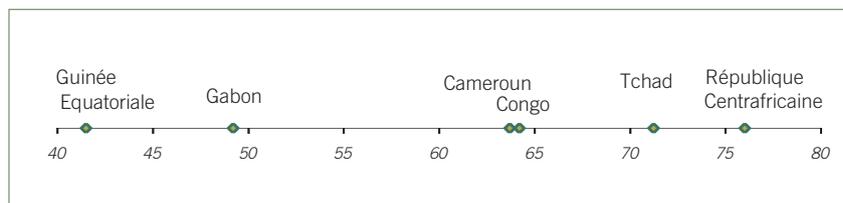
Comment les pays de la CEMAC arbitrent-ils entre les différentes composantes du coût unitaire (le rapport élèves-maître, le salaire des enseignants et les autres dépenses) ?

On observe dans la zone CEMAC un **taux d'encadrement moyen de 61 élèves**

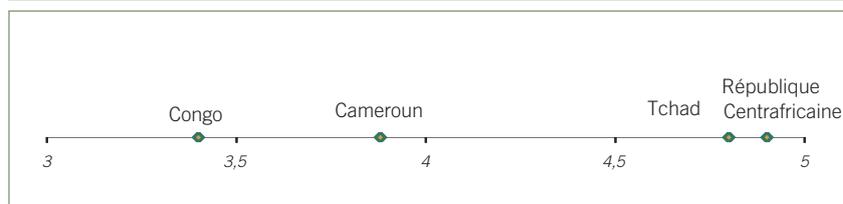
par enseignant largement supérieur au taux moyen africain de 42, un salaire moyen des enseignants légèrement inférieur (4 unités de PIB par habitant, contre une valeur moyenne de 4,6 observée sur l'ensemble des pays africains) et un pourcentage de dépenses hors salaires enseignants de 28%, supérieur à la moyenne africaine (24%). La tendance moyenne observée en zone CEMAC d'une dépense unitaire moins élevée qu'ailleurs résulte donc essentiellement de taux d'encadrement moins bons (les classes surchargées font légion). Cependant, les pays de la sous-région se différencient (dans une plus ou moins grande mesure) sur ces questions : le rapport élèves-maîtres varie de 42 à 76, les salaires de 3,4 à 4,9 unités de PIB par habitant, et la part des autres dépenses courantes de 20% à 34%. (Graphiques 2.5 & 2.6)

Les systèmes éducatifs des pays de la CEMAC utilisent-ils efficacement les ressources ? (% de redoublants et coefficient d'efficacité interne).

Le coefficient d'efficacité interne (calculé en rapportant la production en termes



Graphique 2.5 : Rapport Elèves-Maîtres



Graphique 2.6 : Salaire moyen des enseignants en unités de PIB par habitant

de sortants du cycle aux ressources utilisées, cet indicateur mesure le rendement du système) en zone CEMAC est particulièrement bas (51% contre 69% de moyenne continentale). Cela signifie que **près de la moitié des ressources pour l'enseignement de base sont utilisées pour des élèves qui abandonnent avant la fin du cycle (et qui ont donc de grandes chances de ne jamais être alphabétisés) ou pour des années redoublées.**

Pour ce qui est du point spécifique des redoublements, ils atteignent dans la zone des niveaux records. On observe une moyenne de 29% de redoublants dans le cycle (soit le double de la moyenne africaine), les taux de redoublement variant suivant les pays dans une fourchette allant de 25% au Congo à 37% au Gabon. Dans la mesure où, en plus de constituer un sur-coût substantiel pour le système, leur efficacité sur la qualité des apprentissages n'est pas du tout prouvée, et qu'ils ont, comme cela a été montré dans de nombreuses analyses, un effet dissuasif sur la rétention, en particulier sur les populations pour lesquelles elle est fragile (filles, ruraux, pauvres...), il semble urgent de mettre en place des mesures de restriction de ce phénomène. Entendu que des mesures d'ordre pédagogique ne sauraient suffire, la réduction des redoublements passe certainement par une restructuration des cycles (introduction de sous-cycles au cours desquels on ne redouble pas), par la sensibilisation des enseignants sur les conséquences de taux trop élevés, mais aussi par un suivi de l'application des réformes sur le terrain, au niveau des écoles.

3. Les besoins physiques et financiers pour atteindre la SPU (Scolarisation primaire universelle en 2015 et besoin extérieur additionnel)

En 2001, environ 5 millions d'élèves étaient scolarisés dans les établissements scolaires d'enseignement primaire de la sous-région. Les élèves du public étaient encadrés par un effectif d'environ 61 000 enseignants. La réalisation de l'objectif d'une scolarisation primaire universelle nécessite la scolarisation d'environ 8 millions d'enfants à l'horizon 2015, soit un besoin de croissance annuelle des effectifs d'élèves de +3,4% (contre une moyenne de +2,9% entre 1987 et 2001). Pour assurer à la fois l'encadrement de ce flux croissant d'élèves et l'amélioration de la qualité des enseignements (diminution des rapports élèves-maîtres) il sera nécessaire **d'augmenter le nombre d'enseignants du secteur public de la zone CEMAC à un rythme moyen de +8% par an (besoin de près de 180 000 enseignants en 2015), gigantesque en comparaison du rythme observé durant les 14 dernières années (+1,9% par an).**

Les situations sont cependant très diverses suivant les pays de la région. Alors qu'en Guinée Equatoriale le rythme nécessaire d'expansion physique du système est en deçà du rythme observé durant la décennie passée, **certains autres pays (notamment le Cameroun, la République Centrafricaine, le Tchad ou le Congo) devront, pour atteindre l'objectif, réaliser des nouveaux records en termes de nombre d'enseignants recrutés.**

Sous l'hypothèse d'un scénario de politique 'efficiente', i.e. en utilisant comme paramètres cibles à horizon 2015 les valeurs de référence observées dans les pays les plus performants et reprises dans le cadre indicatif de l'initiative EPT Financement Accélééré ('Fast Track'), l'objectif ne pourra être réalisé que dans la mesure où l'enseignement primaire des pays de la CEMAC pris dans leur ensemble bénéficiera de 420 millions² de \$ des Etats-Unis par an en moyenne sur la période allant jusqu'à 2015, soit près du double de la valeur estimée pour l'année 2000. Si environ 290 millions de \$ pourront être mobilisés annuellement sur ressources nationales sous réserve d'une véritable priorité accordée à l'éducation en général et au cycle primaire en particulier dans les arbitrages budgétaires, les 130 millions de \$ annuels manquants (31% de l'enveloppe globale) devront être apportés par les partenaires techniques et financiers. Notons que la part de financement extérieur nécessaire varie énormément autour de la moyenne suivant les pays (de 14% du financement total nécessaire au Congo à 51% au Tchad). Finalement, il est important de souligner que ces nécessités de financement (interne ou externe) constituent des conditions nécessaires mais non suffisantes pour la réalisation de l'objectif dans tous les pays de la zone. En effet, les questions de capacité d'absorption physique des systèmes (par exemple comment recruter, former et affecter autant d'enseignants ?) et d'absorption budgétaire (comment gérer et décaisser efficacement les montants croissants alloués au secteur, à travers des circuits financiers diversifiés, notamment à travers les appuis programmes voués à prendre de plus en plus d'ampleur ?) sont cruciales et devront dans beaucoup de pays faire l'objet d'une grande attention.

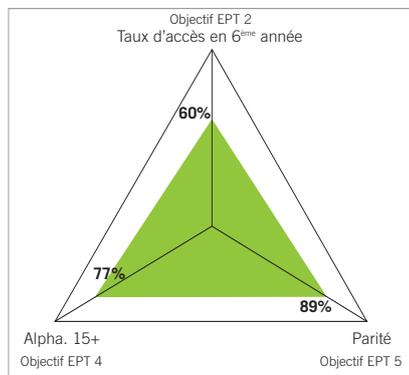
² Ce chiffre et les suivants constituent de légères sous-estimations dans la mesure où ils n'intègrent pas les données de la Guinée Equatoriale et du Gabon, indisponibles.

Indice africain de développement EPT 63.9
Rappel 1990 59.1

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	559
Population Totale (000)	15 203
% de la population d'âge scolaire	16.6
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	11.8%

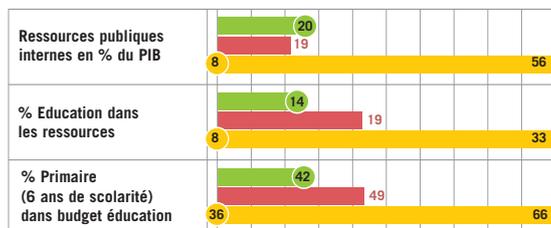
Triangle EPT



Diagnostic



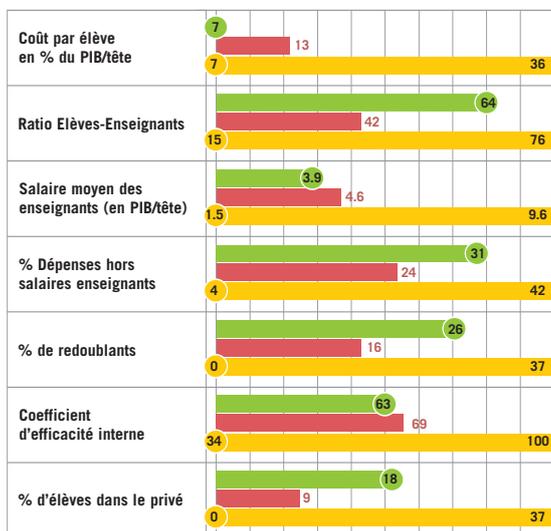
Mobilisation des ressources domestiques



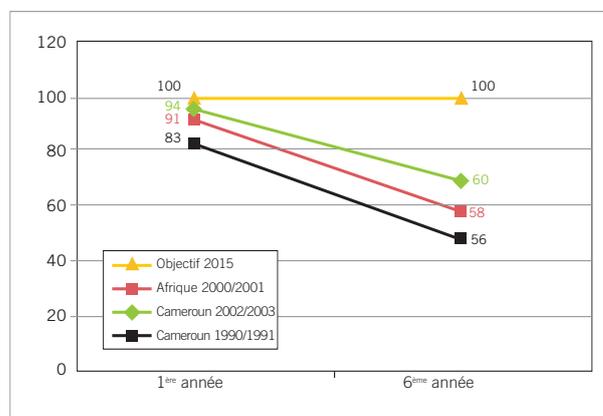
Légende



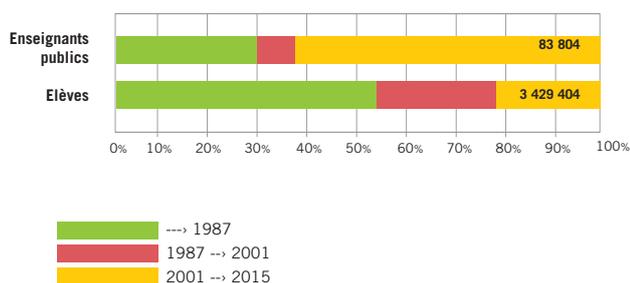
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

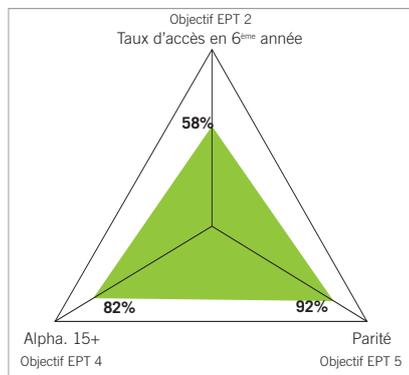
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	175
Besoin extérieur additionnel	76

Indice africain de développement EPT 67.6
Rappel 1990 65.8

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	884
Population Totale (000)	3 110
% de la population d'âge scolaire	17,2
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	7,2%

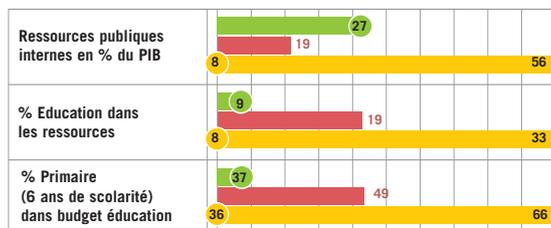
Triangle EPT



Diagnostic



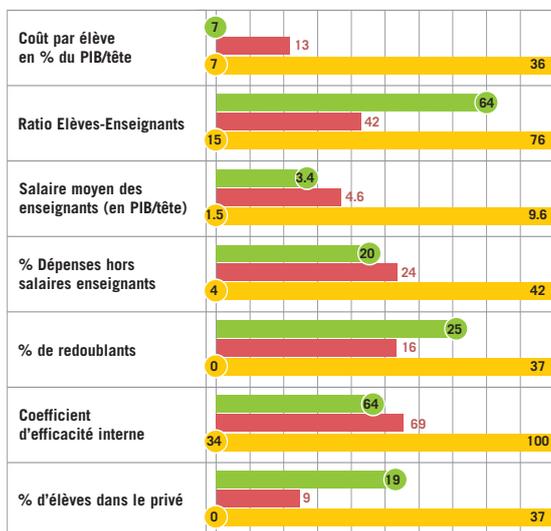
Mobilisation des ressources domestiques



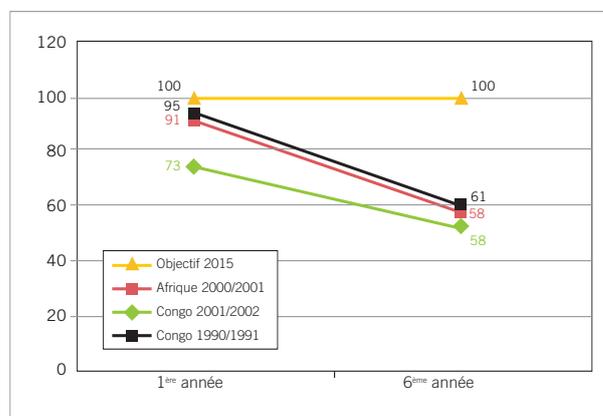
Légende



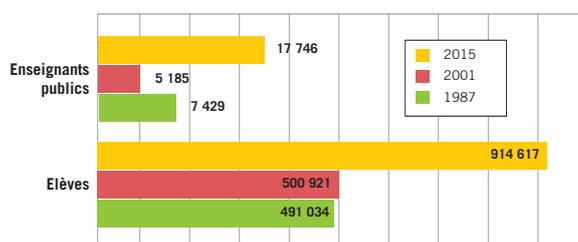
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

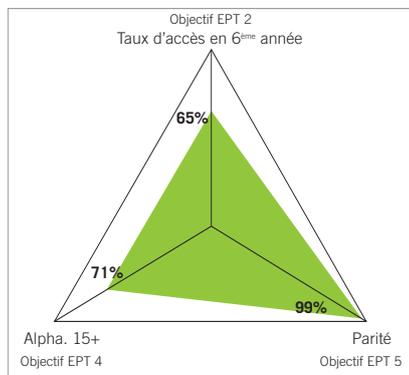
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	70
Besoin extérieur additionnel	11

Indice africain de développement EPT 72.8
Rappel 1990 70.9

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	3 435
Population Totale (000)	1 262
% de la population d'âge scolaire	15.1
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	ND

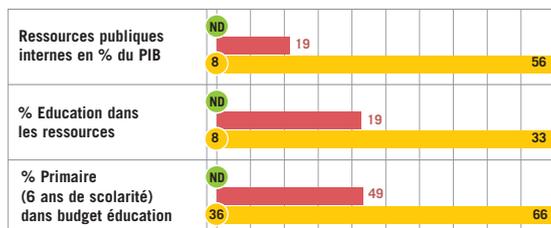
Triangle EPT



Diagnostic



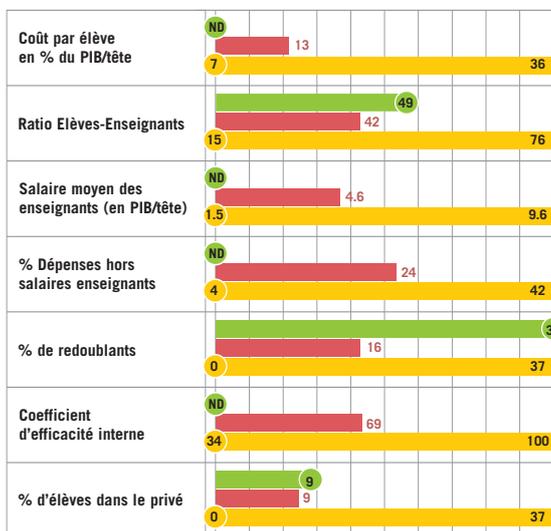
Mobilisation des ressources domestiques



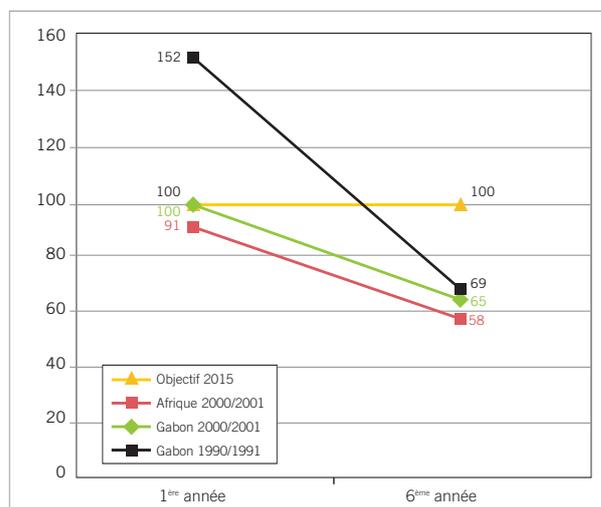
Légende



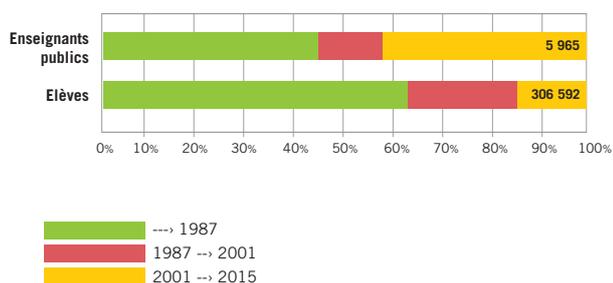
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	ND
Besoin extérieur additionnel	ND

Guinée Equatoriale

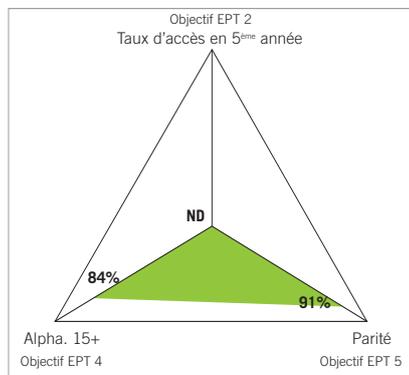
2000/2001

Indice africain de développement EPT ND
Rappel 1990 62.9

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	3 931
Population Totale (000)	470
% de la population d'âge scolaire	15.7
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	3.4%

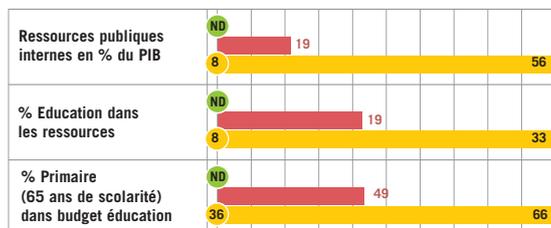
Triangle EPT



Diagnostic



Mobilisation des ressources domestiques



Légende

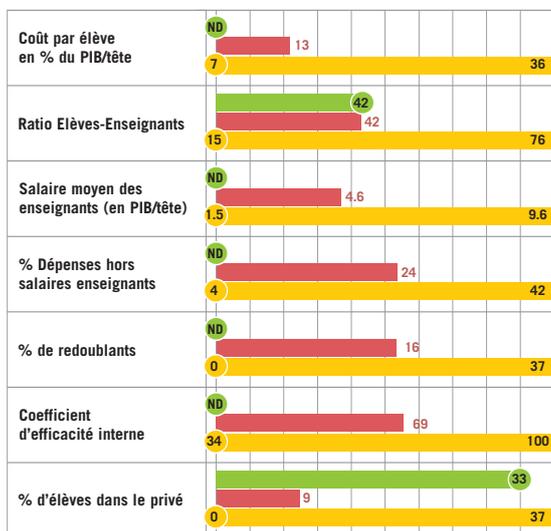
Guinée Equatoriale

Moyenne pays africains

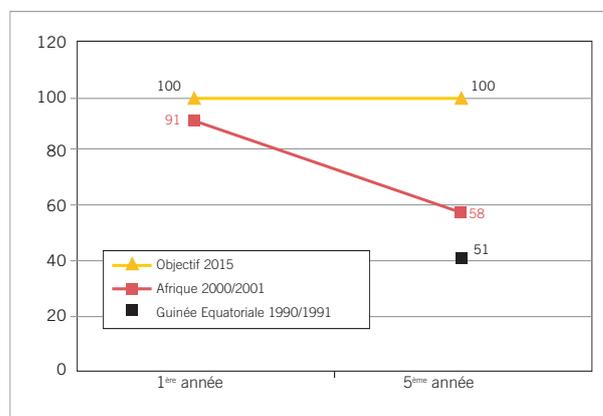
Minimum-maximum pays africains

ND: Donnée Non Disponible

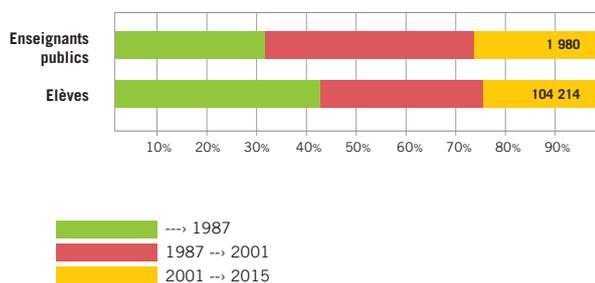
Paramètres Education Primaire (5 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

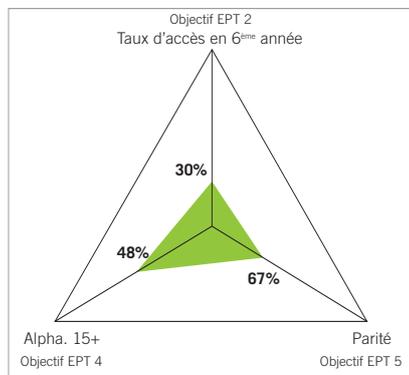
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	ND
Besoin extérieur additionnel	ND

Indice africain de développement EPT 19.8
Rappel 1990 25.6

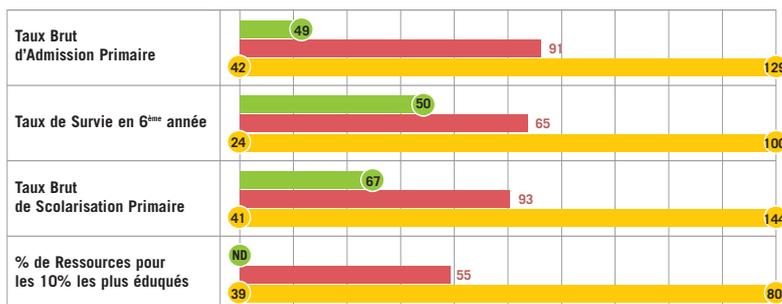
Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	256
Population Totale (000)	3 782
% de la population d'âge scolaire	16.4
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	12.9%

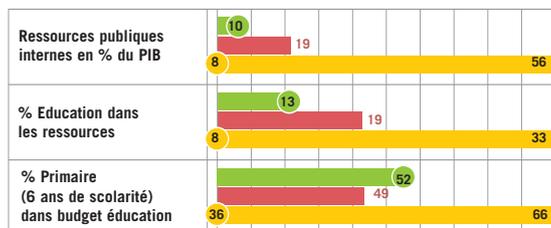
Triangle EPT



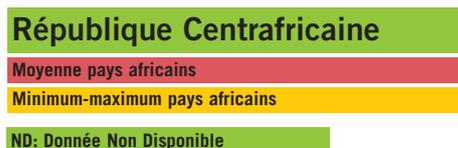
Diagnostic



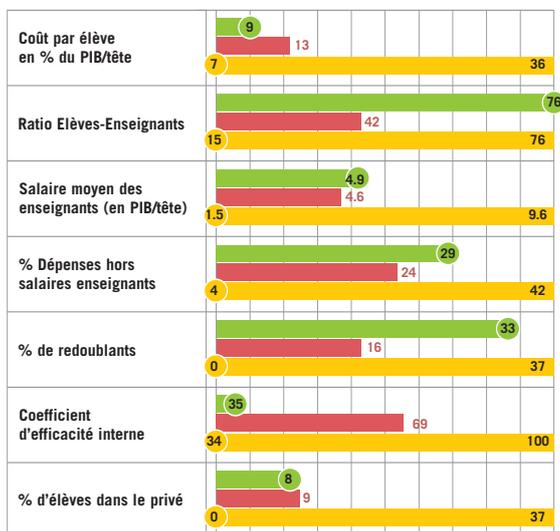
Mobilisation des ressources domestiques



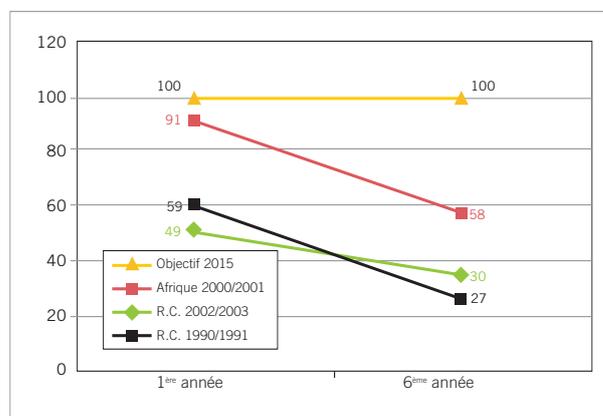
Légende



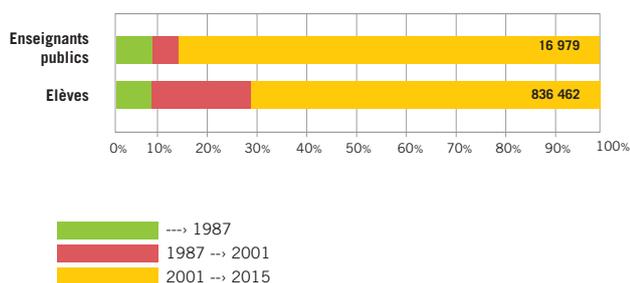
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

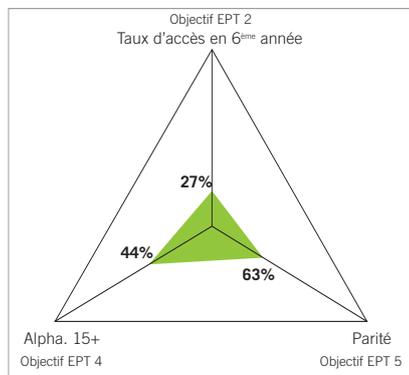
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	15
Besoin extérieur additionnel	14

Indice africain de développement EPT 13.4
Rappel 1990 9.0

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	197
Population Totale (000)	8 135
% de la population d'âge scolaire	17.1
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	3.6%

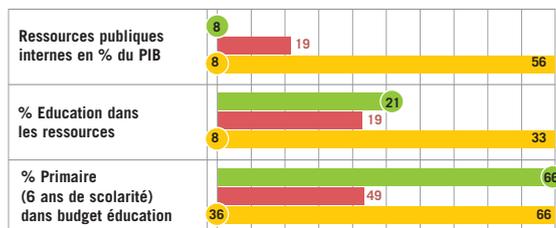
Triangle EPT



Diagnostic



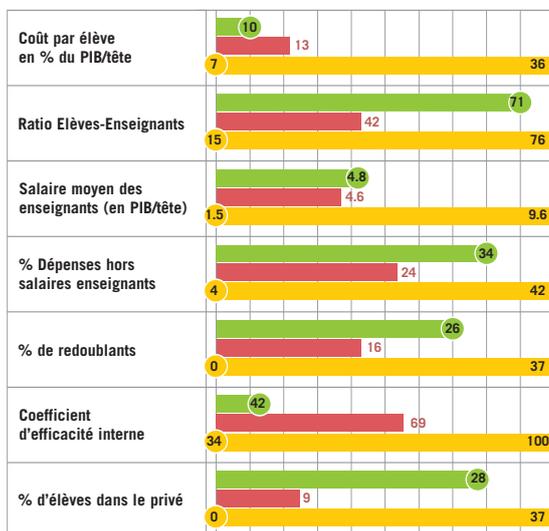
Mobilisation des ressources domestiques



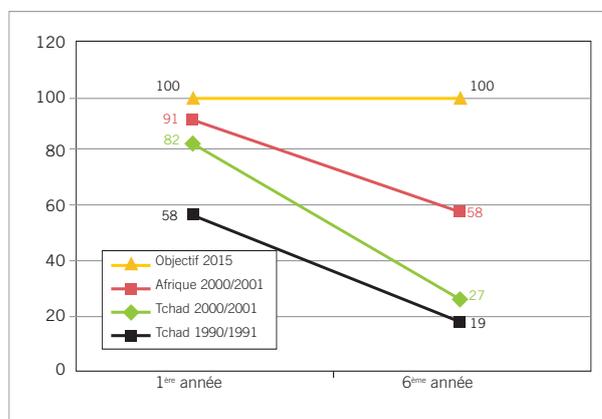
Légende



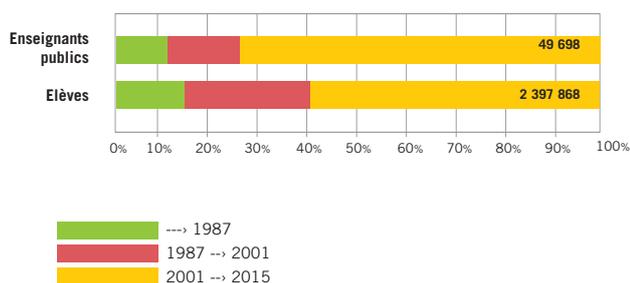
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



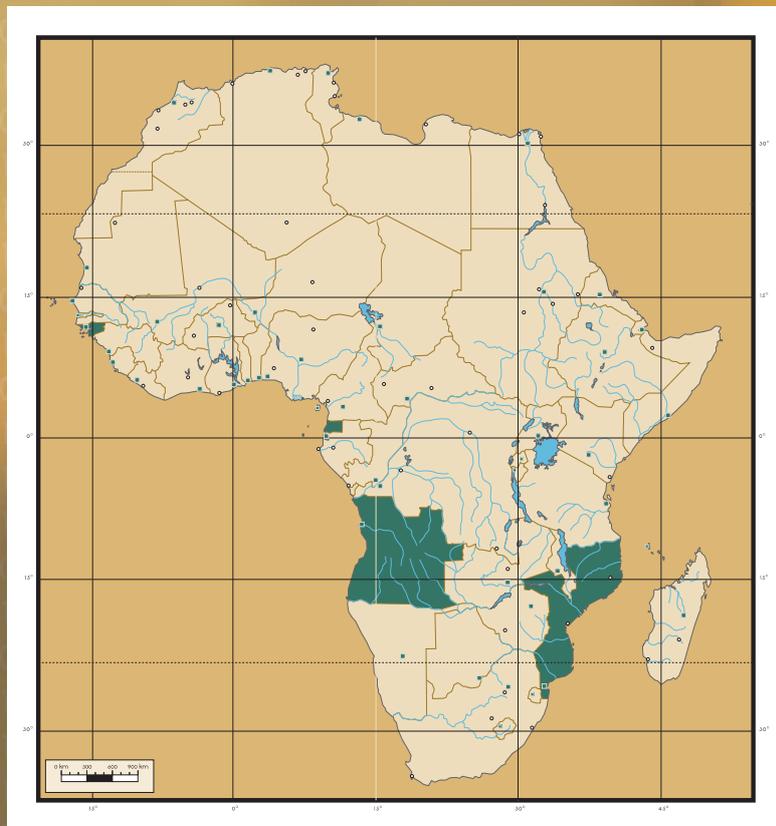
SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	28
Besoin extérieur additionnel	30





PALOPs et Guinée Equatoriale

Les PALOPs et la Guinée Equatoriale rassemblent en 2001 environ 34 millions d'habitants. En moyenne, le PIB par habitant est estimé à 1 106 \$ des Etats-Unis mais cette moyenne cache les grands écarts entre la Guinée-Bissau et le Mozambique, pour lesquels il est inférieur à 200 \$ et la Guinée Equatoriale où il est de l'ordre de 4 000 \$, en raison des fortes recettes liées à l'exploitation pétrolière. La moyenne du PIB par habitant des PALOPs (sans la Guinée Equatoriale) s'établit à 539 \$, chiffre plus pertinent à considérer. La population du groupe d'âge correspondant aux six premières années d'études représente en moyenne 16% de la population totale. Plus de 6% environ de la population des 15-49 ans vit avec le virus du VIH/SIDA.

Angola

Cap-Vert

Guinée-Bissau

Guinée Equatoriale

Mozambique

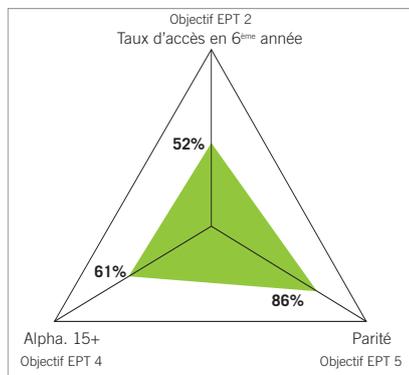
Sao Tomé-et-Principe

Indice africain de développement EPT 48.3
Rappel 1990 37.4

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	1 106
Population Totale (000)	34 470
% de la population d'âge scolaire	15.7
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	6.2%

Triangle EPT



Diagnostic

Taux Brut d'Admission Primaire	109	91	74	129
Taux de Survie en 6 ^{ème} année	49	65	24	84
Taux Brut de Scolarisation Primaire	108	93	74	139
% de Ressources pour les 10% les plus éduqués	ND			

Mobilisation des ressources domestiques

Ressources publiques internes en % du PIB	ND	19	11	56
% Education dans les ressources	ND	19	11	18
% Primaire (6 ans de scolarité) dans budget éducation	ND	49	39	46

Légende

PALOPs et Guinée Equatoriale

Moyenne pays africains

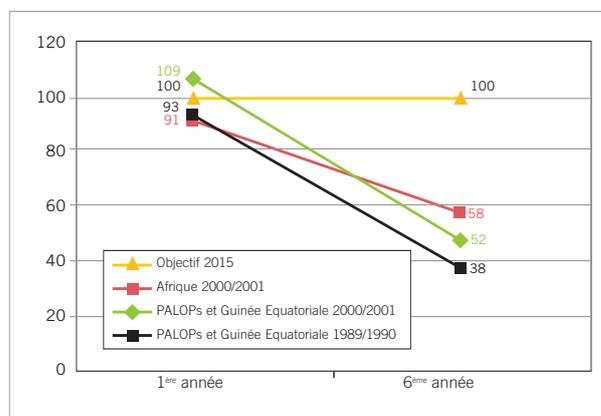
Minimum-maximum PALOPs et Guinée Equatoriale

ND: Donnée Non Disponible

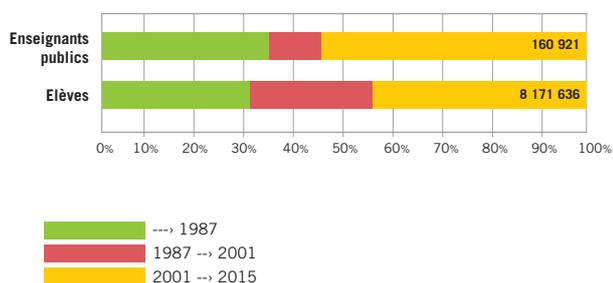
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)

Coût par élève en % du PIB/tête	ND	13	7	8
Ratio Elèves-Enseignants	40	42	28	64
Salaire moyen des enseignants (en PIB/tête)	ND	4.6	1.5	3.2
% Dépenses hors salaires enseignants	ND	24	19	34
% de redoublants	24	16	12	35
Coefficient d'efficacité interne	54	69	39	78
% d'élèves dans le privé	12	9	0	33

Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	337
Besoin extérieur additionnel	104

la situation de l'éducation primaire dans l'espace PALOPs et Guinée Equatoriale

Interprétation du profil région

Le profil présenté donne la position des Pays Africains de Langue Officielle Portugaise et de la Guinée Equatoriale¹ par rapport au reste de l'Afrique, sous trois angles principaux et complémentaires : la situation actuelle par rapport aux objectifs EPT, les ressources financières allouées au secteur éducatif et leur utilisation et enfin les besoins futurs pour atteindre la scolarisation primaire universelle en 2015. L'approche utilisée consiste à comparer, pour chaque indicateur pertinent, la moyenne observée dans le groupe avec celle qui prévaut sur l'ensemble du continent. Même si cette approche apporte un éclairage intéressant, elle reste insuffisante dans la mesure où l'examen des moyennes masque la forte hétérogénéité parmi les 6 pays de la communauté linguistique. Pour remédier à cela, les diversités entre pays sont analysées en présentant les valeurs extrêmes observées et par l'intermédiaire de graphiques donnant les valeurs nationales des indicateurs les plus importants. Notons que, pour les données financières, les informations ne sont disponibles que pour 3 pays parmi les 6 ; ce sont donc directement ces trois valeurs que l'on commentera plutôt que la moyenne, qui perdrait de sa représentativité.

1. Etat des lieux (diagnostic et profil de scolarisation)

La lecture des indicateurs et du profil de scolarisation permet de répondre à trois questions fondamentales :

Combien d'enfants accèdent à l'école ? (taux brut d'admission)

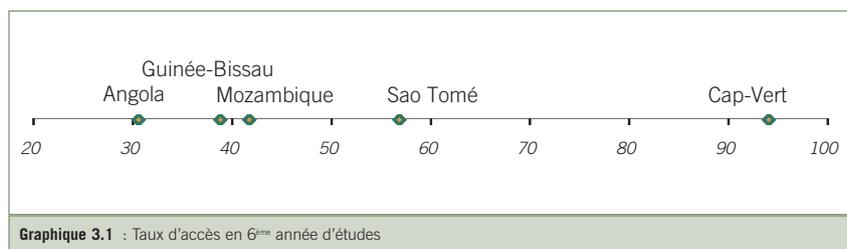
Les PALOP sont caractérisés par un fort niveau d'accès à l'école primaire par rapport à la situation moyenne de l'Afrique. En 2000/2001, pour 100 enfants en âge d'entrer à l'école primaire, 109 y accèdent effectivement, pour une proportion de 91% en moyenne sur l'ensemble des pays africains. Ce chiffre supérieur à 100% indique que des enfants d'autres cohortes, en avance ou plus vraisemblablement en retard, sont entrés en première année d'études cette année-là. Le taux d'accès est ainsi supérieur à 100% dans tous les pays de l'espace, sauf en Angola où il est inférieur à la moyenne continentale avec 74%. Le taux brut de scolarisation, indicateur sur l'ensemble du cycle est lui aussi supérieur dans les PALOP à la moyenne africaine (108% contre 93%). Néanmoins, cela provient beaucoup plus du fait du niveau très élevé des redoublements (qui gonflent artificiellement le taux) que d'une fréquentation scolaire importante.

Combien atteignent six années de scolarisation et pourquoi tous les enfants de la zone n'atteignent pas la fin du cycle ? (taux d'accès en 6^{ème} année, taux de survie)

Le taux d'accès en 6^{ème} année d'études, qui mesure l'avancée vers la scolarisation primaire universelle, est assez faible pour les PALOP. Il ne vaut que 52% en moyenne, malgré une augmentation considérable de 14 points de pourcentage au cours de la dernière décennie. Il s'étend suivant les pays de 31% en Angola à 94% au Cap-Vert. Autrement dit, un enfant sur deux de l'union n'atteint pas la fin du cycle primaire et donc ne réalise pas l'objectif de Dakar.

(Graphique 3.1)

Le retard observé dans l'achèvement du cycle primaire est la résultante des difficultés qu'éprouvent les systèmes éducatifs des PALOP à retenir en leur sein les élèves qui y accèdent. En moyenne, dans les conditions actuelles des systèmes, seulement 49% (contre 65% pour la moyenne continentale) des élèves entrés en début de cycle le poursuivent jusqu'à son terme. Cela signifie, en creux, que plus d'un entrant sur deux abandonne avant d'acquérir les connaissances nécessaires pour asseoir une alphabétisation irréversible. Les disparités entre pays sur cette question sont importantes : le taux de survie varie de 24% en Angola à 84% au Cap-Vert.



Graphique 3.1 : Taux d'accès en 6^{ème} année d'études

¹ Dans la suite du texte, même si cela constitue un abus de langage, le terme 'PALOP' inclura la Guinée Equatoriale par souci de simplicité de lecture.

Quel est l'état d'avancement de la zone par rapport aux deux autres objectifs mesurables de l'EPT (alphabétisation et parité entre les genres) ?

En 2001, la proportion de la population adulte alphabétisée dans les PALOP a progressé de 49% en 1990 à 61% en 2001 (égale à la moyenne continentale). Le défi de l'alphabétisation reste donc encore important, en particulier en Angola et en Guinée-Bissau où les taux d'alphabétisation des adultes sont proches de 40%.

L'objectif de la parité suivant le genre dans l'enseignement primaire est encore éloigné : on dénombre en moyenne dans les PALOP seulement 86 filles scolarisées pour 100 garçons. Sur ce point également, les disparités entre pays sont importantes : alors que le Cap-Vert a atteint l'objectif de parité, la Guinée-Bissau, malgré des progrès considérables, ne scolarise que 67 filles pour 100 garçons. (Graphique 3.2)

La progression importante (de 37 points en 1990 à 48 points en 2001) de l'indice africain de développement EPT (calculé sur la base des résultats sur les

trois objectifs mesurables) ne rattrape malheureusement pas le retard des pays lusophones par rapport à la moyenne globale africaine (54 points) et rappelle que le défi à relever pour atteindre les objectifs de Dakar est gigantesque pour les PALOP.

2. Mobilisation et utilisation des ressources domestiques pour l'éducation primaire

En ce qui concerne la mobilisation des ressources domestiques, le profil cherche, dans le bloc graphique 'Mobilisation des ressources domestiques' à répondre, sur la base des valeurs de l'Angola, de la Guinée-Bissau et du Mozambique, aux trois questions suivantes :

Les PALOP ont-ils un contexte fiscal favorable? (Ressources publiques internes en % du PIB)

Le contexte fiscal est moins favorable à ce qui est observé en moyenne dans les pays africains en Guinée-Bissau et

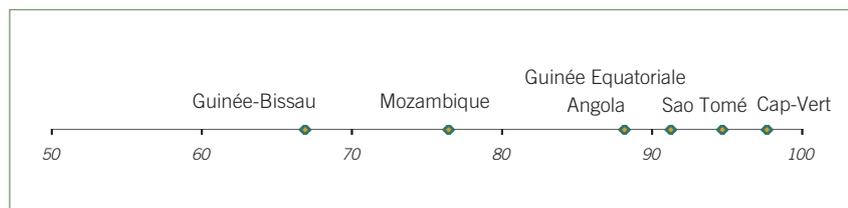
au Mozambique, où les ressources publiques internes hors dons représentent respectivement 18% et 11% du PIB contre 19% en moyenne sur le continent. Seul l'Angola, grâce à ses ressources pétrolières, jouit d'un contexte fiscal très favorable puisqu'il arrive à récupérer 56% du PIB dans les recettes de l'Etat.

Les PALOP mobilisent-ils suffisamment de ressources en faveur de l'éducation? (% éducation dans les ressources)

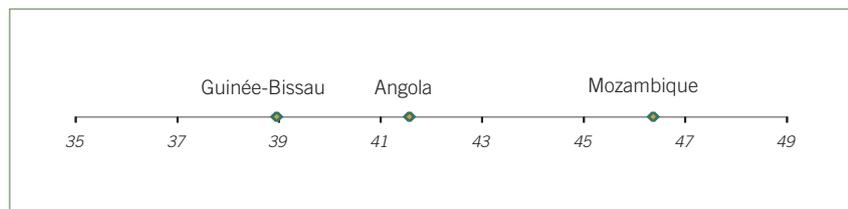
Malgré ou du fait d'une pression fiscale très élevée, la part des ressources de l'Etat allouée aux dépenses courantes d'éducation est estimée à 4,3% en Angola, valeur très faible qui ramène le budget de l'éducation à seulement 2,3% du PIB. Les autres pays, Guinée-Bissau et Mozambique, malgré une valeur bien supérieure, restent en deçà des 19% de la moyenne des pays africains dans leur ensemble, avec respectivement 11% et 18% de leurs ressources allouées à l'éducation. **La zone PALOP souffre donc, comparativement aux autres zones, d'un manque de priorité accordée à l'éducation dans les arbitrages budgétaires.**

L'éducation primaire est-elle prioritaire dans l'arbitrage intra-sectoriel? (% du primaire dans le budget de l'éducation)

L'arbitrage intra-sectoriel est, de plus, relativement défavorable à l'enseignement primaire dans les pays dont les données sont disponibles : 46% des dépenses courantes de l'éducation sont allouées au cycle primaire au Mozambique et environ 40% en Angola et en Guinée-Bissau (contre 49% pour la moyenne observée sur l'ensemble du continent). (Graphique 3.3)
On constate donc, en moyenne dans la



Graphique 3.2 : Indice de parité entre les genres



Graphique 3.3 : Pourcentage du primaire dans les dépenses courantes d'éducation

sous-région, 1) que le contexte fiscal est relativement difficile, 2) que l'arbitrage budgétaire est plutôt défavorable au secteur éducatif et 3) que l'arbitrage intra-sectoriel est également assez défavorable à l'enseignement primaire. Ainsi tous les niveaux d'arbitrage budgétaire sont au désavantage de l'éducation, primaire en particulier. Les raisons du retard par rapport à l'achèvement universel proviennent donc en partie d'un manque de mobilisation des ressources domestiques. Il paraît intéressant de se demander si ce retard n'est pas également explicable par l'utilisation qui est faite des ressources disponibles. Le profil présente un certain nombre d'indicateurs (bloc graphique 'paramètres éducation primaire') qui fournissent des éléments d'appréciation sur l'utilisation de ces ressources et l'efficacité des politiques choisies, à partir des questions suivantes :

Les PALOP choisissent-ils de scolariser plus d'élèves ou d'allouer plus de ressources par élève ? (coût unitaire par élève)

Le coût unitaire moyen est largement moins élevé dans les pays lusophones pour lesquels on a cette information qu'en moyenne dans le contexte africain : 8% du PIB par habitant en Angola et Mozambique et 7% en Guinée-Bissau contre 13% pour la moyenne continentale. Globalement les PALOP accordent, comparativement à la situation africaine d'ensemble, une priorité plus importante à l'aspect quantité d'enfants scolarisés (le niveau élevé des TBS en témoigne) qu'à l'aspect qualité (que l'on espère liée à la dépense unitaire).

Comment les PALOP arbitrent-ils entre les différentes composantes du coût unitaire (le rapport élèves-maître, le salaire des enseignants et les autres dépenses) ?

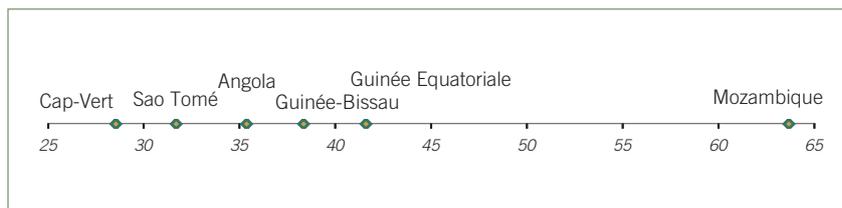
On observe dans les PALOP un taux d'encadrement moyen de 40 élèves par enseignant légèrement inférieur au taux moyen africain de 42, un salaire moyen des enseignants sensiblement inférieur (respectivement 1,5, 1,9 et 3,2 unités de PIB par habitant en Angola, en Guinée-Bissau et au Mozambique, contre une valeur moyenne africaine de 4,6). Le pourcentage des dépenses hors salaires enseignants est, lui, inférieur en Angola à la moyenne africaine (19% contre 24%), mais supérieur en Guinée-Bissau et au Mozambique (34% et 26%). La tendance moyenne observée en zone PALOP d'une dépense unitaire moins élevée qu'ailleurs, en dépit d'un taux d'encadrement de bonne qualité, résulte donc essentiellement de niveaux de rémunération des enseignants très bas comparativement au niveau de revenu du pays. Notons toutefois que les pays présentent pour le taux d'encadrement des écarts allant de

28 élèves par maître au Cap-Vert à 64 au Mozambique. (Graphiques 3.4 & 3.5)

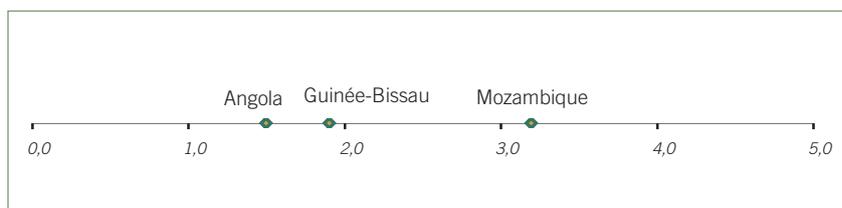
Les systèmes éducatifs des pays des PALOP utilisent-ils efficacement les ressources ? (% de redoublants et coefficient d'efficacité interne).

Le coefficient d'efficacité interne (calculé en rapportant la production en termes de sortants du cycle aux ressources utilisées, cet indicateur mesure le rendement du système) en PALOP est particulièrement bas (54% contre 69% de moyenne continentale). Cela signifie que près de la moitié des ressources pour l'enseignement de base sont utilisées pour des élèves qui abandonnent avant la fin du cycle (et qui donc ont de grandes chances de ne jamais être alphabétisés) ou pour des années redoublées. Cette part de ressources gaspillées va de seulement 22% au Cap-Vert à 61% en Angola !

Pour ce qui est du point spécifique des redoublements, ils sont assez importants dans les pays lusophones en général. On observe une moyenne de



Graphique 3.4 : Rapport Elèves-Maîtres



Graphique 3.5 : Salaire moyen des enseignants en unités de PIB par habitant

24% de redoublants dans le cycle (soit 8 points de plus que la moyenne africaine), les taux de redoublement variant suivant les pays entre 12% au Cap-Vert (largement inférieur aux autres, le second étant la Guinée-Bissau avec 22%) jusqu'à 35% en Angola. Dans la mesure où, en plus de constituer un sur-coût substantiel pour le système, leur efficacité sur la qualité des apprentissages n'est pas du tout prouvée, et qu'ils ont, comme cela a été montré dans de nombreuses analyses, un effet dissuasif sur la rétention, en particulier sur les populations pour lesquelles elle est fragile (filles, ruraux, pauvres...), il semble urgent de mettre en place des mesures de restriction de ce phénomène. Entendu que des mesures d'ordre pédagogique ne sauraient suffire, la réduction des redoublements passe certainement par une restructuration des cycles (introduction de sous-cycles au cours desquels on ne redouble pas), par la sensibilisation des enseignants sur les conséquences de taux trop élevés, mais aussi par un suivi de l'application des réformes sur le terrain, au niveau des écoles.

3. Les besoins physiques et financiers pour atteindre la SPU (Scolarisation primaire universelle en 2015 et besoin extérieur additionnel)

En 2001, environ 4,4 millions d'élèves étaient scolarisés dans les établissements scolaires d'enseignement primaire des PALOP. Les élèves du public étaient encadrés par un effectif d'environ 77 000 enseignants. La réalisation de l'objectif d'une scolarisation primaire universelle nécessite la scolarisation d'environ 8 millions d'enfants à l'horizon

2015, soit une croissance annuelle des effectifs d'élèves de +4,5%, légèrement supérieure à celle observée entre 1987 et 2001 (+4,1%).

Pour assurer à la fois l'encadrement de ce flux croissant d'élèves tout en préservant la qualité des enseignements (maintient à un bas niveau et éventuellement baisse des rapports élèves-maîtres), il sera nécessaire d'augmenter le nombre d'enseignants du secteur public des PALOP à un rythme moyen de +5,4% par an (besoin de près de 160 000 enseignants en 2015), plus de deux fois supérieur au rythme observé durant les 14 dernières années (+2,0% par an). On peut noter que c'est cette différence de rythme de croissance entre les effectifs et le nombre d'enseignants qui a entraînée la forte dégradation du taux d'encadrement en Angola et en Guinée-Bissau, dégradation qu'il faudra justement éviter d'accentuer et de répéter dans les autres pays.

Les situations sont cependant très diverses suivant les pays : en Guinée Equatoriale, le rythme nécessaire d'expansion physique du système est en deçà du rythme observé durant la décennie passée. Au Cap-Vert, du fait d'une scolarisation primaire quasi universelle, d'une transition démographique effectuée et d'un bon taux d'encadrement, le besoin en nombre d'enseignants sera inférieur à ce qui existe aujourd'hui. A l'inverse, certains autres pays (en particulier la Guinée-Bissau et l'Angola) devront, pour atteindre l'objectif, réaliser de nouveaux records en termes de nombre d'enseignants recrutés.

Sous l'hypothèse d'un scénario de politique 'efficiente', i.e. en utilisant comme paramètres cibles à horizon 2015 les valeurs de référence observées dans les pays les plus performants et reprises dans le cadre indicatif de l'initiative EPT

Financement Accélééré ('Fast Track'), l'objectif ne pourra être réalisé que dans la mesure où l'enseignement primaire des PALOP, pris dans leur ensemble, bénéficiera de 441 millions² de \$ des Etats-Unis par an en moyenne sur la période allant jusqu'à 2015, soit plus du triple de la valeur estimée pour l'année 2000. Si environ 337 millions de \$ pourront être mobilisés annuellement sur ressources nationales sous réserve d'une véritable priorité accordée à l'éducation en général et au cycle primaire en particulier dans les arbitrages budgétaires, les 104 millions de \$ annuels manquants (24% de l'enveloppe globale) devront être apportés par les partenaires techniques et financiers. Notons que la part de financement extérieur nécessaire varie énormément autour de la moyenne suivant les pays (de 15% du financement total nécessaire en Angola à 50% en Guinée-Bissau).

Finalement, il est important de souligner que ces nécessités de financement (interne ou externe) constituent des conditions nécessaires mais non suffisantes pour la réalisation de l'objectif dans tous les PALOP. En effet, les questions de capacité d'absorption physique des systèmes (par exemple comment recruter, former et affecter autant d'enseignants ?) et d'absorption budgétaire (comment gérer et décaisser efficacement les montants croissants alloués au secteur, à travers des circuits financiers diversifiés, notamment à travers les appuis programmes voués à prendre de plus en plus d'ampleur ?) sont cruciales et devront dans beaucoup de pays faire l'objet d'une grande attention.

² Ce chiffre et les suivants constituent de légères sous-estimations dans la mesure où ils n'intègrent pas les données du Cap-Vert, de la Guinée Equatoriale et de Sao Tomé, indisponibles.

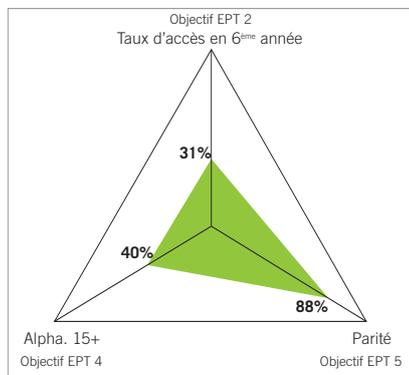


Indice africain de développement EPT 36.4
Rappel 1990 ND

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	700
Population Totale (000)	13 527
% de la population d'âge scolaire	17.6
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	5.5%

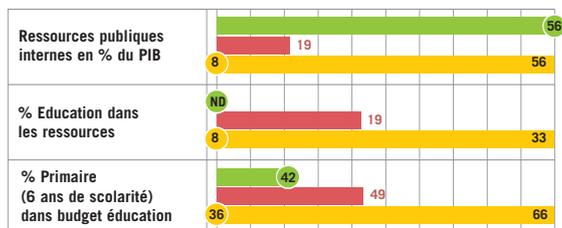
Triangle EPT



Diagnostic



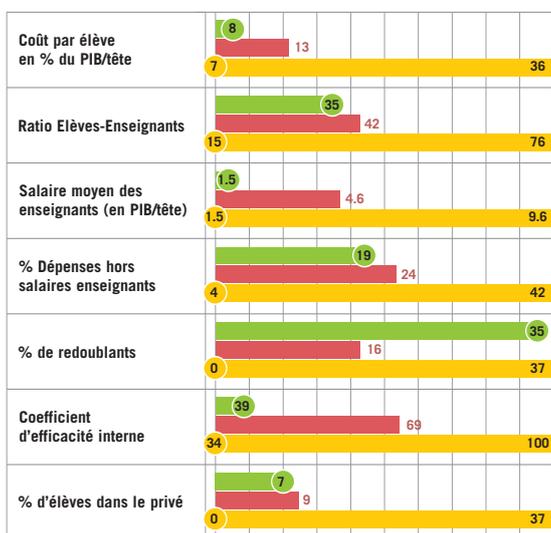
Mobilisation des ressources domestiques



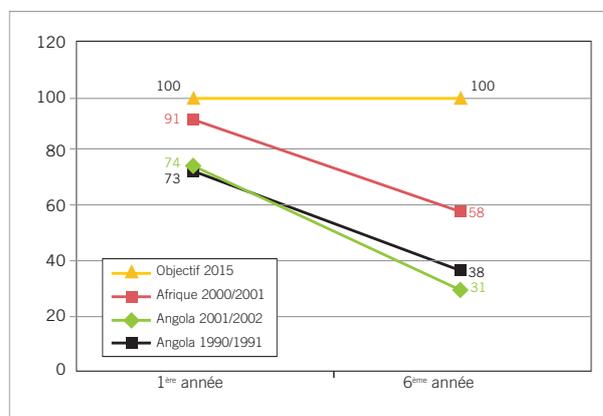
Légende



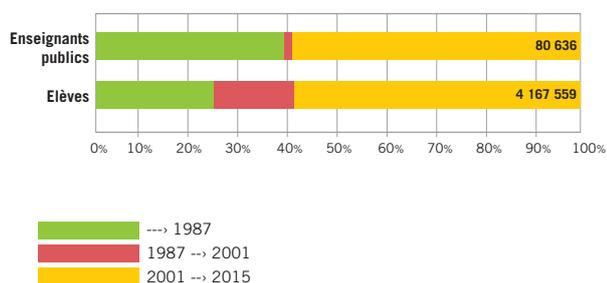
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

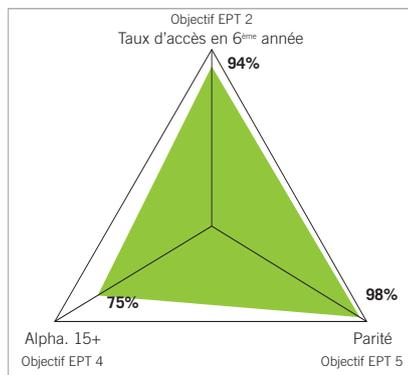
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	253
Besoin extérieur additionnel	46

Indice africain de développement EPT 85.4
Rappel 1990 65.3

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	1 347
Population Totale (000)	437
% de la population d'âge scolaire	15.2
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	ND

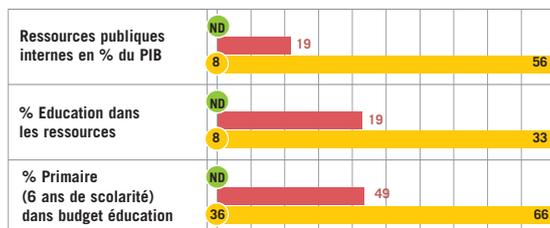
Triangle EPT



Diagnostic



Mobilisation des ressources domestiques



Légende

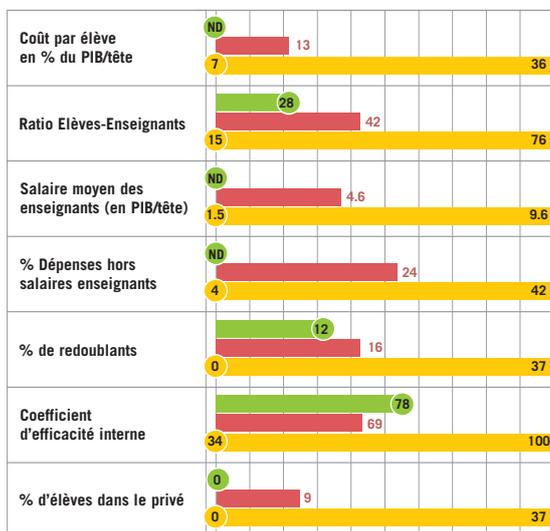
Cap-Vert

Moyenne pays africains

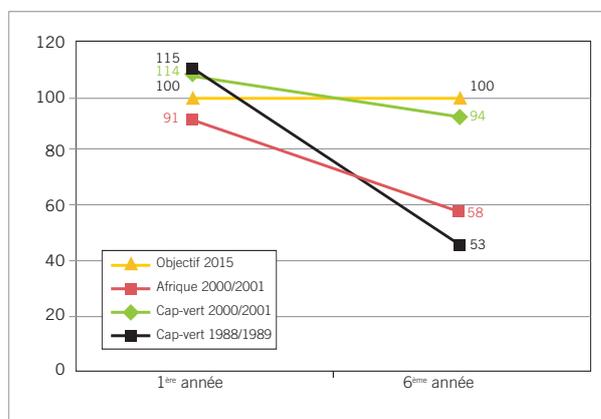
Minimum-maximum pays africains

ND: Donnée Non Disponible

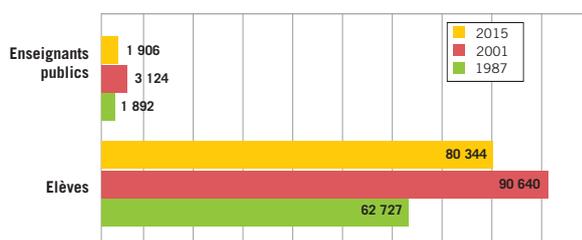
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

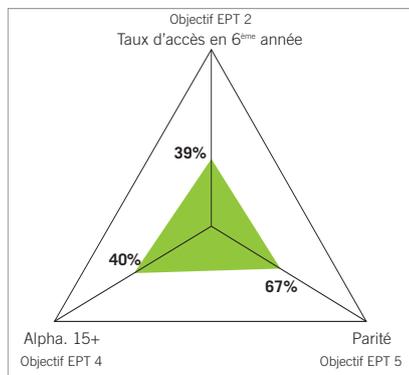
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	ND
Besoin extérieur additionnel	ND

Indice africain de développement EPT 20.2
Rappel 1990 13.8

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	162
Population Totale (000)	1 227
% de la population d'âge scolaire	15.5
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	2.8%

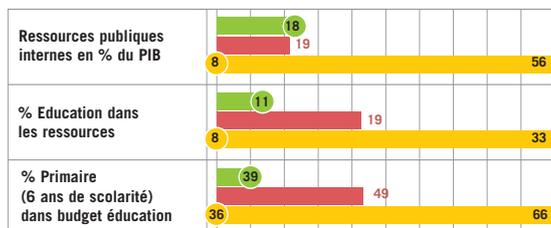
Triangle EPT



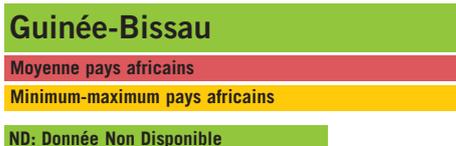
Diagnostic



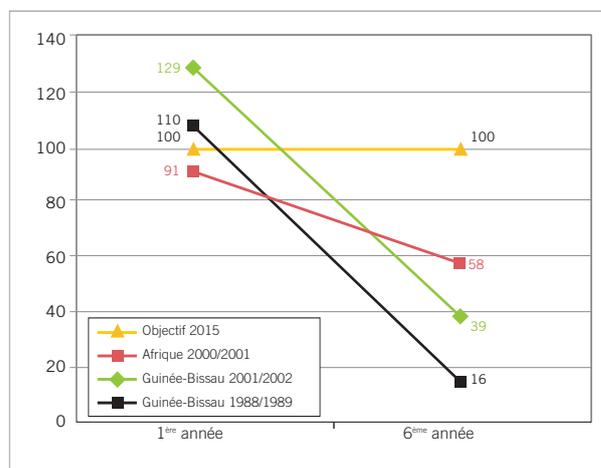
Mobilisation des ressources domestiques



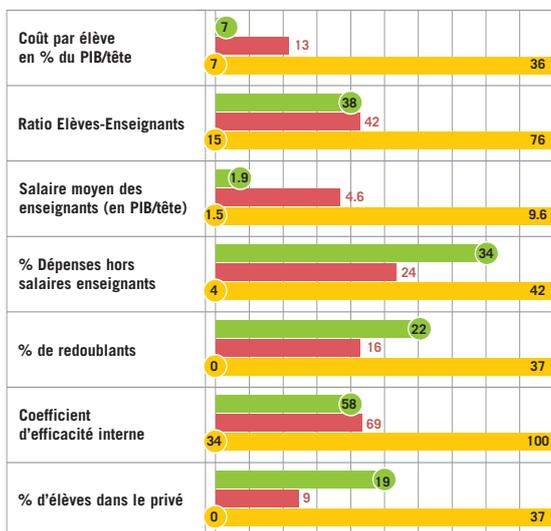
Légende



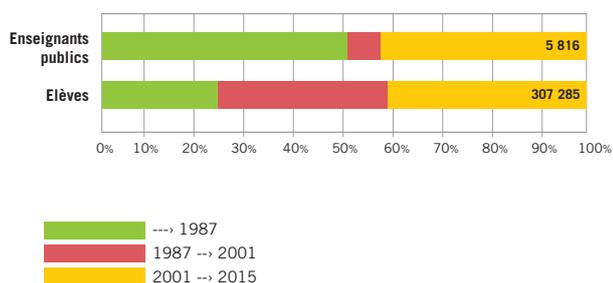
Profil de scolarisation



Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	4
Besoin extérieur additionnel	4

Guinée Equatoriale

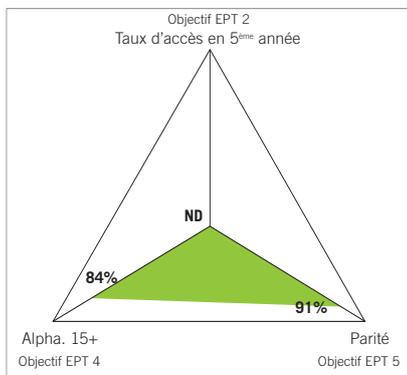
2000/2001

Indice africain de développement EPT ND
Rappel 1990 62.9

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	3 931
Population Totale (000)	470
% de la population d'âge scolaire	15.7
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	3.4%

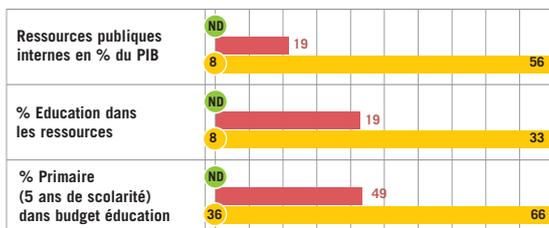
Triangle EPT



Diagnostic



Mobilisation des ressources domestiques



Légende

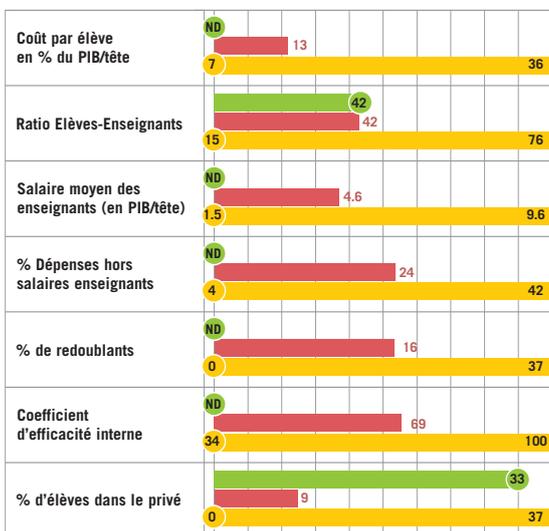
Guinée Equatoriale

Moyenne pays africains

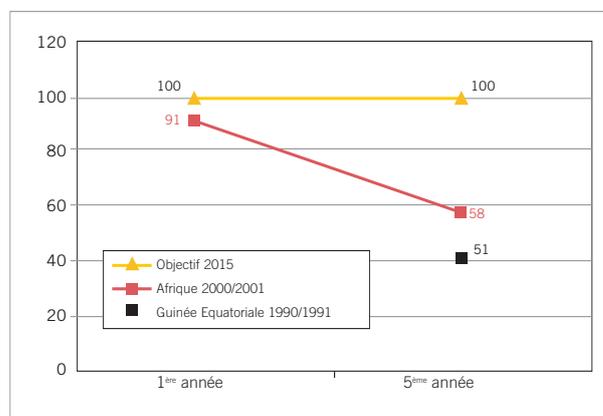
Minimum-maximum pays africains

ND: Donnée Non Disponible

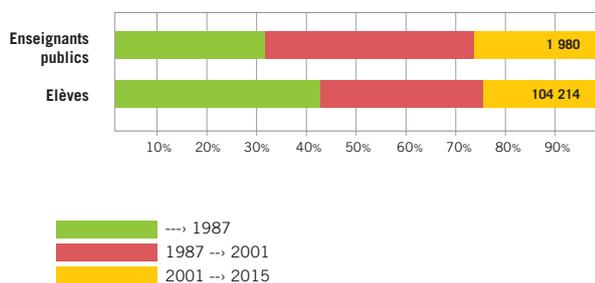
Paramètres Education Primaire (5 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

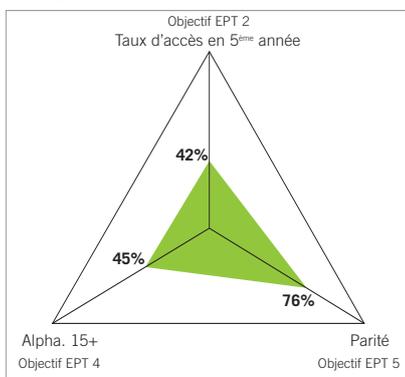
	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	ND
Besoin extérieur additionnel	ND

Indice africain de développement EPT 32.0
Rappel 1990 33.2

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	193
Population Totale (000)	18 644
% de la population d'âge scolaire	16.5
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	13.0%

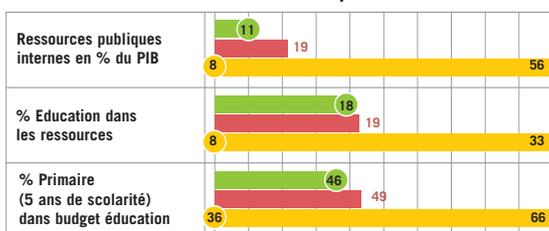
Triangle EPT



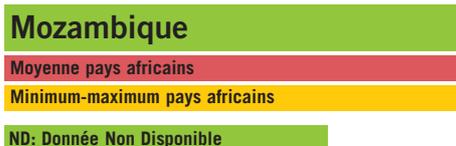
Diagnostic



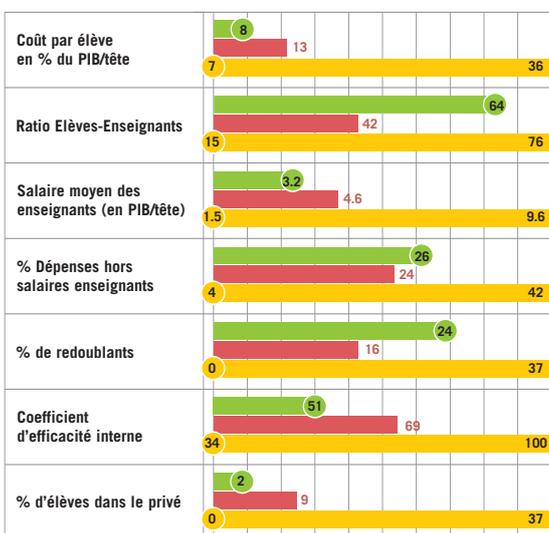
Mobilisation des ressources domestiques



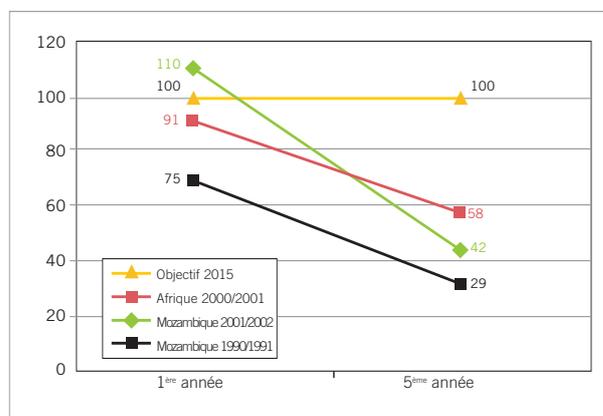
Légende



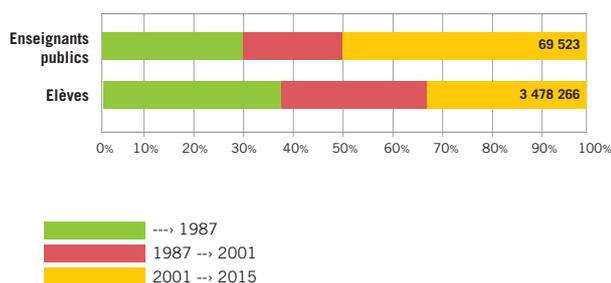
Paramètres Education Primaire (5 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	80
Besoin extérieur additionnel	54

Sao Tomé-et-Principe

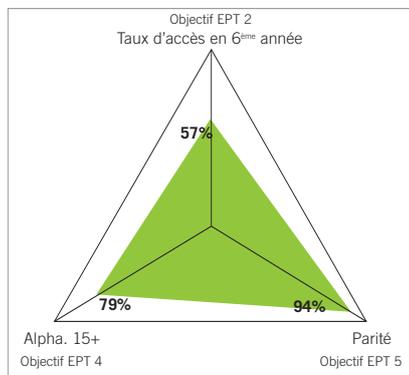
2002/2003

Indice africain de développement EPT 67.5
Rappel 1990 ND

Contexte démographique et macro-économique (2001)

PIB / habitant	294
Population Totale (000)	165
% de la population d'âge scolaire	13.8
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans), année 2000	ND

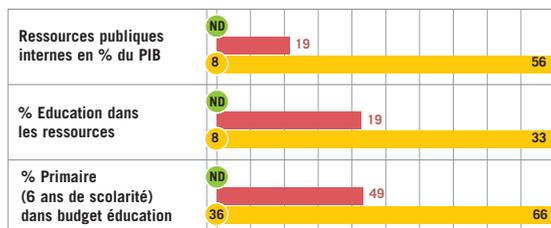
Triangle EPT



Diagnostic



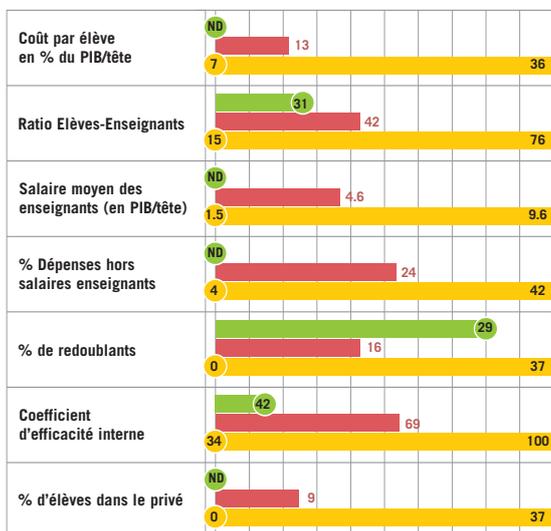
Mobilisation des ressources domestiques



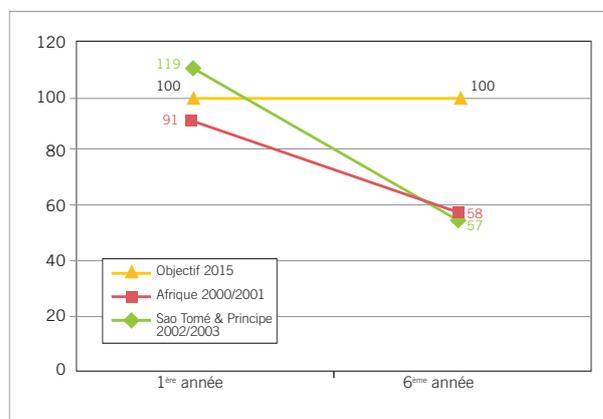
Légende



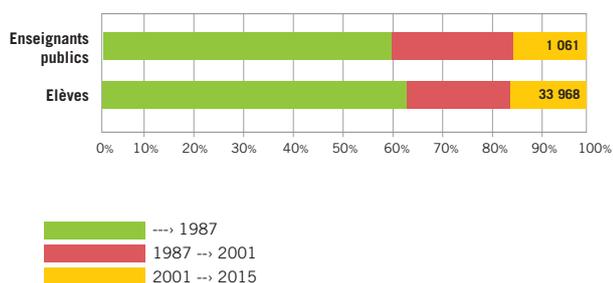
Paramètres Education Primaire (6 années de scolarisation)



Profil de scolarisation



SIMULATIONS SCOLARISATION PRIMAIRE UNIVERSELLE EN 2015 ET BESOIN EXTÉRIEUR ADDITIONNEL



Ressources domestiques et besoin extérieur suivant un scénario de politiques éducatives "efficientes" (millions de \$ des Etats-Unis 2000)

	Moyenne annuelle sur la période 2000-2015
Ressources domestiques	ND
Besoin extérieur additionnel	ND

Les perspectives

MINEDAF VIII avait retenu le principe du report à fin 2003 de l'échéance initialement fixée à fin 2002 pour le dépôt des plans nationaux d'action (PNA) EPT, en raison des difficultés rencontrées dans l'exercice de planification. Au terme de cette échéance, il s'avère utile de faire le point de la préparation des documents dans les trois espaces d'intégration sous régionale, de manière à envisager les mesures susceptibles de faire aboutir le processus de planification mais aussi d'analyser les résultats attendus dans chaque pays, au regard des objectifs de l'EPT, en dépit du caractère provisoire et incomplet de la plupart des plans. Pour mieux saisir la réalité de chacun des espaces d'intégration, certains PALOPs ont été traités comme membres de la CEDEAO ou de la CEMAC.

1 Situation de l'exercice de planification de l'EPT

A l'échéance fixée par MINEDAF VIII relatif à la mise à disposition des PNA, neuf pays de l'espace CEDEAO, soit 64% des pays de la zone, n'ont pas encore formulé et transmis au BREDA leur document. Parmi ces pays, la Gambie dispose d'une version qui date de 2000 mais non complétée au regard de sa requête Fast Track, les programmes décennaux du Mali, du Niger et du Burkina sont en cours de réajustement afin de prendre en compte l'ensemble des objectifs de l'EPT.

Les cinq autres pays sont dans un processus de finalisation et de validation de leurs documents. Les données relatives aux trois principaux indicateurs EPT et aux prévisions budgétaires permettent de se faire une idée des attendus.

Contrairement à l'espace CEDEAO, tous les pays de la CEMAC et de langue officielle portugaise¹ disposent au moins d'une version provisoire de plan d'action. Le dernier groupe de pays a bénéficié d'un appui technique du BREDA qui leur a permis de se situer dans une phase de validation des PNA. Cependant les dernières versions ne seront disponibles qu'en début 2004. La Guinée Equatoriale prévoit de tenir une Table ronde des bailleurs avant la fin 2003.

2 La CEDEAO

2.1 Les objectifs cibles dans les PNA

	Taux d'accès en 1 ^{re} année		Taux brut de scolarisation		Taux d'accès en 6 ^{me} année		Taux d'alphabétisation (15-49 ans)		Parité cycle primaire		Parité cycle secondaire	
	T	F	T	F	T	F	T	F	2005	2015	2005	2015
Cap-Vert	100	100	100	100	100 (06)	100 (06)	90	nd	1	nd	nd	nd
Guinée	100	100	100	100	nd	nd	50 (03)	39 (03)	nd	nd	nd	nd
Guinée-Bissau	nd	nd	98	84,9 (10)	nd	nd	36-68 (00-05)	18-52 (00-05)	0,9	nd	nd	nd
Niger	nd	nd	55-100 (05-15)		nd	nd	20-40 (00-15)		nd	nd	nd	nd
Sénégal	100 (09)	nd	100		nd	nd	nd	nd	1	nd	nd	nd

Le chiffre entre parenthèses correspond à l'année cible lorsqu'elle est différente de 2015
nd : donnée non disponible

Même si on suppose que l'accès universel en première année doit être réalisé six ans avant l'échéance prévue pour le plein accès à la sixième année, il reste que cet indicateur n'est explicitement formulé que dans 40% des plans. Quant au taux d'accès en sixième année, seul le document du Cap-Vert le prévoit.

Le taux d'alphabétisation des 15-49 ans est généralement mentionné sauf dans le plan du Sénégal, avec cependant une absence de désagrégation pour le Cap-Vert. La parité filles/garçons dans les enseignements primaire et secondaire souffre aussi d'une absence de prévisions. C'est dire que les plans d'actions EPT des cinq pays de la CEDEAO méritent d'être complétés en matière d'objectifs cibles sur les principaux indicateurs liés à l'EPT.

¹ Le PNA du Mozambique est élaboré mais non transmis au BREDA

2.2 Les ressources projetées

Aucun pays ne présente le coût global (ou annuel) de son PNA. A l'exception du plan de la Guinée, les documents ne comportent pas les estimations concernant les arbitrages budgétaires prévus.

Pays	Besoin global de financement EPT	Besoin moyen annuel	Pourcentage de l'éducation dans le budget	Pourcentage du primaire dans le budget éducation
Cap-Vert	nd	nd	nd	nd
Guinée	nd	nd	21% (03)	49% (04)
Guinée-Bissau	nd	nd	nd	nd
Niger	nd	nd	nd	nd
Sénégal	nd	nd	nd	nd

3 La CEMAC

3.1 Les objectifs cibles dans les PNA

	Taux d'accès en 1 ^{re} année		Taux brut de scolarisation		Taux d'accès en 6 ^{me} année		Taux d'alphabétisation (15-49 ans)		Parité cycle primaire		Parité cycle secondaire	
	T	F	T	F	T	F	T	F	2005	2015	2005	2015
Cameroun	nd	nd	95	nd	nd	nd	90	nd	0,88	0,95	0,87	0,92
Centrafrique	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	1	nd	nd
Congo	nd	nd	100	100	nd	nd	90	80	nd	1	nd	1
Gabon	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Guinée Equatoriale	nd	nd	100	100	99	99	92	nd	1	nd	nd	nd
Tchad	100	100	100	100	nd	nd	65	nd	nd	nd	nd	nd

Les objectifs cibles sont plus documentés, mais ils restent incomplets. Le taux d'accès en première année est l'indicateur le plus insuffisamment renseigné. Des prévisions relatives à l'accès en sixième année existent dans un seul plan. L'indice de parité filles/garçons et le taux d'alphabétisation comportent des projections dans plus de documents. Malgré ces avancées, les indicateurs doivent être complétés.

3.2 Les ressources prévues

Pays	Besoin global de financement EPT (en \$ des E.U)	Besoin moyen annuel (en \$ des E.U)	Pourcentage de l'éducation dans le budget	Pourcentage du primaire dans le budget éducation
Cameroun	nd	139 000 000	nd	nd
Centrafrique	nd	nd	nd	nd
Congo	1 149 458 333	82 104 167	nd	nd
Gabon	325 556 582	23 254 042	nd	nd
Guinée Equatoriale	362 335 260	30 194 605	nd	nd
Tchad	nd	nd	nd	nd

Deux pays ne disposent pas encore de prévisions des coûts de leur plan. La part de l'éducation dans les dépenses publiques et la répartition intra-sectorielle des dépenses d'éducation ne sont pas précisées. Sur le dernier point, la Guinée Equatoriale a de gros efforts à réaliser pour se conformer aux mesures de réformes suggérées par MINEDAF VIII.

4 Les PALOPs et la Guinée Equatoriale

4.1 Les objectifs cibles dans les PNA

	Taux d'accès en 1 ^{ère} année		Taux brut de scolarisation		Taux d'accès en 6 ^{ème} année		Taux d'alphabétisation (15-49 ans)		Parité cycle primaire		Parité cycle secondaire	
	T	F	T	F	T	F	T	F	2005	2015	2005	2015
Angola	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Cap-Vert	100	100	100	100	100 (06)	100 (06)	90	nd	1	nd	nd	nd
Guinée-Bissau	nd	nd	98	84,9 (10)	nd	nd	36-68 (00-05)	18-52 (00-05)	0,9	nd	nd	nd
Guinée Equatoriale	nd	nd	100	100	99	99	92	nd	1	nd	nd	nd
Sao Tomé-et-Principe	nd	nd	100	100	100	100	90	nd	1	nd	1	nd

Mis à part le PNA de l'Angola, tous les autres documents présentent des projections relatives aux principaux indicateurs. Cependant, le taux d'accès en première année et l'indice de parité doivent être complétés. De plus, on est en droit de se poser des questions sur la faisabilité des performances prévues en matière de réduction du taux d'analphabétisme en Guinée-Bissau, très ambitieuses.

4.2 Les ressources prévues

Pays	Besoin global de financement EPT (en \$ des E.U)	Besoin moyen annuel (en \$ des E.U)	Pourcentage de l'éducation dans le budget	Pourcentage du primaire dans le budget éducation
Angola	nd	nd	nd	nd
Cap-Vert	nd	nd	nd	nd
Guinée-Bissau	nd	nd	nd	nd
Guinée Equatoriale	362 335 260	30 194 605	nd	nd
Sao Tomé-et-Pr.	97 629 867	7 509 990	nd	nd

Les projections budgétaires ne sont pas complétées dans 60% des plans.

Au total, deux aspects méritent une attention particulière.

Il est urgent de conduire à son terme le processus de planification et de finalisation, de façon que tous les pays puissent rendre disponible un plan EPT ou sectoriel crédible. A cet effet, un appui conséquent devrait être alloué aux pays en retard et spécialement à ceux présentement en crise. Afin de faciliter la mise en œuvre et le suivi des plans d'actions, des mesures devront être prises pour permettre aux équipes nationales d'effectuer les projections des principaux indicateurs et des besoins financiers annuels.

Tous les pays oeuvrent sans doute à réaliser les objectifs de l'Education pour tous. Disposer d'un Plan d'action EPT n'est certes pas la seule preuve suffisante de cet effort. Mais comment mesurer les progrès accomplis sans renseigner les valeurs actuelles des paramètres clés du système éducatif et sans fixer des objectifs ? Même si les six objectifs EPT sont indivisibles, il est certainement nécessaire de les hiérarchiser en fonction des spécificités nationales. La mise en cohérence et la bonne intégration de ces objectifs dans le cadre d'un plan global de développement du secteur de l'éducation constituent également des prérequis indispensables pour renforcer la crédibilité vis-à-vis des partenaires techniques et financiers.

Conclusion : chercher les solutions en Afrique

Chercher en Afrique et ensemble les réponses aux problèmes de l'éducation africaine est l'un des messages qui ressort de l'analyse comparative des données de l'éducation dans les ensembles CEDEAO, CEMAC, PALOPs et Guinée Equatoriale. En effet en reprenant les principales questions de l'Education pour tous en une formulation différente, on s'oblige à chercher une réponse dans cette orientation.

- Tous les enfants pourront-ils accéder à l'école ? Deux des trois sous-régions se situent, en terme de taux brut d'admission, en deçà de la moyenne africaine de 91%. Mais dans le groupe PALOPs, le taux brut d'admission est de 109% et celui de scolarisation primaire de 108%. Toutefois, il ne faut pas s'en tenir aux chiffres, mais rechercher leur signification véritable. Quels enseignements ne peut-on pas tirer de la variété de situations ?
- Dans quelles conditions tous les enfants pourront-ils achever le cycle primaire pour s'assurer une alphabétisation irréversible ? Globalement moins d'un enfant sur deux atteint la dernière année d'étude. Il faut doubler d'efforts dans l'amélioration des conditions d'enseignement et d'apprentissages qui assurent le maintien à l'école et la réussite.
- L'objectif de parité filles/garçons dans l'enseignement primaire sera-t-il atteint en 2005 ? En pays CEDEAO, 79 filles scolarisées pour 100 garçons, 84 filles pour 100 garçons en pays CEMAC et 86 filles pour 100 garçons en PALOPs et Guinée Equatoriale, telle est la situation présente. Mais certains pays ont déjà pratiquement atteint cet objectif. Leur exemple peut-il inciter les autres pays ?

- Pourra-t-on améliorer de 50% les niveaux actuels d'alphabétisation de la population adulte ? Avec 46% de taux d'alphabétisation en pays CEDEAO et 60% en PALOPs, on est en deçà de la moyenne africaine de 61%. Même si les pays CEMAC atteignent 68%, les efforts à faire restent gigantesques et justifient une participation pleine et entière à la Décennie des Nations Unies pour l'Alphabétisation 2002-2012.
- Pour atteindre ces différents objectifs les pays mobilisent-ils suffisamment de ressources ? Une question est de donner la priorité à l'éducation dans les allocations budgétaires ce qui est le cas en pays CEDEAO (21%), et moins le cas en pays CEMAC (14%) et PALOPs pour une moyenne africaine de 19%.
- Une autre question est la bonne utilisation des ressources par delà le choix implicite fait de privilégier la qualité (pays CEDEAO) ou la quantité (pays CEMAC et PALOPs) :
 - 1/ les choix faits par certains pays d'une dépense unitaire plus élevée (au détriment de la quantité d'enfants scolarisés) se justifient-ils par des acquisitions scolaires meilleures ?
 - 2/ les écarts importants d'efficacité interne des systèmes éducatifs des différents pays montrent que bon nombre d'entre eux doivent urgentement mettre en place, suivre et évaluer des mesures visant à réduire abandons et redoublements.

Dans l'un comme dans l'autre cas les besoins physiques et financiers pour atteindre la scolarisation primaire universelle sont énormes. Par exemple, les PALOPs pourront-ils disposer de 160 000 enseignants, les pays CEMAC de 180 000 et les pays CEDEAO de 1 300 000 à l'horizon 2015 soit près du double des stocks actuels d'enseignants ? L'implication financière de

l'EPT en 2015 représente en pays CEDEAO 2,9 milliards de \$ des E.U. par an ; 441 millions de \$ par an en PALOPs et 420 millions de \$ par an en pays CEMAC à générer et à utiliser de manière efficace. Ces conditions financières ne sauraient être suffisantes. L'atteinte des objectifs EPT nécessite également l'amélioration de la gestion de l'éducation dans bon nombre de pays, que ce soit pour assurer l'allocation effective et de façon équitable des ressources dans les écoles, ou pour améliorer la transformation de ces ressources en résultats.

Sur toutes ces questions, les approches sous-régionales renseignent de manière fort utile sur les caractéristiques des pays les plus performants et l'intégration en éducation comme ailleurs se construit dans la convergence vers les critères de meilleure performance.

Annexes

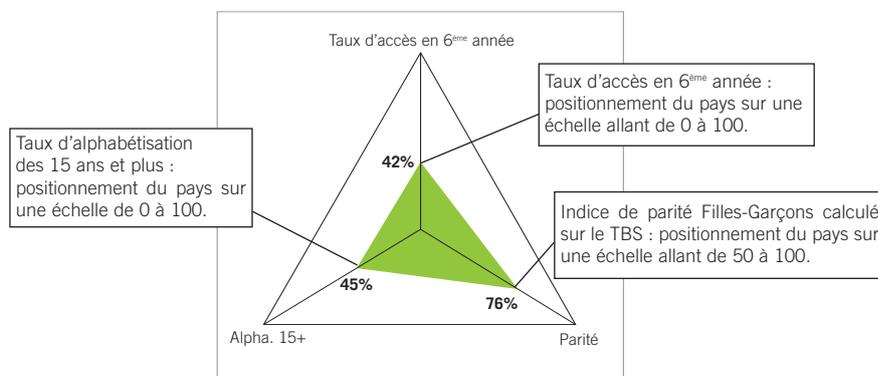
Annexe 1 : Comment lire les profils pays ?

Indice Africain de Développement EPT

Il est construit de façon similaire à l'Indice de Développement Humain du PNUD. Il résume en un seul chiffre la position du pays par rapport à trois des objectifs EPT qui sont la scolarisation primaire universelle, la parité filles-garçons et l'alphabétisation des 15 ans et plus.

Triangle EPT

Le triangle EPT montre dans un même graphique la position du pays par rapport à ces trois objectifs, en référence aux autres pays africains. Sa taille donne une mesure visuelle de la situation actuelle et de l'effort à fournir pour atteindre les trois objectifs.



Taux d'accès en 6^{ème} année (objectif EPT n°2)

Rapport entre le nombre de nouveaux entrants (les non-redoublants) en 6^{ème} année d'études et le nombre d'enfants ayant l'âge officiel pour y être inscrits, exprimé en pourcentage. Pour les pays où le cycle primaire dure 5 ans, cet indicateur est remplacé par le taux d'accès en 5^{ème} année.

Source : calculs à partir des données de l'ISU et de la division de la Population des Nations Unies

Taux d'alphabétisation 15 + (objectif EPT n°4) : Proportion d'adultes sachant lire et écrire dans l'ensemble de la population âgée de 15 ans et plus, exprimée en pourcentage.

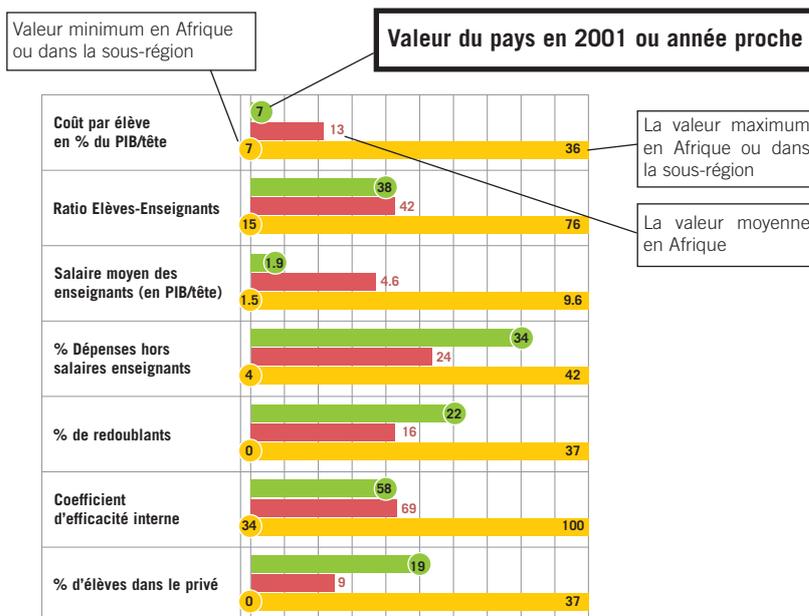
Source : ISU

Indice de parité filles-garçons (objectif EPT n°5) : Rapport entre le taux brut de scolarisation des filles et le taux brut de scolarisation des garçons au niveau primaire, exprimé en pourcentage.

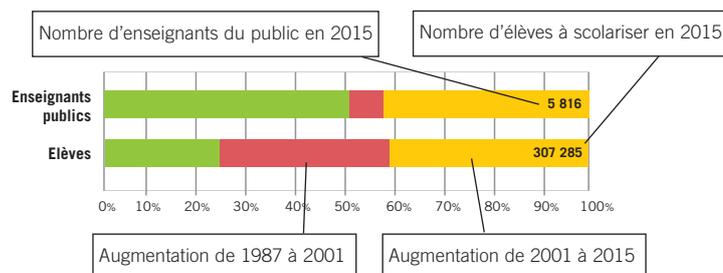
$$\text{Indice de parité} = \frac{\text{TBS filles}}{\text{TBS garçons}}$$

Source : calculs à partir des données de l'ISU

Diagnostic Mobilisation des ressources et Paramètres d'Éducation Primaire



Simulation Achèvement Primaire Universel (six années de scolarisation)



Les indicateurs présents dans les profils pays peuvent être classés en plusieurs catégories: le contexte démographique et macro-économique, les indicateurs de diagnostic, ceux relatifs à la mobilisation des ressources et enfin les paramètres structurels de l'éducation primaire.

Les indicateurs d'accès et de participation proviennent de l'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU). Les indicateurs de diagnostic et de paramètres sont calculés à partir des données scolaires de l'ISU ou des statistiques nationales. Ils se réfèrent à la dernière année disponible, 2000/2001 pour la majorité des pays, et 2002/2003 pour ceux dont des données plus récentes sont disponibles. Les données démographiques utilisées sont celles estimées par la Division de la Population des Nations Unies. Enfin, en dehors de quelques pays où des travaux analytiques récents sont disponibles, les indicateurs financiers proviennent tous du document statistique du MINEDAF VIII et concernent l'année 2000 ou une année proche. Il n'existe donc pas pour tous les pays une homogénéité dans la date des données présentées, le choix ayant été fait de présenter pour chaque indicateur la donnée de l'année la plus récente disponible (qui peut être différente entre indicateurs scolaires et indicateurs financiers). Ceci constitue une limite mais notons que cet inconvénient est mineur dans la mesure où 1) on s'intéresse plus à des ordres de grandeur qu'à une précision d'orfèvre et 2) les changements d'une année sur l'autre des indicateurs financiers sont toujours relativement faibles. La liste des indicateurs présentés dans le profil pays est détaillée ci-après, elle donne pour chaque indicateur son interprétation et la source des données utilisées.

Contexte démographique et macro-économique

Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant : Revenu intérieur du pays divisé par la population totale, exprimé en dollars des Etats-Unis de l'année 2001.

Source : Banque Mondiale

Pourcentage de la population d'âge scolaire : Proportion de la population ayant l'âge de fréquenter le cycle primaire. Pour les pays où la durée de scolarisation dans le primaire est différente de six ans, par souci de comparabilité, ce taux a été calculé sur la base de six années à partir de l'âge officiel d'entrée au primaire.

Source : calculs à partir des données de la Division de la Population des Nations Unies

Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans) :

Proportion de personnes âgées de 15 à 49 ans vivant avec le VIH/sida, exprimé en pourcentage.

Source : ONUSIDA

Diagnostic

Taux brut d'admission dans le primaire (TBA, ou taux d'accès en 1^{ère} année) : Rapport entre le nombre de nouveaux entrants (non redoublants) en première année du primaire, et la population ayant l'âge officiel d'entrée dans le primaire, exprimée en pourcentage. Ce taux peut être supérieur à 100% du fait des entrées après ou avant l'âge officiel de certains enfants.

$$TBA = \frac{\text{Non redoublants en 1^{ère} année}}{\text{Population ayant l'âge officiel d'entrée au primaire}}$$

Source : ISU

Taux de survie (ou de rétention) en 6^{ème} année : Pourcentage des élèves entrés en 1^{ère} année du primaire parvenus en 6^{ème} année, exprimé en pourcentage.

Source : calculs à partir des données de l'ISU

Taux brut de scolarisation dans le primaire (TBS) : Nombre d'élèves scolarisés dans le primaire, exprimé en pourcentage de la population du groupe d'âge officiel qui correspond à ce niveau d'enseignement. Cet indicateur peut être supérieur à 100% du fait des redoublements et des entrées précoces et tardives de certains enfants.

$$TBS = \frac{\text{Nombre d'élèves du primaire}}{\text{Population ayant l'âge officiel du primaire}}$$

Source : ISU

Pourcentage de ressources pour les 10% les plus éduqués : Part des ressources publiques accumulées par les 10% les plus éduqués (ceux qui ont les niveaux terminaux d'éducation les plus élevés) parmi l'ensemble des ressources publiques mobilisées pour l'éducation.

Source : calculs à partir des données de l'ISU

Profil de scolarisation : Proportion d'une cohorte de 100 enfants atteignant chaque année d'études. En abscisse sont reportées les différentes années d'études et en ordonnée le pourcentage de la cohorte atteignant l'année d'étude correspondante. Le premier point du profil de scolarisation primaire correspond au taux brut d'admission en primaire et peut donc être supérieur à 100%. Sur un cycle primaire de six années, le dernier point du profil correspond au taux d'accès en 6^{ème} année d'études. Les profils de scolarisation primaire présentés sont des profils simplifiés, mentionnant uniquement le taux d'accès en 1^{ère} année d'études (taux brut d'admission) et le taux d'accès en 6^{ème} année.

Source : calculs à partir des données de l'ISU et de la division de la Population des Nations Unies

Mobilisation des ressources

Ressources publiques internes en pourcentage du PIB : Rapport entre l'ensemble des revenus de l'Etat hors dons et le produit intérieur brut, exprimé en pourcentage. Cet indicateur s'apparente à la pression fiscale.

Source : Banque Mondiale

Pourcentage de l'éducation dans les ressources publiques : Rapport entre l'ensemble des dépenses courantes consacrées à l'éducation et l'ensemble des ressources publiques hors dons.

Source : Banque Mondiale

Pourcentage du primaire (5 ou 6 années d'études) dans le budget éducation : Part des dépenses courantes d'éducation consacrée au cycle primaire. Pour les pays où la durée de scolarisation dans le primaire est différente de cinq ou six années, par souci de comparabilité, des calculs ont été faits pour estimer la part des dépenses d'éducation correspondant aux six premières années d'études.

Source : Banque Mondiale

Paramètres de l'éducation primaire

Coût par élève en pourcentage du PIB par tête : Rapport entre le montant moyen des dépenses courantes par élève et la valeur du PIB par habitant.

Source : Banque Mondiale

Ratio élèves-maître (REM) : Rapport entre l'effectif des élèves et le nombre d'enseignants. Il représente le nombre moyen d'élèves par enseignant.

Source : ISU

Salaires moyens des enseignants en unités de PIB par tête : Rapport entre le salaire moyen des enseignants et la valeur du PIB par habitant.

Source : Banque Mondiale

Pourcentage des dépenses hors salaires enseignants : Rapport entre les dépenses courantes hors salaires des enseignants et l'ensemble des dépenses courantes.

Source : Banque Mondiale

Pourcentage de redoublants : Proportion d'élèves scolarisés dans la même année d'études que l'année précédente, exprimée en pourcentage de l'ensemble des effectifs scolarisés.

Source : ISU

Coefficient d'efficacité interne (CEI) : Rapport entre le nombre d'années-élèves¹ théoriquement nécessaires pour produire le nombre des élèves qui accèdent en 6^{ème} année (redoublants non comptés) dans un système qui n'aurait ni redoublements ni abandons et le nombre des années-élèves effectivement consommées, exprimé en pourcentage. Les calculs peuvent être conduits sur la base du profil de scolarisation en utilisant une cohorte fictive de 100 élèves accédant en 1^{ère} année d'études dans un cycle qui en comprend 6. Ce coefficient est compris entre 0 (système qui ne produirait aucun sortant) et 100% (système sans redoublements ni abandons). Il s'interprète comme une mesure du rendement du système, son complémentaire par rapport à 100% (100% - CEI) correspond au pourcentage des ressources 'gaspillées', c'est-à-dire utilisées pour des années redoublées pour des élèves abandonnant avant la fin du cycle.

Source : Calculs à partir des données de l'ISU

Pourcentage d'élèves dans le privé : Rapport entre le nombre d'élèves scolarisés dans les établissements scolaires qui ne relèvent pas de la gestion de l'Etat et le nombre total des élèves, exprimé en pourcentage.

Source : ISU

¹ Une année-élève correspond à une année scolaire passée dans une classe par un élève.

Comment calculer l'indice africain de développement EPT ?

Méthodologiquement, cet indice de développement EPT est construit de façon similaire à l'Indice de Développement Humain du PNUD, si ce n'est que toutes les composantes sont ici des indicateurs d'éducation, relatifs aux objectifs de Dakar dont une mesure internationalement comparable est disponible.

Pour chacune des trois composantes X de l'indice EPT, on calcule une mesure relative Y de la façon suivante :

$$Y = (X_{\text{pays}} - X_{\text{min}}) / (X_{\text{max}} - X_{\text{min}})$$

Xmin et Xmax représentent respectivement la valeur minimum et maximum sur le continent africain de la composante considérée et Xpays la valeur du pays considéré*.

Les valeurs minimum et maximum retenues pour chaque composante sont pour l'année 2001 :

- Taux d'accès en 6^{ème} année : 21% (Niger) et 100% (Botswana, Maurice, Namibie)
- Indice de parité sur le TBS : 63,3% (Tchad) et 100% (nombreux pays, cf. explication ci-après)
- Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus : 16,5% (Niger) et 100% (Seychelles)

Par exemple si le taux d'accès en 6^{ème} année d'un pays vaut 50, la valeur relative sera égale à $(50-21) / (100-21) = 0,367$.

Notons que pour l'indice de parité, compte tenu des effets bénéfiques sur le développement humain d'une sur-scolarisation des filles, tous les pays présentant une disparité dans ce sens (indice supérieur à 100%) sont considérés comme ayant atteint l'objectif de Dakar. Ils prennent donc, pour le calcul, la valeur 100 qui devient ainsi la valeur maximale de référence.

L'indice africain de développement EPT est alors calculé en faisant la moyenne des 3 valeurs relatives et en multipliant le résultat par 100.

Indice africain de développement EPT = Moyenne (Y1, Y2, Y3) x 100

Avec Y1 = valeur relative du Taux d'accès en 6^{ème} année
Y2 = valeur relative de l'indice de parité (TBS filles /TBS garçons)
Y3 = valeur relative du taux d'alphabétisation des 15 ans et plus.

Illustrons la construction de l'indice composite par l'exemple du Sénégal :

Taux d'accès en 6 ^{ème} année	Indice de parité TBS	Taux d'alphabétisation des 15 ans et +
50,1	92,0	38,3

Valeur relative du taux d'accès en 6^{ème} année = $(50,1 - 21) / (100 - 21) = 0,368$

Valeur relative de l'indice de parité = $(92,0 - 63,3) / (100 - 63,3) = 0,782$

Valeur relative du taux d'alphabétisation = $(38,3 - 16,5) / (100 - 16,5) = 0,261$

L'indice de développement EPT s'établit donc pour le Sénégal à :

$$100 \times (0,368 + 0,782 + 0,261) / 3 = \mathbf{47,0}$$

* Le fait que les valeurs minimum et maximum peuvent varier au cours du temps constitue certes un inconvénient pour la comparabilité de l'indice au cours du temps, mais ce choix est certainement préférable à celui de fixer des valeurs minimum et maximum invariables dans la mesure où il est fortement possible qu'un pays (ou plusieurs) sorte dans les années futures de l'intervalle min-max qu'on se serait fixé

Annexe 2 : Indice africain de développement EPT et composantes

	Indice africain de développement EPT			Taux d'accès en 6 ^{ème} année (%)		Taux d'alphabétisation des adultes (%)		Indice de parité du TBS	
	1990	2001 ou proche	évolution	1990/91	2000/01 ou proche	1990	2001	1990/91	2000/01 ou proche
CEDEAO	30.5	37.6	+7.1	30.8	49.0	34.0	46.0	66.0	79.0
Bénin	12.9	26.4	+13.5	22.5	50.0	26.4	38.6	49.5	69.0
Burkina Faso	15.7	15.6	-0.1	18.8	27.0	16.4	24.8	62.8	74.0
Cap-Vert	65.3	85.4	+20.1	53.5	94.0	63.8	74.9	94.0	97.7
Côte d'Ivoire	37.9	35.3	-2.6	43.0	46.7	38.5	48.2	70.8	76.3
Gambie	32.6	48.5	+15.9	47.0	56.7	25.6	37.8	67.6	90.7
Ghana	60.0	66.6	+6.6	62.0	65.4	58.4	72.6	83.2	91.3
Guinée	10.1	32.0	+21.9	16.1	41.2	29.0	38.0	47.3	79.7
Guinée-Bissau	13.8	20.2	+6.4	16.0	39.0	27.2	39.7	54.6	67.0
Libéria	-	22.2	-	-	24.7	39.4	55.3	-	69.0
Mali	10.8	24.3	+13.5	11.1	35.0	18.8	43.1	57.9	71.9
Niger	9.6	5.2	-4.4	17.9	21.0	11.4	16.5	56.4	69.0
Nigéria	55.9	52.5	-3.7	72.0	67.0	48.6	65.3	76.3	78.0
Sénégal	35.3	47.0	+11.7	42.2	50.1	28.3	38.3	73.3	92.0
Sierra Leone	-	29.0	-	-	45.4	26.9	36.0	69.0	75.3
Togo	35.8	56.5	+20.7	40.2	79.4	44.3	58.4	65.4	80.0
CEMAC	46.1	50.3	+4.2	46.3	47.9	53.0	68.0	78.0	84.0
Cameroun	59.1	63.9	+4.8	55.9	60.0	57.9	76.9	85.8	89.0
Congo	65.8	67.6	+1.8	60.5	58.0	67.1	81.8	88.2	91.9
Gabon	70.9	72.8	+1.9	69.0	65.0	56.0	71.0	98.5	99.1
Guinée Equatoriale	62.9	-	-	51.0	-	73.3	84.2	85.5	91.0
République Centrafricaine	25.6	19.8	-5.8	27.3	30.0	33.3	48.2	63.4	67.0
Tchad	9.0	13.4	+4.4	18.9	26.6	27.7	44.2	44.6	63.3
PALOP	37.4	48.3	+10.9	38.0	52.5	49.0	60.6	77.0	86.0
Angola	-	36.4	-	38.5	30.8	-	40.0	-	88.5
Cap-Vert	65.3	85.4	+20.1	53.5	94.0	63.8	74.9	94.0	97.7
Guinée Equatoriale	62.9	-	-	51.0	-	73.3	84.2	85.5	91.0
Guinée-Bissau	13.8	20.2	+6.4	16.0	39.0	27.2	39.7	54.6	67.0
Mozambique	33.2	32.0	-1.2	28.6	41.7	33.5	45.2	75.0	76.2
Sao Tomé-et-Principe	-	67.5	-	-	57.0	-	79.3	-	94.1
Afrique	51	54	+3	51	58	50	61	81	87

Annexe 3 : Contexte démographique et macro-économique, diagnostic du cycle primaire, année 2001 ou proche

	Contexte démographique et macro-économique				Diagnostic cycle primaire			
	PIB par habitant	Population totale (000)	% de la population d'âge scolaire	Taux de prévalence VIH/SIDA (15-49 ans)	Durée de scolarisation primaire	Taux brut d'admission 2000/01	Taux de survie en 6 ^{ème} année	Taux brut de scolarisation 2000/01
CEDEAO	366	227 506	16.1	4.4	-	87	68	86
Bénin	368	6 446	17.5	3.6	6	100	64	97
Burkina Faso	210	11 856	17.6	6.5	6	55	72	47
Cap-Vert	1 347	437	15.2	-	6	114	84	139
Côte d'Ivoire	637	16 349	15.9	9.7	6	70	66	81
Gambie	292	1 337	15.1	1.6	6	93	60	84
Ghana	269	19 734	15.8	3.0	6	86	59	80
Guinée	361	8 274	15.6	-	6	68	69	67
Guinée-Bissau	162	1 227	15.5	2.8	6	129	47	92
Libéria	168	3 108	13.2	-	6	-	-	118
Mali	227	11 677	16.2	1.7	6	70	65	62
Niger	174	11 227	17.1	-	6	58	65	43
Nigéria	354	116 929	17.1	5.8	6	96	70	85
Sénégal	481	9 662	16.4	0.5	6	91	70	80
Sierra Leone	163	4 587	16.0	7.0	6	80	-	93
Togo	270	4 657	16.8	6.0	6	111	81	124
CEMAC	1 544	31 961	16.4	7.8	-	80	58	101
Cameroun	559	15 203	16.6	11.8	6	94	63	105
Congo	884	3 110	17.2	7.2	6	73	83	98
Gabon	3 435	1 262	15.1	-	6	100	-	144
Guinée Equatoriale	3 931	470	15.7	3.4	5	-	-	120
République Centrafricaine	256	3 782	16.2	12.9	6	49	50	67
Tchad	197	8 135	17.1	3.6	6	82	37	73
PALOP	1 106	34 470	15.7	6.2	-	109	49	108
Angola	700	13 527	17.6	5.5	4	74	24	74
Cap-Vert	1 347	437	15.2	-	6	114	84	139
Guinée Equatoriale	3 931	470	15.7	3.4	5	-	-	120
Guinée-Bissau	162	1 227	15.5	2.8	6	129	47	92
Mozambique	193	18 644	16.5	13.0	5	110	46	92
Sao Tomé-et-Principe	294	165	13.8	-	4	119	45	130
Afrique	837	805 975	16.4	10.3	-	91	65	93

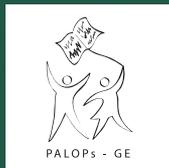
Annexe 4 : Ressources et paramètres de l'éducation primaire, année 2001 ou proche

	Mobilisation des ressources			Paramètres éducation primaire						
	Ressources publiques en % du PIB	% de l'éducation dans les ressources	% du primaire dans le budget de l'éducation	Rapport élèves-maîtres	Coût unitaire (en % du PIB/habitant)	Salaire moyen des enseignants (en unités de PIB/habitant)	% des dépenses courantes hors salaires enseignants	% de redoublants	Coefficient d'efficacité interne	% d'élèves dans le privé
CEDEAO	18.1	20.9	48.2	42.5	15.3	4.9	27.9	15.0	68.3	11.9
Bénin	16.4	17.4	56.0	55.2	10.8	3.5	39.2	21.0	60.1	8.0
Burkina Faso	14.7	17.1	64.0	51.0	23.6	8.0	30.7	15.0	69.8	13.0
Cap-Vert	-	-	-	28.4	-	-	-	11.6	78.0	0.0
Côte d'Ivoire	16.5	21.5	49.0	47.5	16.0	5.7	22.5	22.3	63.0	11.6
Gambie	18.5	16.6	51.7	37.5	13.2	3.7	24.9	10.6	67.7	3.2
Ghana	21.8	17.6	37.2	33.0	12.7	3.6	17.7	5.2	71.7	18.0
Guinée	12.5	17.0	41.0	44.4	8.4	2.7	32.7	21.0	70.0	21.0
Guinée-Bissau	18.0	11.0	39.0	38.0	6.7	1.9	34.3	22.0	58.0	19.0
Libéria	-	-	-	35.9	-	-	-	36.0	-	22.0
Mali	16.8	13.7	42.1	63.4	14.3	6.1	31.1	20.0	66.6	17.0
Niger	9.1	31.5	62.0	41.7	35.5	9.6	25.9	7.3	73.9	3.7
Nigéria	46.1	-	41.0	39.0	13.8	4.9	9.1	1.0	-	1.0
Sénégal	18.1	31.0	43.9	44.0	14.2	4.9	36.6	13.9	71.6	11.3
Sierra Leone	11.4	30.4	51.3	43.7	16.4	4.3	33.1	2.8	-	1.1
Togo	14.9	25.6	48.3	34.3	13.2	4.5	25.2	24.0	69.0	36.9
CEMAC	16.2	14.1	49.1	61.0	8.2	4.2	28.5	29.2	51.1	19.0
Cameroun	20.4	14.4	42.0	63.7	7.0	3.9	30.8	25.8	63.3	17.8
Congo	26.7	8.6	36.6	64.2	7.0	3.4	20.3	24.8	64.0	19.0
Gabon	-	-	-	49.2	-	-	-	37.0	-	8.5
Guinée Equatoriale	-	-	-	41.5	-	-	-	-	-	32.8
République Centrafricaine	9.6	12.5	52.4	76.0	8.7	4.9	28.5	33.0	35.0	7.8
Tchad	8.0	20.9	65.5	71.2	10.1	4.8	34.2	25.5	42.2	27.8
PALOP	NP	NP	NP	39.7	NP	NP	NP	24.3	53.6	12.0
Angola	55.7	-	41.6	35.2	8.0	1.5	19.0	35.2	39.0	6.7
Cap-Vert	-	-	-	28.4	-	-	-	11.6	78.0	0.0
Guinée Equatoriale	-	-	-	41.5	-	-	-	-	-	32.8
Guinée-Bissau	18.0	11.0	39.0	38.0	6.7	1.9	34.3	22.0	58.0	19.0
Mozambique	11.3	18.1	46.4	64.0	7.9	3.2	26.1	23.6	50.8	1.6
Sao Tomé-et-Principe	-	-	-	31.4	-	-	-	28.9	42.0	-
Afrique	19	19	49	42	13	4.6	24	16	69	9

NP : Non Pertinent

Bibliographie

- Amelewonou K-S, Nkengne Nkengne A-P (2002), *Analyse statistique et modélisation des acquisitions scolaires dans le primaire*, Rapport de stage ENEA-STADE
- Banque Mondiale (2001), *Can Africa reach the international targets for human development? An assessment of progress towards the targets of the 1998 second Tokyo International Conference on Africa Development (TICAD II)*, Africa region human development, working paper series
- Banque Mondiale (2001), *Education and Health in Sub-Saharan Africa: A review of Sector-Wide Approaches*, Africa region human development series, working paper series
- Banque Mondiale (2002), *Deux études pour la scolarisation primaire universelle dans les pays du Sahel en 2015*, Série développement humain de la région Afrique, document de travail
- Banque Mondiale (2002), *Le système éducatif béninois, Performance et espaces d'amélioration pour la politique éducative*, Série développement humain de la région Afrique, document de travail
- Banque Mondiale (2001), *Le système éducatif mauritanien, éléments d'analyse pour instruire des politiques nouvelles*, Série développement humain de la région Afrique, document de travail
- Banque Mondiale (2002), *Le financement de l'éducation pour tous en 2015 : simulations pour 33 pays d'Afrique Subsaharienne*, Série développement humain de la région Afrique, document de travail
- Banque Mondiale, Equipe Nationale Guinéenne, Pôle d'Analyse Sectorielle de Dakar (en cours), *Rapport d'Etat du Système Educatif Guinéen*
- Banque Mondiale, Equipe Nationale Ivoirienne, Pôle d'Analyse Sectorielle de Dakar (en cours), *Rapport d'Etat du Système Educatif Ivoirien : Eléments d'analyse pour instruire une politique éducative nouvelle dans le contexte de l'EPT et du DSRP*
- Brossard M., Gacougnolle L. (2000), *Financing Primary Education For All: Yesterday, Today and Tomorrow*, document de travail ISU
- Camara B. (1998), *L'indicateur de progrès éducatif : Indicateur synthétique pour le suivi de l'éducation*, UNESCO-BREDA
- Chinapah V., El Mostafa, H'ddigi et al (1999), *Avec l'Afrique pour l'Afrique vers une éducation de qualité pour tous*, projet MLA, UNESCO/UNICEF
- Chinapah V. (2000), *Éducation pour tous : quelle qualité ? Manuel pour le suivi permanent des acquis scolaires*, UNESCO
- CONFEMEN (2000), *Guide pour l'évaluation des facteurs de performance à l'école primaire: manuel pratique d'évaluation*, CONFEMEN
- CONFEMEN (1999), *Les facteurs de l'efficacité dans l'enseignement primaire : les résultats du programme PASEC sur neuf pays d'Afrique et de l'Océan indien*, CONFEMEN
- Gasquet-More S. (1999), *Plus vite que son nombre. Déchiffrer l'information*, Seuil
- Institut de Statistique de l'UNESCO (2001), *Statistiques et indicateurs de l'éducation, Rapport régional Afrique Subsaharienne*, ISU
- Institut de Statistique de l'UNESCO, OCDE (2001), *Teachers for Tomorrow's Schools : Analysis of the World Education Indicators*, World education indicators programme
- Mingat A., Rakotomalala R., Tan J-P et al (2002), *Le système éducatif togolais : Eléments d'analyse pour une revitalisation*, version provisoire
- Mingat A., Rakotomalala M., Tan J.P. (2001), *Rapport d'Etat d'un Système Educatif National: Guide méthodologique pour sa préparation*
- Mingat A., Suchaut B. (2000), *Les systèmes éducatifs africains : une analyse économique comparative*, De Boeck Université
- Ministère des Affaires étrangères Français (2002), *Nouvelles approches de la coopération internationale en éducation*, Rapport du séminaire sur le thème stratégie sectorielle /stratégie partenariale Sèvres(92) 27-31 août 2001.
- Pilon M., Yaro Y. et al (2001), *La demande d'éducation en Afrique : Etat des connaissances et perspectives de recherche*, Réseau sur la famille et la scolarisation africaine, UEPA
- PNUD / République de Guinée (1998),
- Guinée: *Rapport national sur le développement humain*
- Psacharopoulos G., Woodhall M. (1988), *L'éducation pour le développement : une analyse des choix d'investissement*, Economica
- Sauvageot C. (1996), *Des indicateurs pour la planification de l'éducation : Un guide pratique*, UNESCO, IIEP
- UNESCO (2001), *Guide de planification de l'EPT Asie du sud et de l'EST*, Suivi du forum mondial sur l'éducation
- UNESCO (2001), *Rapport de suivi sur l'éducation pour tous*
- UNESCO, (2000) *Education pour tous : Bilan à l'an 2000*; Document statistique, Forum mondial sur l'éducation, ISU
- UNESCO (2000), *Education pour tous : Cadre d'action de Dakar*, Forum mondial sur l'éducation
- UNESCO (2000), *Education pour Tous : Situation et tendances 2000 : l'évaluation des acquis scolaires*, Forum consultatif international sur l'éducation pour tous
- UNESCO (2000), *Le droit à l'éducation : vers l'éducation pour tous, tout au long de la vie*, Rapport mondial sur l'éducation
- UNESCO (1999), *Annuaire statistique*, UNESCO publishing and Bernan Press
- UNESCO (1998), *Annuaire statistique*, UNESCO publishing and Bernan Press
- UNESCO (1998), *Développement de l'éducation en Afrique : Etude statistique*, MINE-DAF VII, UNESCO
- UNESCO (1998), *Education pour tous : Bilan en l'an 2000 : Directives techniques*, Forum consultatif international sur l'éducation pour tous
- UNESCO (1992), *Les dépenses d'enseignement dans le monde et perspective à moyen terme*, Rapports d'études statistiques N°33, UNESCO
- UNESCO, IIEP (1999), *Financement et gestion financière de l'éducation*, Forum sur l'éducation n°9, IIEP
- UNESCO (2002), *Document statistique MINEDAF VIII*, scolarisation primaire universelle, un objectif pour tous.



Pôle de Dakar
ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION

